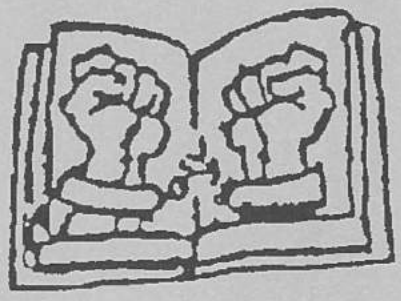
Cahiers du mouvement ouvrier

NUMÉRO SPÉCIAL
LÉON TROTSKY



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 28 - NOVEMBRE 2005 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication :
Jean-Jacques Marie
CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

• Présentation ..... p. 5

• Chronologie : ..... p. 9

• Léon Trotsky : ..... p. 15
— Première autobiographie, 1879-1917
(inédite, publiée dans *Proletarskaia Revolioutsia*, 1922)
— Deuxième autobiographie, 1917-1937
(dans *The Case of Leon Trotsky*, 1937)
— Lettre à Olminski (1921)
— La lutte contre la famine
et pour la confiscation des objets précieux de l'Eglise
(janvier-avril 1922, textes inédits)

• Le "cours nouveau" :
lettre au comité central du 8 octobre 1923 (extraits)
et textes inédits de Trotsky,
de Staline et du bureau politique
du Parti communiste russe ..... p. 35

• Vladimir Antonov-Ovseenko :
lettre au bureau politique
et à la commission centrale de contrôle
du 27 décembre 1923 sur la campagne contre Trotsky ..... p. 45

• Iouri Annenkov : rencontre avec Trotsky (1923) ..... p. 51

• Léon Trotsky :
lettre à Kroupskaia (1927, inédit) ..... p. 55

• Léon Trotsky :
les débuts de l'Opposition de gauche internationale
(1930) ..... p. 61
— Il faut organiser les travailleurs immigrés (1930, inédit)
— Les problèmes de la révolution italienne (1930, inédit)
— Les problèmes de la révolution espagnole (1930, inédit)
— Les problèmes de la révolution en Chine (1930, inédit)

• Léon Trotsky :
la révolution d'Octobre
(conférence de Copenhague, novembre 1932) ..... p. 79

• Soixante-dixième anniversaire de la création du POUM :
Trotsky et le POUM (choix de textes) ..... p. 101

• Chronique des falsifications ..... p. 111
— Le train blindé de Trotsky
— La vérité sur l'armée de Denikine
— Trotsky et les camps de concentration

• Dans l'ex-URSS aujourd'hui ..... p. 121

• Notes de lecture ..... p. 125

• Courrier : une lettre de Pierre Roy ..... p. 145

• Document :
Larry Brashaw et Lorrie Beth Slonsky :
"Le rêve américain" ..... p. 151

Présentation

CE numéro est pour l'essentiel un numéro spécial consacré à Léon Trotsky, à l'occasion à la fois du centième anniversaire de la révolution de 1905 et du soixante-cinquième anniversaire de son assassinat par l'agent de Staline, Ramon Mercader (alias Jacques Mornard et Franck Jacson). Il rassemble à la fois quelques extraits de textes connus reflétant des moments essentiels de son activité et des textes inédits ou non publiés en français.

Cet ensemble laisse évidemment de côté de très nombreux aspects de son activité et ne prétend donc pas donner une image complète de la vie et de l'œuvre de Trotsky : il vise seulement à enrichir ou préciser sur tel ou tel point les biographies existantes de Trotsky. Il ne revient pas en particulier sur l'année 1905, qui a été largement évoquée dans le n° 25 des *Cahiers du mouvement ouvrier,* consacré entièrement à la révolution de 1905.

La conférence que Trotsky a prononcée à Copenhague en novembre 1932 à l'invitation des étudiants sociaux-démocrates danois éclaire de façon particulièrement claire et nette, disons même pédagogique, les ressorts et la portée de la révolution d'Octobre.

Ce texte a déjà été publié en français, mais on ne peut pas le trouver très facilement et sa réédition nous paraissait donc s'imposer.

Nous avons illustré le combat de l'Opposition de gauche de 1923 et de l'Opposition unifiée de 1927 par des textes inédits en français (la lettre d'Antonov-Ovseenko au bureau politique et la lettre de Trotsky à la veuve de Lénine, Kroupskaia), qui présentent de façon condensée, mais claire, quelques points essentiels de cette double bataille de l'Opposition.

Nous avons ensuite choisi quatre textes inédits (mais que l'on peut trouver sur le site de marxists.org) (1) rédigés par Trotsky au cours de l'année 1930, où il définit une des tâches à ses yeux prioritaires de l'organisation française de l'Opposition de gauche en train de se constituer, et deux textes où il définit une orientation pour deux pays aux régimes voisins, où la démocratie politique est piétinée : l'un, l'Espagne, soumis à un régime monarchique, l'autre, l'Italie, à un régime fasciste.

La campagne de calomnies contre Trotsky avait connu un brutal renouveau en 2002, à l'occasion de l'élection présidentielle. Elle reprend avec autant de vigueur ou presque aujourd'hui au moment où l'on rapatrie en grande pompe à Moscou les cendres du général blanc Denikine, qui commanda l'armée blanche dite des Volontaires dans le sud de la Russie de février 1919 à mars 1920. La chronique des falsifications y est entièrement consacrée.

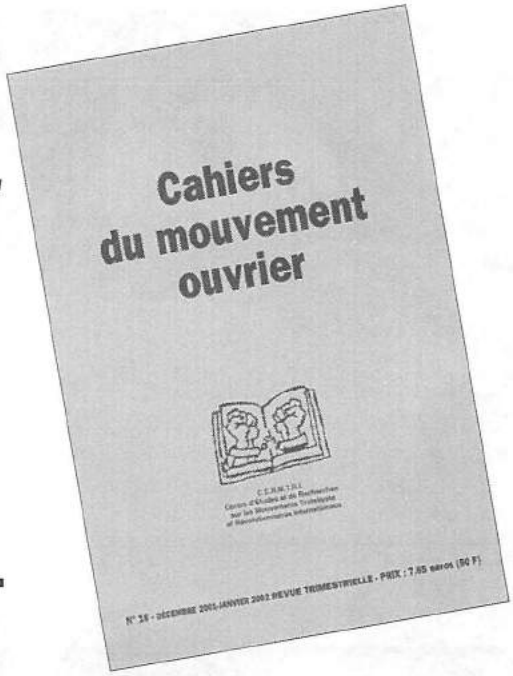
Outre quelques pages sur la situation dans l'ex-Union soviétique aujourd'hui, nous avons joint à la fin du numéro un texte apparemment sans rapport avec cet ensemble, texte dont nous avons pris connaissance par Internet et dont nous ne connaissons pas les deux auteurs. Ce texte nous a paru remarquable à un double titre : il montre, d'un côté, comment, confrontées à une gigantesque catastrophe, les diverses couches de la population laborieuse tentent de s'organiser pour survivre, prennent en charge leur propre destin face à ce qui peut apparaître d'abord comme une simple carence du pouvoir d'Etat ; il illustre, d'un autre côté, avec quelle violence ce pouvoir d'Etat réagit à cette tentative d'auto-organisation des couches populaires, où il voit un véritable attentat contre lui, et déchaîne la violence la plus brutale pour la disloquer et l'écraser, bref, organise contre un effort pacifique de la population laborieuse une véritable guerre civile.

(1) www.marxists.org/archive/trotsky, où l'on peut trouver des œuvres de Trotsky en 34 langues différentes.

Dans les *Cahiers du mouvement ouvrier,* n° 27, nous avons malencontreusement fait disparaître la signature de Jacqueline Bois à la fin de l'article sur la conférence internationale Rosa Luxembourg qui s'est déroulée à Canton (Chine) les 21 et 22 novembre 2004.

Nous nous en excusons auprès d'elle.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier*



• Collection complète (nos 1 à 27) :
— 95 euros + 16 euros de frais de port (France) ;
— 95 euros + 30 euros de frais de port (étranger).

Cahiers du mouvement ouvrier
(volume de 160 pages)
Prix du numéro : **8 euros**
Abonnement annuel (quatre numéros) :
— France : **29 euros** ;
— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :
❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15
❒ à partir du n° 16 ❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19
❒ à partir du n° 20 ❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23
❒ à partir du n° 24 ❒ à partir du n° 25 ❒ à partir du n° 26 ❒ à partir du n° 27
❒ à partir du n° 28

Commande du (des) n° (nos) : .....

❒ **Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)**

La collection des nos 1 à 27 : 95 euros + 16 euros de frais de port ❒
Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

26 octobre 1879 : naissance de Léon Davidovitch Bronstein à Ianovka (Ukraine).

1891 : fondation de la Deuxième Internationale social-démocrate.

1894 : mort d'Alexandre III ; accession au trône de Nicolas II.

1897 : fondation de l'Union des ouvriers de la Russie du Sud.

Janvier 1898 : arrestation de Léon Bronstein (qui va prendre en 1902 le pseudonyme de Trotsky) et d'Alexandra Sokolovskaia ; mars : fondation à Minsk du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR).

1899 : condamnation de Trotsky et d'Alexandra Sokolovskaia à quatre ans d'exil en Sibérie.

1902 : évasion de Trotsky, départ à l'étranger, rencontre avec Lénine à Londres.

Août 1903 : II^e^ Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) à Bruxelles, puis à Londres, qui débouche sur la scission entre bolcheviks et mencheviks. Trotsky se range un moment du côté des mencheviks.

Février 1904 : la guerre éclate entre la Russie et le Japon, qui bombarde la flotte russe à Port-Arthur.

Janvier 1905 : "Dimanche rouge" à Pétersbourg, massacre des manifestants par l'armée et la police du tsar Nicolas II ; février : retour de Trotsky, qui rompt avec les mencheviks, en Russie ; mars : III^e^ Congrès (bolchevique) du POSDR ; octobre-novembre : grève générale en Russie ; Trotsky est élu membre du comité exécutif, puis du présidium du soviet de Pétersbourg ; décembre : arrestation du comité exécutif du soviet et de Trotsky. Constitution en France de la SFIO, réunissant tous les courants socialistes.

Avril 1906 : IV^e^ Congrès (réunifié) du POSDR à Stockholm ; octobre : quinze autres dirigeants du soviet sont bannis à vie au nord de la Sibérie. Publication de *Bilan et Perspectives*.

Février 1907 : évasion de Trotsky ; mai : V^e^ Congrès du POSDR, réunifié, à Londres ; août : congrès de la Deuxième Internationale à Stuttgart, auquel Trotsky participe.

1908 : Trotsky fonde à Vienne la *Pravda*.

1909 : publication de *1905*.

1910 : congrès de la II^e^ Internationale à Copenhague, auquel Trotsky participe.

Janvier 1912 : conférence de Prague, où les bolcheviks se proclament POSDR ; avril : grève et massacre de la Lena ; août : conférence dite du "bloc d'août", dont Trotsky est le principal animateur.

1912-1913 : deux guerres balkaniques successives entre la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce, avec renversement des alliances.

Juillet 1914 : assassinat de Jean Jaurès ; août 1914 : début de la Première Guerre mondiale. Vote des crédits de guerre par les groupes parlementaires allemand et français. Dislocation de la II^e^ Internationale.

1915 : création du journal internationaliste *Golos*, puis *Nach Golos*, puis *Nache Slovo*, puis *Natchalo* ; septembre : conférence socialiste internationale de Zimmerwald.

1916 : Trotsky est expulsé de France ; il part en Espagne, puis aux Etats-Unis.

Février 1917 : renversement de la monarchie ; mai : retour de Trotsky en Russie ; juillet : manifestations massives à Petrograd réclamant tout le pouvoir aux soviets ; septembre : Trotsky en prison à Kresty ; août : VI[e] Congrès du Parti bolchevique ; adhésion au Parti bolchevique de Trotsky, élu au comité central ; septembre : Trotsky élu président du soviet de Petrograd ; octobre : prise du pouvoir par les bolcheviks lors du II[e] Congrès des soviets. Trotsky commissaire aux Affaires étrangères.

Mars 1918 : signature de la paix de Brest-Litovsk ; VII[e] Congrès du Parti bolchevique, qui prend le nom de Parti communiste ; Trotsky démissionne des Affaires étrangères et devient commissaire à la Guerre et président du Comité militaire révolutionnaire de la République. ; août-septembre : bataille de Sviajsk-Kazan, première victoire de l'Armée rouge ; 30 août : assassinat d'Ouritski, attentat contre Lénine ; novembre : renversement de la monarchie autrichienne, puis allemande ; 28-31 décembre : fondation du Parti communiste allemand par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Janvier 1919 : écrasement du soulèvement spartakiste à Berlin ; assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg ; mars : fondation de la III[e] Internationale (communiste), dont Trotsky rédige le manifeste. Assassinat en Allemagne de Leo Jogisches, compagnon de Rosa Luxemburg ; VIII[e] Congrès du Parti bolchevique ; juin : signature du traité de Versailles, qui impose à l'Allemagne de lourdes réparations financières ; octobre : déroute des armées de Denikine au sud et de Ioudenitch au nord ; décembre : déroute de Koltchak à l'est, arrestation puis exécution de Koltchak ; écrasement de l'armée de Makhno en Ukraine.

Avril 1920 : IX[e] Congrès du Parti bolchevique ; avril : la Pologne envahit l'Ukraine ; juillet : II[e] Congrès de l'Internationale communiste ; août : après une contre-attaque victorieuse, l'Armée rouge est défaite devant Varsovie ; septembre : grève générale des métallurgistes italiens ; publication de *Terrorisme et Communisme* ; décembre : début de la querelle syndicale.

Janvier-avril 1921 : insurrections paysannes de Tambov et Tioumen ; février : invasion de la Géorgie par l'Armée rouge ; mars : insurrection de Cronstadt, début de la NEP ; juin : III[e] Congrès de l'Internationale communiste, qui adopte la stratégie du front unique.

Mars-avril 1922 : XI[e] Congrès du Parti communiste ; Staline désigné secrétaire général du comité central ; novembre-décembre : IV[e] Congrès de l'Internationale communiste ; décembre : lettres de Lénine au congrès, testament de Lénine.

Janvier 1923 : Lénine demande que Staline soit écarté du poste de secrétaire général du comité central ; mars : Lénine paralysé à vie ; avril : XII[e] Congrès du Parti communiste ; octobre : lettre de Trotsky et des 46 contre la bureaucratisation du parti ; formation de l'Opposition de gauche et début de la campagne de l'appareil contre le trotskysme ; publication de *Cours nouveau*.

Avril 1924 : XIII[e] Congrès du Parti communiste ; octobre : *Les Leçons d'Octobre*. La campagne dite "littéraire" qualifiait Trotsky d'adversaire du "léninisme".

Janvier 1925 : Trotsky contraint de démissionner du commissariat à la Guerre ; décembre : XIV[e] Congrès du Parti communiste, constitution et défaite de la Nouvelle Opposition (Kamenev-Zinoviev).

Avril 1926 : grève des mineurs, puis grève générale en Grande-Bretagne ; formation de l'Opposition unifiée ; octobre : Trotsky exclu du bureau politique. Publication d'*Europe et Amérique*.

Avril 1927 : grève ouvrière écrasée dans le sang à Shanghai par Tchang-Kai-chek ; déclaration des 83 ou 84 ; octobre : Trotsky exclu du comité

central ; novembre : Trotsky exclu du parti ; décembre : XV[e] Congrès du Parti communiste ; exclusion de 75 opposants. Exil forcé de centaines d'opposants.

Janvier 1928 : Trotsky exilé à Alma-Ata. Mort de sa fille Nina ; juillet-août : VI[e] Congrès de l'Internationale communiste.

Janvier-février 1929 : Trotsky expulsé d'URSS en Turquie. Publication de *La Révolution défigurée* et de *Ma Vie*. Création du *Bulletin de l'Opposition*.

1930 : publication de *La Révolution permanente*.

1931 : Zina arrive à Prinkipo ; février : Léon Sedov à Berlin ; chute de la monarchie en Espagne. Publication de l'*Histoire de la révolution russe*.

Février 1932 : Trotsky et les membres de sa famille déchus de la nationalité soviétique ; novembre : conférence de Trotsky à Copenhague sur la révolution d'Octobre ; cinquième élection législative de l'année en Allemagne : les nazis perdent deux millions de voix.

Janvier 1933 : Hindenburg nomme Hitler chancelier du Reich ; juillet : Trotsky arrive en France. Se prononce pour la préparation d'une nouvelle Internationale.

Janvier 1934 : XVII[e] Congrès du Parti communiste soviétique, dit des "vainqueurs" ; insurrection ouvrière écrasée sauvagement dans les Asturies (Espagne) ; décembre : assassinat de Kirov.

Juin 1935 : Trotsky en Norvège ; formation du Rassemblement (Front) populaire en France ; juillet-août : VII[e] et dernier congrès de l'Internationale communiste, présidée par Dimitrov, qui adopte et généralise la politique dite de Front populaire.

Juin 1936 : grève générale en France ; juillet : coup d'Etat franquiste en Espagne ; début de la guerre civile et de la révolution espagnoles ; août : Léon Trotsky publie *Où va la France ?* et *La Révolution trahie*. Premier procès de Moscou ; septembre : Trotsky placé en résidence (très) surveillée en Norvège.

Janvier 1937 : Trotsky arrive au Mexique ; deuxième procès de Moscou. Publication de *Les Crimes de Staline*.

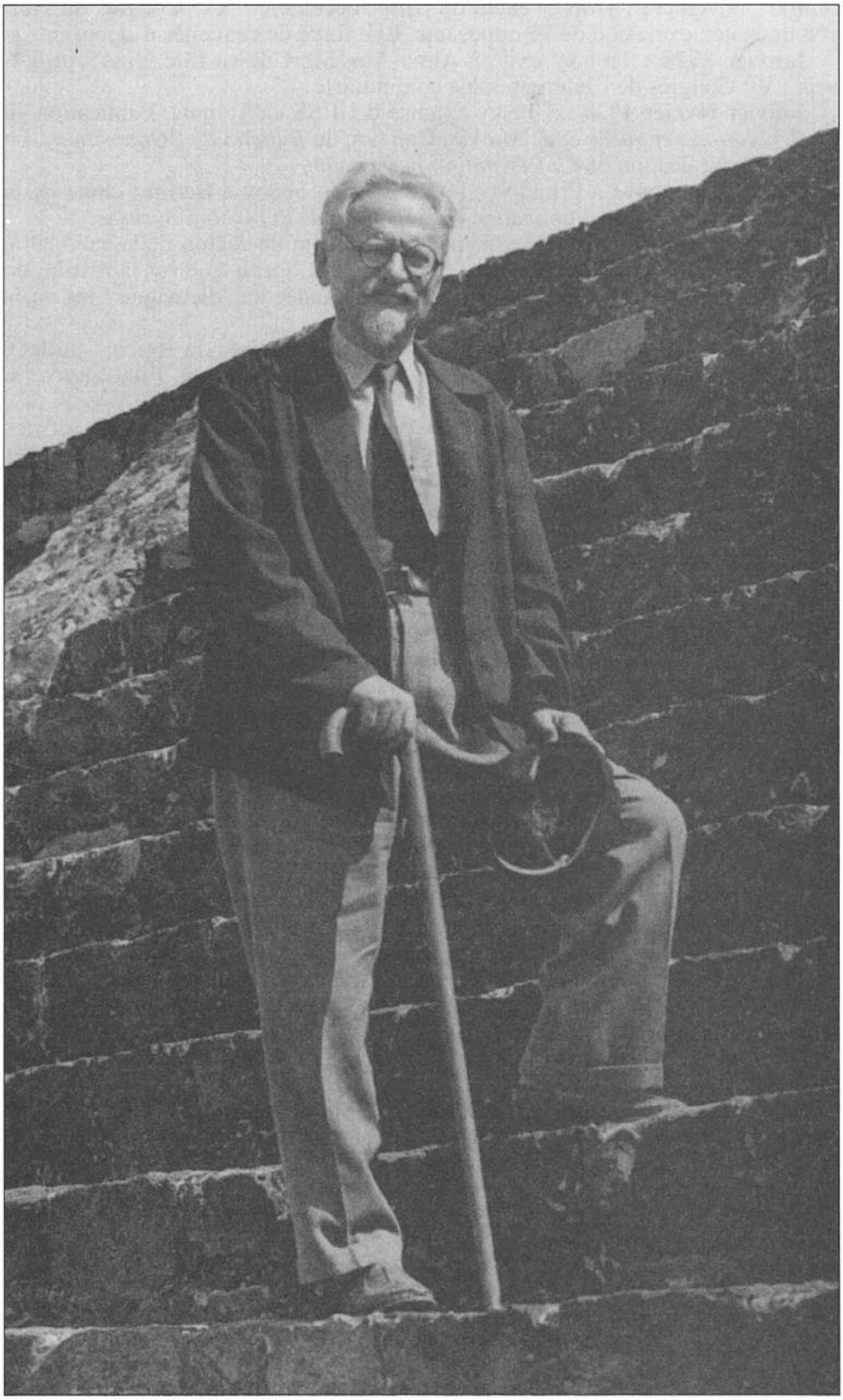
Février 1938 : assassinat de Léon Sedov ; mars : troisième procès de Moscou ; avril : *Leur morale et la nôtre* ; juillet : assassinat de Rudolf Klement ; septembre : proclamation de la IV[e] Internationale. *Programme de transition*. Accords de Munich ; novembre : échec de la grève générale en France.

Août 1939 : pacte germano-soviétique ; septembre : la Wehrmacht, puis l'Armée rouge envahissent la Pologne. Début de la discussion sur la nature de l'URSS dans le SWP. Décembre : l'Armée rouge attaque la Finlande.

24 mai 1940 : première tentative d'assassinat, manquée, de Trotsky ; juin : l'armée française s'effondre face à l'offensive de la Werhmacht ; Pétain au pouvoir ; signature de l'armistice.

20 août : assassinat de Trotsky par l'agent du NKVD Ramon Mercader (alias Jacson et Mornard).

Juin 1941 : la Werhmacht envahit l'Union soviétique ; 11 septembre : exécution à Orel de Racovski, Olga Bronstein-Kameneva, Varvara Kasparova et de plus de 150 autres prisonniers politiques.



Léon Trotsky : autobiographies

Première autobiographie (1879-1917)

UN jour de 1918, les services administratifs du comité central du Parti bolchevique demandèrent à quelques dirigeants du parti de leur transmettre une notice biographique. Celle de Trotsky, publiée en 1922 par une revue d'"histoire" soviétique, mais restée à ce jour inédite en France, a ainsi échappé aux archives fermées à double tour.

C'est la première esquisse de *Ma Vie*, mais rédigée aux premiers jours de l'exercice du pouvoir et non de l'exil... Trotsky y dresse le premier bilan politique de son existence...

Premiers pas dans la vie [1]

Je suis né le 26 octobre 1879 au village de Ianovka, dans le gouvernement de Kherson, district d'Elizabethgrad, dans le domaine de mon père, colon-propriétaire foncier. Jusqu'à l'âge de neuf ans, je vécus à la campagne sans jamais la quitter. Puis, je partis comme externe étudier à la Realschule Saint-Paul d'Odessa. Pendant la durée de mes études, je fis preuve d'une grande application et je fus toujours le premier de la classe.

En seconde, je fus temporairement exclu de la classe pour avoir organisé une "protestation" contre le professeur de français. Peut-être faut-il voir là l'annonce des mauvaises relations futures avec nos très proches alliés les Français. Lors de mon passage en septième, je fus transféré à Nicolaiev. Là, je fis pour la première fois la connaissance des milieux radicaux et de l'univers des idées révolutionnaires.

A Nicolaiev, vivait alors un jardinier tchèque, Frantz Frantzevitch Chvigovski, autour duquel se regroupaient des jeunes gens aux aspirations radicales vagues.

Je commençai d'abord par me considérer comme un adversaire du marxisme plutôt que comme un marxiste. J'allais alors sur mes dix-sept ans.

L'Union des ouvriers du sud de la Russie

J'achevai mes sept années à l'école réale et tentai d'entrer comme auditeur libre à la faculté de mathématiques.

Puis, je nouai des liens avec les ouvriers de Nicolaiev, et surtout avec les membres d'une secte à tendance rationaliste, dont l'un des adhérents, I. A. Moukhine, est aujourd'hui, bien qu'il ne soit plus de première jeunesse, un militant bolchevique révolutionnaire expérimenté.

L'organisation des ouvriers de Nicolaiev s'étendit bientôt et prit le nom d'Union ouvrière du sud de la Russie. Nous éditâmes de nombreux tracts et un journal illégal, intitulé *Nache Delo*, à la ronéo. Tout cela était alors nouveau.

(1) Les intertitres sont de la rédaction.

Une organisation du même type se constitua, en même temps, à Odessa. Je faisais souvent le voyage de Nicolaiev à Odessa ; je passais la nuit sur le bateau et la journée à chercher de la littérature révolutionnaire et à faire de l'agitation.

Le mouvement prit une grande ampleur ; l'Union des ouvriers du sud de la Russie de Nicolaiev regroupa jusqu'à deux cent cinquante ouvriers cotisants.

La gendarmerie de Nicolaiev, jusqu'alors indolente, se réveilla, et nous mit la main au collet sans tarder. A l'aide de deux provocateurs, elle arrêta presque tout notre groupe. Je fus arrêté le 28 janvier 1898.

L'épopée de la prison

Après, s'ouvrit l'épopée de la prison. On m'interna d'abord dans la prison de Nicolaiev, puis on me transporta dans celle de Kherson, et trois mois plus tard à Odessa, où je passai environ deux ans. Je fus condamné alors à quatre ans de déportation en Sibérie orientale, passai cinq mois à la prison de transit de Moscou, environ trois mois dans les prisons de transit d'Irkoutsk et d'Alexandrovsk, etc., en tout plus de deux ans et demi.

C"est en prison que je passai de façon définitive sur le terrain théorique du marxisme ; je dois pourtant préciser que dès avant mon arrestation en janvier 1898, j'avais pris le nom de "social-démocrate" et travaillé dans l'esprit de la lutte de classe prolétarienne.

Mes années d'exil

Je passai deux de mes années d'exil environ au village d'Oust-Koust, dans le gouvernement d'Irkoutsk, et, dès le début du mouvement révolutionnaire, en 1902, je m'enfuis, après m'être fabriqué un faux passeport au nom de Trotsky ; c'est de là que vient mon pseudonyme, qui devint ensuite mon véritable nom.

A Irkoutsk, j'entrai en relations avec l'Union social-démocrate de Sibérie, pour laquelle je rédigeai des tracts, puis je partis à Samara, où j'entrai en rapport avec le groupe central de l'*Iskra*, qui rassemblait alors les rangs disséminés et divisés de la social-démocratie. Sur mandat du groupe de Samara, j'effectuai plusieurs missions clandestines, à Kharkov, à Poltava, à Kiev, puis à l'étranger. Je franchis clandestinement la frontière en Autriche et à Vienne, je fis la connaissance de Victor Adler et de son fils Fritz, internationaliste héroïque de la dernière guerre. Par Zurich et Paris, je gagnai Londres, où se trouvait installée la rédaction de l'*Iskra* et dont faisaient alors partie Lénine, Martov, Potressov — histoire des jours enfuis... — et les vieux dirigeants social-démocrates Plekhanov, Axelrod et Zassoulitch, qui vivaient, pourtant, en Suisse.

A l'étranger

De la fin de 1902 à février 1903, je restai à l'étranger dans le groupe des militants de l'*Iskra* et collaborai au journal ; je fis le tour des villes d'Europe où se trouvaient des groupes de travailleurs et d'étudiants russes pour y faire des conférences et des réunions.

Au deuxième congrès du parti, qui se tint l'été 1903, je représentai l'Union sibérienne en même temps que le docteur Mandelberg. Après la scission qui survint au congrès entre la majorité et la minorité, j'adhérai à l'opposition, qui engendra par la suite le "menchevisme". J'éditai alors à Genève la brochure *Nos tâches politiques* ; mais dès que le menchevisme commença à se définir comme un courant tactique affirmant la nécessité de coordonner les actions du prolétariat avec la politique de la bourgeoisie à l'époque de notre révolution "bourgeoise", je rompis avec le menchevisme et me tins en dehors des deux fractions.

La révolution de 1905

Après le 9 janvier, lorsque le mouvement des masses commença à balayer la Russie, je rentrai clandestinement en

Russie par l'Autriche. Je m'installai à Kiev d'abord, puis à Saint-Pétersbourg ; j'y fis surtout un travail d'écrivain ; je rédigeai la moitié des proclamations et des tracts publiés par le comité central. J'avais alors sur les problèmes de la révolution russe une position que je considère aujourd'hui encore comme correcte.

Le rapport des forces de classes dans la société devait, à mes yeux, dans les conditions de l'époque révolutionnaire, porter le prolétariat au pouvoir ; ce régime de la classe ouvrière, s'appuyant sur la paysannerie travailleuse, ne pouvait nullement se maintenir dans les cadres de la révolution bourgeoise, mais devait inévitablement les détruire, et, en liaison avec le développement de la lutte en Occident, cette situation pouvait se transformer en une révolution socialiste achevée.

La révolution de septembre et octobre 1905 me trouva au soviet de Saint-Pétersbourg. J'étais membre de son comité exécutif. Après l'arrestation de Khroustalev, je fus élu président du soviet de Pétersbourg.

J'avais alors des liens très étroits avec Parvus ; Parvus était un puit de science, et il possédait des dons littéraires et politiques éminents. Dans son journal, *L'Internationale*, il défendait alors, y compris sur les problèmes de la lutte politique russe, un point de vue de classe purement révolutionnaire ; il dénonçait sans relâche l'opportunisme, et surtout l'opportunisme de l'aile droite de la social-démocratie allemande.

Nous éditâmes alors tous deux un journal populaire, le *Journal russe*, qui atteignit un tirage très important jusqu'au moment où les soviets et la révolution furent écrasés, en décembre 1905. Tous les deux aussi nous définissions l'orientation du grand quotidien *Natchalo*, auquel participaient aussi Martov et quelques-uns de ses amis.

Le 3 décembre 1905, la police arrêta les membres du soviet de Pétersbourg dans l'immeuble de la Société économique ; l'ère de la contre-révolution débridée, sanglante, s'ouvrit.

Je passai quelque temps à la prison de Kresty, puis dans la forteresse de Petropavlovsk, ensuite dans la maison d'incarcération préventive, et enfin, après notre procès et sa condamnation, dans une prison de transit.

Notre procès dura un mois et fut l'un des procès politiques des plus retentissants de l'époque tant par l'ampleur des accusations que par la quantité et la diversité des gens qui y figurèrent comme accusés ou comme témoins. Le tribunal condamna les principaux accusés à la privation de tous les droits civiques et à la déportation en colonie de résidence forcée. Pendant mon séjour en prison, je publiai une série de brochures, le recueil *Notre révolution*, et, en collaboration avec plusieurs camarades, l'*Histoire du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg*.

Exil et évasion

En février 1907, on nous déporta vers Obdorsk. Grâce à un stratagème compliqué sur lequel il est inutile de s'étendre, je réussis à m'arrêter en cours de route à Berezov, dans un hôpital, d'où je m'enfuis au bout de six jours.

Cette évasion sur un traîneau tiré par des rennes à travers l'espace désertique et enneigé qui sépare Berezov de l'Oural est resté l'un des meilleurs souvenirs de ma vie. Le guide était un Zyriane doué d'un flair secret, qui lui permettait de trouver sans cesse la bonne direction, de découvrir les campements de Samoyèdes, etc.

Je descendis de l'Oural sur un traîneau tiré à cheval avec des fonctionnaires des impôts à qui je me présentai comme un ingénieur de l'expédition polaire du baron Tel. Onze jours plus tard, j'arrivai à Pétersbourg, où mes amis ne m'attendaient vraiment pas.

Exil européen

Je passai ensuite trois mois environ en Finlande, où je publiai un petit livre sur ce voyage, et, de là, par la Suisse, je passai en Angleterre pour assister au congrès de Londres, qui se tint au cours

de l'été 1907. Pendant ce congrès, je restai à l'écart des bolcheviks comme des mencheviks, car j'étais en désaccord avec les uns et les autres sur quelques questions fondamentales de la révolution russe.

Je m'installai à Vienne, en Autriche. En relations régulières avec l'aile gauche de la social-démocratie allemande, je faisais de fréquents voyages à Berlin. Je collaborai régulièrement à l'organe central du parti allemand, aux éditions théoriques des Allemands, au *Neue Zeit* et au journal *Kampf,* qui commença à paraître peu après à Vienne. Je parcourus à plusieurs reprises l'Europe pour prononcer des conférences et cela me permit de maintenir des liens avec les camarades russes et les socialistes d'Europe occidentale.

A Vienne, en 1908, je publiai avec mon camarade Ioffé et mon ex-camarade Skobelev un journal populaire, la *Pravda*, que nous faisions passer clandestinement en Russie. En tant que correspondant de presse, je parcourus la Serbie et la Bulgarie pendant la guerre des Balkans et je me rendis en Roumanie pendant la conférence de paix de Bucarest. Cela me permit de connaître de près les Partis socialistes des pays balkaniques. En 1909, je publiai en allemand un livre intitulé *Sur la révolution russe*.

La guerre

La Première Guerre mondiale me surprit en Autriche, d'où je fus obligé de décamper le 3 août 1914 avec ma famille dans un délai de trois heures pour éviter d'être arrêté. J'abandonnai mes livres et mes manuscrits aux caprices du destin. Je vécus d'abord à Zürich, où je publiai un petit livre en allemand : *La Guerre et l'Internationale*, adressé clandestinement en Allemagne, où il provoqua une série d'arrestations et un procès au cours duquel l'auteur fut condamné par contumace à quelques mois de prison.

Je passai en France comme correspondant de *Kievskaia Mysl* et j'y restai près de deux ans. Pendant ce temps, je nouai des relations très étroites avec l'aile gauche du socialisme et du syndicalisme français. En août 1915, je me rendis à la fameuse conférence de Zimmerwald avec les représentants de la gauche française. Avec un groupe d'amis russes, j'éditai à Paris un petit quotidien en russe destiné essentiellement à l'émigration, *Nache slovo*. *Nache slovo* ne cessa de mener une lutte impitoyable contre le chauvinisme et contre l'aile opportuniste du mouvement ouvrier, et fut, pour cela, soumis aux sévères persécutions de la censure militaire française ; le journal fut par trois fois interdit et reparut chaque fois sous un autre nom...

A la fin de 1916, les persécutions acharnées des agents de la police française aboutirent : je fus expulsé de France et conduit à la frontière espagnole par deux policiers. Le comité parisien des zimmerwaldiens publia à ce propos ma lettre ouverte à l'ex-ministre Jules Guesde. Au bout de dix jours, je fus arrêté en Espagne sur dénonciation de la police française comme un agitateur dangereux et jeté en prison. Je fus emmené à Cadix par une escorte de policiers et j'y fus placé pendant deux mois sous la surveillance de la police, puis je fus condamné à être expulsé dans une république américaine : ni l'Angleterre, ni l'Italie, ni la Suisse, en effet, ne voulaient accorder l'hospitalité à un émigré politique russe internationaliste, chassé de France. A la fin de décembre 1916, j'embarquai avec ma famille à Barcelone et j'arrivai à New York au début de janvier.

A New York, je pris part à la vie du Parti socialiste, essentiellement à travers ses sections russe et allemande.

Je me battis contre l'intervention américaine dans la guerre et collaborai à la presse américaine.

La deuxième révolution russe

La nouvelle de la révolution en Russie interrompit cette activité. Je m'embarquai avec ma famille pour l'Europe par le premier navire en partance de la société norvégienne. Mais à Halifax,

port canadien, les autorités militaires britanniques qui soumettent tous les navires à une fouille systématique m'arrêtèrent avec cinq autres camarades et m'internèrent au camp de prisonniers de guerre de Halifax comme agitateur *"dangereux pour la cause des alliés"*. Après un séjour d'un mois dans ce camp, en compagnie de travailleurs et de marins allemands, je fus libéré sur réclamation du soviet des députés ouvriers et soldats de Pétersbourg, réclamation transmise par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Milioukov.

Dès mon retour en Russie, j'adhérai à l'organisation des sociaux-démocrates internationalistes unifiés (Mejraiontsy), dans le but d'aider à sa fusion la plus rapide avec le Parti bolchevique ; à cette époque, en effet, toutes nos divergences s'étaient définitivement effacées et le travail commun apparaissait comme une nécessité.

Après les journées de juillet, je fus arrêté par le gouvernement de Kerenski-Tseretelli-Skobelev pour *"trahison contre l'Etat"* et je passai environ deux mois à la prison de Kresty.

On connaît la suite...

Léon Trotsky,
notice autobiographique
(*Proletarskaia Revoloutsia*, n° 3, 1922, pp. 244-249)

Deuxième autobiographie (1917-1937)

Les inventions de Vychinski [1]

DANS son récapitulatif du 28 janvier, Vychinski a déclaré : *"Trotsky et les trotskystes ont toujours été les agents du capitalisme dans le mouvement de la classe ouvrière."* Vychinski a dénoncé *"le vrai visage du trostkysme — ce vieil ennemi des ouvriers et des paysans, ce vieil ennemi du socialisme, ce fidèle serviteur du capitalisme"*. Il a dépeint l'histoire du *"trotskysme, qui a passé les plus de trente ans de son existence à se préparer pour sa conversion finale en troupe de choc du fascisme, en l'un des services de la police fasciste"*.

Tandis que les propagandistes étrangers du Guépéou (dans le *Daily Worker*, *New Masses*, etc.) dépensaient leur énergie à essayer d'expliquer, à l'aide d'hypothèses finement tissées et d'analogies historiques, comment un marxiste révolutionnaire peut se changer en fasciste à la sixième décennie de son existence, Vychinski repose la question d'une manière entièrement différente : Trotsky a *toujours* été un agent du capitalisme et un ennemi des ouvriers et des paysans ; pendant trente et quelques années, il s'est préparé à devenir agent du fascisme. Vychinski est en train de dire ce que les propagandistes de *New Masses* diront, mais plus tard seulement. C'est pourquoi je préfère m'occuper de Vychinski. Aux assertions catégoriques du procureur de l'URSS, j'oppose les faits également catégoriques de ma vie.

Vychinski se trompe quand il parle de mes trente ans de préparation pour le fascisme. Les faits, l'arithmétique, la chronologie, tout comme la logique, ce ne sont pas, pour parler généralement, les points forts de son accusation. En fait, le mois dernier a marqué la fin de la

(1) Les intertitres sont de la rédaction.

quarantième année de ma participation interrompue dans le mouvement de la classe ouvrière sous la bannière du marxisme.

La réalité de ma vie

A dix-huit ans, j'ai organisé illégalement le Syndicat ouvrier du sud de la Russie, comptant plus de 200 ouvriers. Utilisant une machine à alcool, j'ai édité un journal révolutionnaire, *Nache Delo* ("Notre Cause"). Au moment de mon premier exil en Sibérie (1900-1902), j'ai participé à la création de l'Union sibérienne de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. Après mon évasion à l'étranger, j'ai adhéré à l'organisation social-démocrate Iskra, dirigée par Plekhanov, Lénine et d'autres. En 1905, j'ai rempli des tâches de direction dans le premier soviet des députés ouvriers de Pétersbourg.

J'ai passé quatre ans et demi en prison, j'ai été exilé deux fois en Sibérie, où j'ai passé environ deux ans et demi. Je me suis évadé deux fois de Sibérie. A deux reprises, j'ai passé environ douze ans en exil sous le tsarisme. En 1915, en Allemagne, j'ai été condamné à la prison par contumace pour activités anti-guerre. J'ai été expulsé de France pour le même "crime", j'ai été arrêté en Espagne et interné par le gouvernement britannique dans un camp de concentration canadien. C'est de cette manière que j'ai rempli ma fonction "d'agent du capitalisme".

Fables staliniennes

La fable des historiens staliniens selon laquelle, jusqu'en 1917, j'ai été menchevik, est l'une de leurs falsifications coutumières. Depuis le jour où le bolchevisme et le menchevisme se sont formés politiquement et au plan organisationnel (1904), je suis resté formellement en dehors des deux fractions, mais comme on l'a vu au cours des trois révolutions russes, ma ligne politique, en dépit des conflits et des polémiques, a coïncidé dans toutes ses lignes fondamentales avec celle de Lénine.

Le désaccord le plus important entre Lénine et moi au cours de ces années, c'était que j'espérais qu'au travers de l'unification avec les mencheviks, la majorité d'entre eux pourraient être poussés sur le chemin de la révolution.

Sur cette question brûlante, Lénine avait entièrement raison. Néanmoins, il faut dire qu'en 1917 les tendances vers "l'unification" étaient très fortes parmi les bolcheviks. Le 1er novembre 1917, à une réunion du comité de parti de Petrograd, Lénine a déclaré à ce sujet : *"Trotsky a dit il y a bien longtemps que l'unification est impossible. Trotsky a compris cela, et depuis ce moment-là il n'y a pas eu de meilleur bolchevik."*

Ma conception de la révolution russe

A partir de fin 1904, j'ai défendu la point de vue que la révolution russe ne pouvait que se terminer en dictature du prolétariat, ce qui, à son tour, devait conduire à la transformation socialiste de la société, étant donné le développement victorieux de la révolution mondiale. Une minorité de mes adversaires actuels ont considéré cette perspective comme bizarre jusqu'en avril 1917 et l'ont qualifiée de "trotskysme" de façon inamicale, en lui opposant le programme de la république démocratique bourgeoise. Comme pour l'immense majorité de la bureaucratie actuelle, ils n'ont adhéré au pouvoir soviétique qu'après le terme victorieux de la guerre civile.

L'internationalisme en actes

Au cours de mes années d'exil, j'ai participé au mouvement ouvrier en Autriche, en Suisse, en France et aux Etats-Unis.

Je pense à mes années d'exil avec gratitude — elles m'ont donné la possibilité d'aller plus près de la vie de la classe ouvrière mondiale et de faire que l'internationalisme, à partir d'un concept

abstrait, devienne la force conductrice du reste de ma vie.

Pendant la guerre, d'abord en Suisse, puis en France, j'ai poursuivi le travail de propagande contre le chauvinisme qui consumait la Deuxième Internationale. Pendant plus de deux ans, j'ai publié à Paris, sous la censure militaire, un journal quotidien en russe, dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire. Dans mon travail, j'ai été en relation étroite avec les éléments internationalistes en France et j'ai participé, ensemble avec leurs représentants, à la conférence internationale des opposants au chauvinisme à Zimmerwald (1915). J'ai poursuivi le même travail pendant mon séjour de deux mois aux Etats-Unis.

Après mon arrivée à Petrograd (le 5 mai 1917), venant du camp de concentration canadien où j'ai appris aux marins allemands prisonniers les idées de Liebknecht et de Luxemburg, j'ai participé directement à la préparation et à l'organisation de la révolution d'Octobre, en particulier pendant les quatre mois décisifs quand Lénine a été contraint de se cacher en Finlande.

Les variations de Staline

En 1918, dans un article dans lequel sa tâche a été de *limiter* mon rôle dans la révolution d'Octobre, Staline a été néanmoins obligé d'écrire : *"Tout le travail de l'organisation pratique de l'insurrection a été mené à bien sous la direction immédiate du président du soviet de Petrograd. On peut dire avec certitude que le passage rapide de la garnison aux côtés du soviet et l'exécution audacieuse du travail du comité militaire révolutionnaire, le parti le doit en particulier et par-dessus tout au camarade Trotsky"* (la *Pravda*, n° 241, 6 novembre 1918).

Cela n'a pas empêché Staline d'écrire six ans plus tard : *"Le camarade Trotsky, un homme relativement nouveau dans notre parti dans la période d'Octobre, n'a ni joué ni pu jouer de rôle* particulier, *tant dans le parti que dans la révolution d'Octobre"* (Joseph Staline, *Trotskysme ou léninisme*, pp. 68-69).

En ce moment, l'école de Staline, à l'aide de sa propre méthode scientifique, dans laquelle sont éduqués le tribunal aussi bien que l'accusation, considère qu'il est indiscutable que je ne dirigeais pas la révolution d'Octobre, mais que j'y étais opposé. Cependant, ces falsifications historiques ne concernent pas *ma* biographie, mais la biographie de Staline.

Responsabilités pendant neuf ans

Après la révolution d'Octobre, je suis resté au gouvernement pendant près de neuf ans. J'ai directement participé à la construction de l'Etat soviétique, de la diplomatie révolutionnaire, de l'Armée rouge, de l'organisation économique et de l'Internationale communiste. Pendant trois ans, j'ai dirigé directement la guerre civile. Dans cette tâche sévère, j'ai dû recourir à des mesures draconiennes. Pour celles-ci, je porte l'entière responsabilité devant la classe ouvrière mondiale et devant l'histoire. La justification des mesures rigoureuses réside dans leur nécessité historique et leur caractère progressiste, dans le fait qu'elles correspondaient à l'intérêt fondamental de la classe ouvrière. A toutes les mesures de répression dictées par les conditions de la guerre civile, j'ai indiqué leur but véritable, et j'en ai rendu compte publiquement devant les masses ouvrières. Je n'avais rien à cacher au peuple, comme aujourd'hui je n'ai rien à cacher à la commission.

Une marque de confiance de Lénine

Quand, dans certains cercles du parti, non sans participation de Staline en coulisses, une opposition s'est déclarée quant à mes méthodes de direction de la guerre civile, Lénine, en juillet 1919, de sa propre initiative et d'une manière to-

talement inattendue pour moi, a tendu une feuille de papier vierge, au bas de laquelle il avait écrit : *"Camarades, connaissant le caractère sévère des ordres du camarade Trotsky, je suis tellement convaincu, absolument tellement convaincu, de la justesse, de l'opportunité et de la nécessité, pour le bien de notre cause, des ordres qu'il a donnés, et je leur donne mon soutien total."*

Il n'y a pas de date sur le papier. En cas de besoin, la date a été insérée par moi-même.

Il est bien connu que Lénine faisait très attention à tout ce qui concernait ses relations avec les travailleurs. Néanmoins, il jugeait possible de contresigner au préalable un ordre émanant de moi-même, même si de cet ordre dépendait souvent le sort d'un grand nombre d'hommes.

Lénine ne craignait pas que j'abuse de mon pouvoir. Je peux ajouter que pas une seule fois je n'ai fait usage de cette "*carte blanche*" que Lénine m'a donnée. Mais ce document est un témoignage de l'extraordinaire confiance d'un homme dont je considère qu'il est le modèle le plus élevé de la morale révolutionnaire.

Mon activité dans l'Internationale communiste

J'ai participé directement au projet des documents programmatiques et des thèses tactiques de la Troisième Internationale. Les principaux rapports des congrès sur la situation internationale ont été partagés par Lénine et par moi. Les manifestes programmatiques des cinq premiers congrès ont été rédigés par moi. Je laisse aux procureurs de Staline le soin d'expliquer quelle place cette activité a occupée sur mon parcours vers le fascisme.

En ce qui me concerne, je reste fermement attaché encore aujourd'hui aux principes que, main dans la main avec Lénine, je mets en avant comme la base de l'Internationale communiste.

Ma rupture avec la bureaucratie dirigeante

J'ai rompu avec la bureaucratie dirigeante quand, du fait des causes historiques que l'on ne peut pas développer ici de manière adéquate, cette bureaucratie s'est transformée en une caste conservatrice privilégiée. Les motifs de la rupture sont établis et consignés à chaque étape dans des documents officiels, des livres et des articles, accessibles à la vérification générale.

J'ai défendu la démocratie soviétique contre l'absolutisme bureaucratique ; l'amélioration des conditions de vie des masses contre les privilèges excessifs du sommet ; l'industrialisation systématique et la collectivisation dans l'intérêt des exploités ; enfin, la politique internationale dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire contre le conservatisme nationaliste. Dans mon dernier livre, *La Révolution trahie*, j'ai tenté d'expliquer théoriquement pourquoi l'Etat soviétique isolé, sur la base d'une économie arriérée, avait fait surgir la pyramide monstrueuse de la bureaucratie, qui a été presque automatiquement couronnée par un dirigeant "infaillible" et incontrôlé.

La mainmise de l'appareil policier

En étouffant le parti au moyen d'un appareil policier et en écrasant l'opposition, la clique dirigeante m'a banni, au début de 1928, en Asie centrale. Devant mon refus de cesser mon activité politique en exil, cette clique m'a déporté en Turquie au début de 1929. C'est là que j'ai commencé à publier le *Bulletin de l'Opposition*, sur la base du même programme que j'ai défendu en Russie, et que je suis entré en relations avec ceux qui partageaient mon idéologie, qui étaient bien peu nombreux à cette époque, dans tous les coins du monde.

Le 20 février 1932, moi-même et les membres de ma famille qui se trouvaient

à l'étranger, nous avons été déchus de la citoyenneté soviétique par la bureaucratie soviétique. Ma fille, Zinaïda, qui se trouvait temporairement à l'étranger pour suivre un traitement médical, a été de ce fait privée de la possibilité de retourner en URSS pour rejoindre son mari et ses enfants. Elle s'est suicidée le 5 janvier 1933.

Je suis en train de présenter une liste de mes livres les plus importants et de mes pamphlets, qui ont été tout ou partie rédigés au cours de la dernière période d'exil et de déportation. Selon les calculs de mes jeunes collaborateurs, qui, dans toute mon activité, m'ont consacré et me consacrent une aide dévouée et irremplaçable, j'ai écrit 5 000 pages imprimées depuis que je suis à l'étranger, sans compter mes articles et mes lettres, qui ensemble comptent encore plusieurs milliers de pages. Dois-je ajouter que je n'écris pas avec facilité ? Je fais de nombreuses vérifications et de nombreuses corrections. Mon travail littéraire et ma correspondance, de ce fait, ont constitué la contenu principal de ma vie au cours des neufs dernières années. La ligne politique de mes livres, mes articles et mes lettres, parle d'elle-même. Les citations données par Vychinski de mes ouvrages représentent, comme j'en apporterai la preuve, de grossières falsifications — c'est-à-dire un élément nécessaire de tout le procès truqué.

De 1923 à 1933 : pour la réforme

Au cours des années 1923 à 1933, en ce qui concerne l'Etat soviétique, son parti dirigeant et l'Internationale communiste, j'ai soutenu le point de vue exprimé dans ces termes bien choisis : la réforme, mais pas la révolution. Cette position se nourrissait de l'espoir qu'avec des développements favorables en Europe, l'Opposition de gauche pourrait régénérer le Parti bolchevique par des moyens pacifiques, réformer démocratiquement l'Etat soviétique et remettre l'Internationale communiste sur le chemin du marxisme. Ce n'est que la victoire de Hitler, préparée par la politique fatale du Kremlin, et la totale incapacité du Comintern de tirer les leçons de l'expérience tragique de l'Allemagne qui m'ont convaincu, ceux qui partagent mon idéologie et moi-même, que le vieux Parti bolchevique et la Troisième Internationale étaient définitivement morts pour ce qui concerne la cause du socialisme.

Ainsi a disparu le seul levier légal avec lequel on pouvait espérer effectuer une réforme pacifique et démocratique de l'Etat soviétique. Depuis la seconde partie de 1933, j'ai acquis de plus en plus la conviction que, pour l'émancipation des masses laborieuses de l'URSS et de la base sociale établie par la révolution d'Octobre par rapport à la nouvelle caste parasitaire, une révolution politique est historiquement inévitable. Naturellement, un problème d'une telle portée gigantesque a provoqué une lutte idéologique passionnée à l'échelle internationale.

La dégénérescence politique du Comintern

La dégénérescence politique du Comintern, complètement menotté par la bureaucratie soviétique, a amené la nécessité de lancer le mot d'ordre de la Quatrième Internationale et de jeter les bases de son programme. Les livres, les articles et les bulletins de discussion relatifs à cela sont à la disposition de la commission et représentent la meilleure preuve que c'est une question non pas de "camouflage", mais d'une lutte idéologique intense, passionnée, sur la base des traditions des premiers congrès de l'Internationale communiste.

J'ai été en rapport continu avec des dizaines de vieux amis et des centaines de jeunes dans tous les coins du monde, et je peux dire avec assurance et avec fierté que c'est précisément de cette jeunesse que viendront les combattants prolétariens les plus résolus et les plus fiables de la nouvelle époque qui s'ouvre.

Renoncer à l'espoir de la réforme *pacifique* de l'Etat soviétique ne signifie pas toutefois renoncer à la *défense* de l'Etat soviétique

Renoncer à l'espoir de la réforme *pacifique* de l'Etat soviétique ne signifie pas toutefois renoncer à la *défense* de l'Etat soviétique. Comme le démontre le recueil des extraits de mes articles des dix dernières années (*"Pour la défense de l'Union soviétique"*), récemment paru à New York, j'ai combattu invariablement et de façon implacable contre toute oscillation sur la question de la défense de l'URSS. Plus d'une fois j'ai rompu avec des amis sur cette question. Dans mon livre *La Révolution trahie,* j'ai apporté la preuve théorique de l'idée que la guerre menace non seulement la bureaucratie soviétique, mais aussi la nouvelle base sociale de l'URSS, qui représente un formidable pas en avant dans le développement de l'humanité. De cela découle la nécessité absolue de tout révolutionnaire de défendre l'URSS contre l'impérialisme, *malgré* la bureaucratie soviétique.

Mon combat contre le fascisme

Mes écrits au cours de la même période donnent une image sans équivoque de mon attitude à l'encontre du fascisme. Depuis la première période de mon exil à l'étranger, j'ai sonné l'alarme sur la question de la vague montante du fascisme en Allemagne. Le Comintern m'a accusé de *"surestimer"* le fascisme et de *"m'affoler"* devant lui. J'ai exigé le front unique de toutes les organisations de la classe ouvrière. Ce à quoi le Comintern a opposé la théorie stupide du *"social-fascisme"*. J'ai demandé l'organisation systématique de milices ouvrières. Le Comintern a contre-attaqué en se glorifiant de victoires futures. J'ai souligné que l'URSS se trouverait gravement menacée en cas de victoire de Hitler. L'écrivain bien connu, Ossietzky, a publié mes articles dans son magazine, et les a commentés avec beaucoup de sympathie. Tout cela en pure perte. La bureaucratie soviétique a usurpé l'autorité de la révolution d'Octobre seulement pour la transformer en un obstacle à la victoire de la révolution dans les autres pays. Sans la politique de Staline, nous n'aurions pas eu la victoire de Hitler. Les procès de Moscou, à un degré considérable, sont nés de la nécessité pour le Kremlin d'obliger le monde à oublier sa politique criminelle en Allemagne. *"S'il est démontré que Trotsky est un agent du fascisme, qui prendra en considération le programme et la tactique de la Quatrième Internationale ?"* Tel était le calcul de Staline.

Le rituel des calomnies

Il est tout à fait reconnu que, durant la guerre, chaque militant anti-impérialiste était déclaré être un agent du gouvernement ennemi. Il en était ainsi de Rosa Luxemburg, de Karl Liebknecht, Otto Ruehle et d'autres en Allemagne, de mes amis français (Monatte, Rosmer, Loriot, etc.), d'Eugène Debs et d'autres aux Etats-Unis, et enfin de Lénine et de moi-même en Russie. Le gouvernement britannique m'a emprisonné dans un camp de concentration en mars 1917 sous l'inculpation, inspirée par l'Okhrana tsariste, qu'en accord avec le haut commandement allemand, j'avais l'intention de renverser le gouvernement provisoire Milioukov-Kerenski. Aujourd'hui, cette accusation ressemble à un plagiat de Staline et de Vychinski. En fait, c'est Staline et Vychinski qui plagient le système de contre-espionnage tsariste et l'Intelligence Service britannique.

Le 16 avril 1917, quand j'étais dans le camp de concentration avec des marins allemands, Lénine écrivait dans la *Pravda* : *"Qui peut croire même un seul instant la valeur de l'affirmation (...) selon laquelle Trotsky, l'ancien président du soviet des députés ouvriers de Péters-*

bourg en 1905 — un révolutionnaire qui s'est dévoué depuis des décennies au service désintéressé de la révolution —, que cet homme ait quelque chose à voir avec un complot subventionné par le gouvernement allemand ? Il est clair qu'il s'agit d'une calomnie monstrueuse et sans scrupule contre un révolutionnaire" (la *Pravda*, n° 34).

"Comme ces mots résonnent en toute fraîcheur maintenant", écrivais-je le 21 octobre 1927 — je répète, en 1927 ! — *"en cette époque de calomnies méprisables contre l'Opposition, qui ne diffèrent vraiment pas des calomnies contre les bolcheviks en 1917"*.

Ainsi, il y a dix ans — c'est-à-dire longtemps avant la création des centres "unifiés" et "parallèles" et avant la "fuite" de Piatakov à Oslo —, Staline avait déjà lancé contre l'Opposition toutes les insinuations et les calomnies que plus tard Vychinski a converties en acte d'accusation. Cependant, si Lénine, en 1917, a pensé que mon passé révolutionnaire de vingt ans était en soi une réfutation suffisante de ces sales insinuations, j'ai l'audace de penser que les vingt ans qui se sont écoulés — suffisamment importants en soi — me donnent le droit de citer mon autobiographie comme l'un des arguments les plus importants contre l'acte d'accusation de Moscou.

Traduit par Sam Ayache

Lettre à Olminski (1921)

LE vieux-bolchevik Olminski trouve à la fin de novembre 1921 dans les archives de l'Institut d'histoire du parti deux lettres envoyées par Trotsky au menchevik Tchkéidzé, président de la fraction menchevique de la Douma, interceptées, recopiées et archivées par la police tsariste, dont une lettre très violente d'avril 1913.

Au plus fort de la lutte fractionnelle dans le Parti social-démocrate russe, Trotsky, partisan de l'unité de toutes les fractions au nom du principe *"Un seul prolétariat, un seul parti"*, y affirmait : *"La misérable division que Lénine, maître en cet art, exploiteur professionnel de la routine du mouvement ouvrier russe, entretient systématiquement, apparaît comme un cauchemar absurde"*, dont il annonce d'ailleurs la fin prochaine. Il accuse Lénine de lui avoir volé la *Pravda* (qu'il avait fondée à Vienne en 1908, et que Lénine utilise comme titre pour le quotidien qu'il fonde alors de l'étranger à Pétersbourg, au moment même, d'ailleurs, où la *Pravda* de Vienne cesse de paraître), et y affirmait : *"Le léninisme est fondé sur le mensonge et la falsification, et porte en lui les germes de sa propre décomposition."*

Trotsky, à qui Olminski signale cette trouvaille, lui demande de ne pas la rendre publique. Ses désaccords d'antan avec Lénine sur l'unité appartiennent, souligne-t-il, à un passé révolu, dont ce document donne une illustration brutale. Il sous-entend en même temps clairement qu'en 1917, le Parti bolchevique s'est rangé à son analyse. Olminski communique la lettre à Zinoviev et Kamenev, qui attendent le moment propice pour l'utiliser contre Trotsky. En 1921, au lendemain de la guerre civile et alors que Lénine est en vie et encore en pleine activité, c'est évidemment impossible. Lénine le leur interdirait. Ils l'utiliseront — avec Staline — en novembre-décembre 1924, lorsque Trotsky publiera les *Leçons d'Octobre*, pour présenter cette lettre comme l'expression de ce que Trotsky pense réellement de Lénine… et du "léninisme", qui, après 1917, représente la révolution d'Octobre.

CHER Mikhail Stepanovitch. Excusez-moi d'avoir tardé à vous répondre. J'ai eu une semaine très occupée.

Vous me parlez d'imprimer ma lettre à Tchkéidzé. Je ne pense pas que cela soit opportun. Le temps de l'histoire n'est pas encore venu. Ces lettres ont été écrites sous l'impression du moment et de ses exigences, et le ton des lettres s'en ressent. Le lecteur actuel ne comprendra pas ce ton, n'apportera pas les correctifs historiques et restera désorienté. Nous devons recevoir de l'étranger les archives du parti et les éditions marxistes publiées à l'étranger. On y trouvera une grande quantité de lettres de tous ceux qui ont participé à la "mêlée". Est-ce que vous envisagez de les publier maintenant ? Cela créerait des complications politiques tout à fait superflues, car il n'y a sans doute pas dans le parti deux anciens émigrés qui ne se soient pas insultés l'un l'autre dans leur correspondance, sous l'influence de la lutte idéologique, de l'irritation du moment, etc.

Ajouter des commentaires à mes lettres ? Cela signifierait raconter en quoi j'étais alors en désaccord avec les bolcheviks. J'en ai parlé brièvement dans ma préface à ma brochure *Bilan et Perspectives* (1). Je ne vois pas la nécessité de le répéter parce que l'on a par hasard découvert des lettres dans les dossier du département de la police. D'ailleurs, une rétrospective de la lutte fractionnelle aujourd'hui encore pourrait susciter une polémique, car — je l'avoue sincèrement — je suis loin de croire que j'avais tort sur tous les points dans mes discussions avec bolcheviks. J'avais fondamentalement tort dans l'appréciation que je portais sur la fraction menchevique, dans la mesure où je surestimais ses possibilités révolutionnaires et où j'espérais qu'il serait possible d'y isoler et d'y réduire à rien son aile droite. Cette erreur fondamentale découlait du fait que j'abordais les deux fractions — les bolcheviks comme les mencheviks — du point de vue des idées de la révolution permanente et de la dictature du prolétariat, alors que les bolcheviks et les mencheviks défendaient alors l'idée de la révolution bourgeoisie et de la république démocratique. Je considérais que les divergences entre les deux fractions n'étaient pas si profondes que cela. Et j'espérais (j'ai exprimé cet espoir plusieurs fois dans des lettres et des rapports) que la marche même de la révolution mènerait les deux fractions sur la position de la révolution permanente et de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, ce qui s'est passé en partie en 1905 (voir la préface du camarade Lénine à l'article de Kautsky sur les forces motrices de la révolution russe) et toute la ligne du journal *Natchalo* (2).

Je suis convaincu que l'appréciation donnée par moi des forces motrices de la révolution a été absolument juste, mais les conclusions que j'en tirais sur les deux fractions étaient incontestablement fausses. Seuls les bolcheviks ont concentré dans leurs mains, grâce à leur ligne politique intransigeante, les éléments réellement révolutionnaires tant de la vieille intelligentsia que de l'avant-garde de la classe ouvrière. C'est seulement parce que le bolchevisme a réussi à créer cette organisation d'une grande cohésion sur des bases révolutionnaires qu'elle a pu effectuer un tournant aussi rapide des positions démocratiques-révolutionnaires à une position socialiste-révolutionnaire.

Je pourrais donc encore maintenant sans difficulté diviser mes articles polémiques contre les mencheviks et les bolcheviks en deux catégories : les uns consacrés à l'analyse des forces intérieures de la révolution, à ses perspectives (l'organe théorique révolutionnaire de Rosa Luxemburg, *Neue Zeit*) et les autres où je jugeais les fractions de la social-démocratie russe, leur lutte, etc. Je

(1) Trotsky avait réédité en 1919 ce texte rédigé en 1906, où il définit les fondements de la théorie de la révolution permanente.

(2) Quotidien menchevique de Pétersbourg en 1905, dont Trotsky assura la direction et dont il définit l'orientation.

pourrais republier aujourd'hui sans aucune correction les articles de la première catégorie, car ils correspondent tout à fait et entièrement aux points de vue de notre parti depuis 1917. En revanche, les articles de la seconde catégorie sont manifestement faux et ne méritent pas d'être réédités. Les deux lettres citées appartiennent à la deuxième catégorie : leur publication est inopportune. Laissons quelqu'un le faire dans une dizaine d'années, si on y accorde alors de l'intérêt.

Salutations communistes.

La lutte contre la famine et pour la confiscation des objets précieux de l'Eglise (janvier-avril 1922)

PENDANT l'hiver 1921-1922, la famine ravage tout le sud de la Russie, frappée par une sécheresse effroyable au cours du printemps et de l'été 1921. Elle frappe plus de 25 millions d'hommes, de femmes et d'enfants, et en tue près de quatre millions.

Pour la combattre, le gouvernement décide de confisquer les bijoux de l'Eglise pour les vendre à l'étranger et acheter du blé. Le 2 janvier, un décret ordonne le retrait dans les églises des objets précieux jugés destinés aux musées. Le 12 janvier, Trotsky s'inquiète de ce que *"l'affaire n'avance pas du tout"*. Il est alors chargé de l'enregistrement et de la collecte des objets précieux. Il crée une commission chargée de prendre les choses en main sous son égide. L'opération vise l'Eglise orthodoxe, qui s'est dressée dès le début contre le nouveau pouvoir, contre la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le droit au divorce, la nationalisation de ses terres et la suppression de l'enseignement religieux obligatoire à l'école. Pendant la guerre civile, sur les territoires occupés par les blancs, elle a béni et soutenu ces derniers, et la restitution des terres aux propriétaires chassés.

Un décret du 26 février 1922 ordonne le retrait des églises de tous les objets en or, argent et pierres précieuses non indispensables au culte, afin d'en fondre l'or et l'argent et de les affecter au Comité d'aide aux affamés (le Pomgol). Le décret ne change guère les choses. Le 11 mars, Trotsky, constatant que la multitude de commissions chargées de l'opération la paralysent, demande au bureau politique que tout soit concentré sous l'autorité d'une commission unique.

Le clergé mobilise les fidèles contre la confiscation des objets précieux. Le 11 mars, un premier heurt se produit à Rostov. Le 17 mars, Trotsky demande que le parti considère cette question comme centrale et veut *"donner à l'agitation un caractère étranger à toute lutte contre la religion et contre l'Eglise, et entièrement dirigé vers l'aide aux affamés"*, en privilégiant non la répression, mais la propagande. Il propose ainsi d'organiser des contre-manifestations avec des pancartes portant l'inscription : *"Les objets précieux de l'Eglise pour sauver la vie des affamés"* (1).

(1) *Politburo i Tserkov*, Moscou, 1997, tome 1, pp. 133-134.

Lénine ne trouve pas ces propositions assez fermes. Le 15 mars, à Chouia, des fidèles, ameutés par les prêtres, attaquent la milice, puis l'Armée rouge à coups de pierres. La bagarre fait 4 morts et 15 blessés, dont quatre soldats. Le 17, des heurts violents se produisent à Smolensk. Lénine craint que le bureau politique ne vacille. Le 19 mars, à la veille de sa réunion, à laquelle il ne peut assister, il dicte une lettre ultra-confidentielle à ce dernier pour le convaincre de la nécessité de l'opération. La famine et les besoins de l'économie exigent, dit-il, d'*"organiser la confiscation des richesses ecclésiastiques avec l'énergie la plus farouche et la plus impitoyable, sans nous arrêter devant l'écrasement de toute forme de résistance"* (2). Il propose de placer officiellement Kalinine, Russe pur sang, à la tête de la campagne, mais d'en confier la direction effective à Trotsky. Il réclame enfin une réunion secrète de délégués avec Trotsky et Kalinine au prochain congrès pour mettre en œuvre ces propositions. Trotsky partage son point de vue. Le bureau politique adopte ses propositions et nomme Kalinine à la tête de la commission officielle.

La confiscation des trésors ecclésiastiques provoque une vive tension dans les campagnes et même dans certains milieux ouvriers. Dans une lettre confidentielle au bureau politique du 9 avril, Trotsky constate : *"La tentative de confisquer les objets de valeur sans une longue préparation politique et organisationnelle soigneuse a subi une déroute, même à Petrograd."* Il ajoute : *"Il y a une église en face de ma fenêtre. Sur dix individus qui passent devant elle (en comptant tout le monde, y compris les enfants), au moins sept, sinon huit, se signent en passant à côté. Et parmi eux, il y a beaucoup de soldats rouges, beaucoup de jeunes."*

Que faire ? Trotsky réclame *"un tournant décidé et ferme dans la définition de notre agitation et de notre propagande"*. Il faut mener la campagne *"la plus primitive, la plus simple, la plus élémentaire"* contre les préjugés et l'obscurantisme, *"avec des tracts simples distribués à 100 000 ou 200 000 exemplaires"* (3). En réalité, la campagne va s'éteindre peu à peu...

Le 26 mai, le bureau politique enregistre la déclaration de Trotsky : la commission sur la collecte et l'enregistrement des objets précieux qu'il dirigeait a achevé ses travaux. Elle est dissoute et remplacée par une commission chargée de la réalisation de ces valeurs, composée de Trotsky, Sokolnikov, commissaire aux Finances, et Krassine, commissaire au Commerce extérieur. Ce même jour, une attaque frappe Lénine. Les séquelles (une aphasie passagère, paralysie partielle de la jambe et de la main droites) l'éloignent de la vie politique quatre mois durant. Staline freine, puis enterre la campagne de confiscation des trésors ecclésiastiques.

(2) *Ibidem*, pp. 141-142.

(3) *Rousskaia pravoslavnaia tserkov i kommounistitchekoie gosoudarstvo, 1917-1941*, Moscou, 1996, pp. 105-106.

Note de Trotsky au bureau politique (12 mars 1922)

Je considère qu'on peut et qu'on doit admettre des représentants de la partie "soviétique" du clergé dans les organes du Comité d'aide aux affamés (1). Toute notre stratégie dans la période actuelle doit être orientée vers la scission dans le clergé sur cette question concrète : la saisie des objets précieux de l'Eglise. Comme c'est une question brûlante, la scission sur cette base peut prendre un

(1) Plus loin parfois désigné, dans la traduction, sous la forme abrégée de comité.

caractère violent, et pour la partie du clergé qui se prononcera pour la saisie ou y participera, il n'y aura pas de voie de retour vers la clique du patriarche Tikhon.

C'est pourquoi je pense qu'on peut faire bloc avec cette partie du clergé, y compris l'associer au comité, d'autant plus qu'il faut lever toute suspicion, écarter le moindre doute sur le fait que les biens pourraient être dépensés à d'autres fins que l'aide aux affamés.

Note de Trotsky à Lénine, président du Conseil des commissaires du peuple

(13 mars 1922)

On n'a pratiquement rien saisi dans les églises. La commission... ne s'est pas réunie pendant que j'étais absent de Moscou.

Actuellement, elle se réorganise, en même temps que la préparation politique du "coup décisif", nous prenons les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour éviter les complications politiques.

Pour le moment crucial, nous attirons à notre cause un nombre non négligeable de popes, y compris des évêques, et même, semble-t-il, le métropolite, qui sont favorables à la saisie et la soutiendront contre le patriarche au moment critique. Profitant de notre maladresse, le patriarche a publié un appel contre-révolutionnaire faisant état des décisions du synode, etc.

La saisie aura lieu à peu près en même temps que le congrès du parti.

Si ça se passe bien à Moscou, ça ira tout seul en province.

Propositions de Trotsky (17 mars 1922) à tous les membres du bureau politique

Absolument secret.

Sur la question de la saisie des biens. On peut dire que tout a été fait, notamment de la part du présidium du VtsIK (2), pour faire échouer la campagne. Le camarade Lebedev n'a pas réuni une seule fois la commission en mon absence. Le décret de confiscation a été publié sans tenir aucun compte de l'état de préparation et n'a été qu'un coup de feu tiré à blanc, qui a donné aux popes le signal de la riposte. L'absence de tout travail de la commission centrale a mené à une désorganisation totale en province. On peut rétablir la situation si le parti est au centre. Je propose les mesures concrètes suivantes :

1) Constituer centralement et en région des commissions secrètes, sur le modèle de celle de Moscou, où doit nécessairement participer au moins un secrétaire régional ou un responsable de la propagande (...).

4) En même temps que ces commissions secrètes de préparation, il faut des commissions officielles ou des points d'accueil des comités d'aide aux affamés pour recevoir officiellement les objets saisis, discuter avec les groupes de croyants, etc. Il faut absolument veiller à ce que la composition nationale de ces commissions officielles ne donne aucune prise à une agitation chauvine (3).

5) Dans chaque région, décider d'une semaine non officielle d'agitation et de préparation. Il faut choisir les meilleurs

(2) Comité exécutif central de l'Union.

(3) Formule dont le sens — limpide pour tout lecteur russe, même aujourd'hui — est qu'il faut éviter qu'il y ait des Juifs dans les commissions, pour ne pas donner prétexte à des manifestations antisémites (pour leurs auteurs, manifestations "patriotiques").

agitateurs, en particulier militaires. Que cette agitation n'ait aucun caractère de lutte contre la religion et l'Eglise, mais soit entièrement centrée sur l'aide aux affamés.

6) En même temps, porter la scission dans le clergé, en prenant l'initiative et en prêtant toute l'aide gouvernementale aux prêtres qui sont pour la saisie.

7) Bien sûr, notre agitation ne doit en aucun cas se confondre avec celle du clergé loyal, mais nous devons nous appuyer sur le fait qu'une partie importante du clergé a engagé la lutte contre l'avarice criminelle des "princes de l'Eglise", cupides et sans cœur.

8) Pendant toute la durée de la campagne, surtout la semaine de mise à exécution, il faut s'assurer d'avoir une information complète sur ce qui se passe au sein du clergé, parmi les croyants, etc.

9) Si, parmi les organisateurs, on découvre des éléments bourgeois commerçants, anciens hauts fonctionnaires, etc., arrêter leurs meneurs. Si nécessaire, surtout si l'agitation cent-noire (4) va trop loin, organiser des manifestations avec participation de la garnison en armes avec des banderoles : *"Les biens de l'Eglise pour sauver les affamés"*, etc. (...).

11) Le travail d'organisation doit être mené parallèlement au travail d'agitation (tout préparer) pour que la durée de l'opération soit aussi courte que possible. Il serait mieux de commencer par une église tenue par un pope loyal. A défaut, commencer par l'église la plus importante, en ayant soigneusement préparé tous les détails...

12) Partout où cela est possible, faire intervenir dans les églises, les réunions, les casernes, des représentants des affamés, qui réclament qu'on saisisse au plus vite les biens ecclésiastiques.

13) Pour recenser les objets saisis, admettre la présence dans les comités d'aide aux affamés de représentants du clergé loyal, faire largement savoir que la population aura toutes les possibilités de veiller à ce que pas un centime n'ait une autre affectation que l'aide aux affamés.

Note de Trotsky à Krassine (23 mars 1922)

(...) 1) Il est plus important pour nous de recevoir 50 millions en 1922-1923 pour une quantité donnée d'objets précieux que d'espérer en recevoir 75 en 1923-1924.

2) La montée révolutionnaire en Europe, ne fut-ce que dans un seul grand pays, bloquerait immédiatement le marché : les bourgeois vendraient, les ouvriers commenceraient à confisquer, etc.

Conséquence : il faut se hâter au maximum.

Proposition de Léon Trotsky (23 mars 1922)

A tous les membres du bureau politique, pour information.

Aux camarades Lénine, Staline, Kamenev, Zinoviev, Molotov.

1) Consacrer immédiatement un million de roubles *(roubles or — NDT)* à valoir sur la vente des objets saisis pour recevoir du blé pour les affamés.

2) Que le camarade Kalinine fasse venir un des évêques loyaux, par exemple Antonine, pour lui demander de participer, en tant que spécialiste, au re-

(4) Cent-Noir : les "Centuries noires", une des ligues "patriotiques" *(voir note précédente)* organisées et armées par l'Okhrana — police politique — tsariste.

censement des objets précieux. Le faire largement savoir.

3) Que le camarade Kalinine donne une interview dont le contenu serait :

a) la saisie des biens d'Eglise n'est en aucun cas une lutte contre la religion et l'Eglise. Le comité central du Comité d'aide aux affamés est tout à fait prêt à aider les croyants à acquérir tel ou tel objet de culte pour remplacer les objets saisis.

b) Tout à fait indépendamment de la question de la religion, il est clair que le clergé est divisé en deux groupes sur la question de la confiscation. L'un considère qu'il est indispensable d'apporter une aide au peuple affamé grâce à des biens que ce même peuple a créés, l'autre est clairement antipopulaire, rapace et égoïste.

c) Ce deuxième groupe, très nombreux, qui a pris une position hostile à la paysannerie affamée, a du même coup pris une position hostile au pouvoir soviétique. En refusant d'aider les affamés sous toutes sortes de prétextes hypocrites et de manœuvres jésuitiques, une partie des dirigeants ecclésiastiques mène en même temps une criminelle agitation contre-révolutionnaire contre le pouvoir soviétique.

g) Le décret sur la confiscation a été pris à l'initiative des paysans des régions touchées par la famine, d'une large masse de sans-partis et de soldats de l'Armée rouge. Maintenant, ces millions de gens exigent de tous côtés que le décret soit fermement et pleinement mis en œuvre. La lutte contre le décret est menée par une poignée de princes de l'Eglise, avec le soutien d'anciens gros commerçants, entrepreneurs, hauts fonctionnaires à la retraite, qui, souvent, manipulent des groupes de croyants. L'immense majorité des croyants approuve sans réserve le décret de réquisition.

h) En réponse aux déclarations malveillantes et criminelles des contre-révolutionnaires selon lesquelles les biens récupérés ne serviraient pas à aider les paysans affamés et à remettre en route leurs exploitations, le comité, centralement comme localement, invite tant les prêtres loyaux que les croyants à venir faire le compte des objets saisis et à vérifier comment ils sont employés.

i) Sans s'immiscer dans les affaires de l'Eglise, ce qu'il n'a jamais fait, le pouvoir soviétique n'admettra pas qu'une poignée de princes de l'Eglise, qui ont toujours été les meilleurs soutiens du tsar, de ses ministres, des grands propriétaires, des nobles, des capitalistes, mènent maintenant une lutte contre-révolutionnaire contre le pouvoir des ouvriers et des paysans. Le pouvoir du tsar, des grands propriétaires et de la bourgeoisie n'a pas été renversé par le peuple travailleur pour permettre aux princes de l'Eglise de violer et d'appeler à violer les lois soviétiques édictées pour sauver la vie de millions de paysans, celle de leurs femmes et de leurs enfants.

j) Assigner 10 milliards de roubles soviétiques aux dépenses liées à la saisie.

k) Utiliser largement dans toute la presse du parti cette déclaration publiée dans les *Izvestia* sous le titre *"Leurs éminences font de la contrebande"*. Faire toute une série d'articles. Jour après jour. Appeler à la sauvegarde des objets précieux raflés par une bande de popes, etc.

Proposition de Léon Trotsky (9 avril 1922)

Au bureau politique. Absolument secret.

Ma proposition d'engager une campagne concernant deux affaires de "meurtre rituel" (5) de nouveau-nés n'a pas été accueillie favorablement par la

(5) Il s'agit de la vieille accusation médiévale selon laquelle les Juifs auraient besoin, à Pâques, du sang d'enfants chrétiens pour préparer le pain

rédaction de la *Pravda* ni, pour autant que je puisse en juger, par le comité de Moscou. Motif officiel : c'est un fait divers sans importance, cela n'intéresse pas les masses, etc.

Cette suffisance prétentieuse n'est pas justifiée. Les masses populaires demeurent plongées dans un abîme d'ignorance et de préjugés. C'est apparu clairement dans l'affaire de la confiscation des trésors d'Eglise. Faute d'une longue et méticuleuse préparation politique et organisationnelle, leur saisie a été un échec, même à Petrograd. La masse des croyants a peur, tout simplement. Il est criminel de fermer les yeux sur ce fait.

Il y a une église en face de mes fenêtres. Sur 10 passants (enfants compris), il y en a au moins 7, si ce n'est 8, qui se signent en passant devant. Et parmi eux, beaucoup de soldats de l'Armée rouge, beaucoup de jeunes.

Alors, on élabore des plans géniaux comme à Kazan : envoyer de faux cambrioleurs pour s'emparer des biens et les remettre au comité régional. C'est-à-dire : contourner le problème politique par des combines. Ailleurs, les comités régionaux tentent de se décharger sur les chefs de garnison ou autres. Il faut des efforts acharnés pour remettre l'affaire sur les rails de la politique. Le parti s'est soviétisé et néglige ses tâches politiques, saisit tous les prétextes pour y échapper.

Des préjugés et des tendances pogromistes dans notre république de Russie, socialiste et qui plus est fédérative, et même soviétique ! C'est rien ! Ça n'intéresse personne ! Pas du tout. C'est la politique de l'autruche ! Il faut une agitation qui parte des rudiments, toute simple, et une propagande sur toutes les questions les plus élémentaires. Au lieu de ça, on s'enferme dans nos problèmes internes et on prend des décisions administratives et non politiques.

Sur la confiscation, la conduite des popes, la propagande rituelles des Cent-Noirs, il nous faudrait à Moscou des déclarations, courtes, faciles à comprendre, tirées à 100 000 ou 200 000 exemplaires. Au lieu de ça, nous éditons plusieurs journaux politiques (à 10 000 ou 20 000 exemplaires) où nous racontons chaque jour qu'à Gênes, on essaye de nous embobiner et que nous *"devons être forts"*.

Il faut un changement énergique et résolu dans notre propagande.

Les textes sont ceux du Centre russe de conservation et d'études des documents d'histoire contemporaine (CR-CEDHC), anciennes archives centrales du PCUS, respectivement :

— Fonds 2, inventaire 2, dossier 1 168, feuille 3.

— Fonds 5, inventaire 2, dossier 48, feuilles 16-17.

— Fonds 5, inventaire 2, dossier 58, feuille 20.

— Fonds 17, inventaire 3, dossier 285, feuille 13.

— Fonds 17, inventaire 84, dossier 304, feuilles 58-59.

azyme. Cette accusation était régulièrement reprise dans la Russie tsariste et pogromiste. En 1913, le procès Beilis, Juif arrêté deux ans plus tôt sous accusation de *"meurtre rituel"*, et son acquittement ont joué, dans des conditions plus barbares, un rôle comparable à l'affaire Dreyfus en France.

Le “cours nouveau” (1923)

Le 8 octobre 1923, Trotsky, dans une lettre au comité central du Parti bolchevique, pose le problème de la nécessaire démocratisation de la vie du parti, menacé par une bureaucratisation galopante, et d'une modification de la politique économique du parti. Il dénonce le remplacement massif de l'élection des responsables du parti à tous les niveaux par leur nomination et la formation d'une vaste couche de permanents, qui, une fois membres de l'appareil dirigeant, *"renoncent complètement à leurs opinions politiques personnelles, ou du moins à leur expression ouverte"*.

Une semaine plus tard, 46 vieux-bolcheviks, dans une lettre au comité central, prennent des positions identiques. Ils soulignent que les militants critiques ou en désaccord ne font leurs remarques qu'en privé, et encore à condition d'être sûrs de la discrétion de leur interlocuteur. L'appareil bureaucratique sélectionné étouffe toute discussion, mais sera inapte à faire face à toute crise.

C'est le début de la bataille pour un "cours nouveau", qui marque la naissance de l'Opposition de gauche et qui fait rage dans le parti en décembre 1923-janvier 1924.

Staline et Zinoviev font d'abord condamner, fin octobre, la démarche de Trotsky et des 46 comme fractionnelle, puis, par un apparent revirement, font décider l'ouverture d'une discussion publique. Le 5 décembre, après une âpre discussion, le bureau politique adopte un texte affirmant, avec mille circonlocutions, la nécessité de démocratiser la vie du parti.

Le 8 décembre, Trotsky, refusant de se laisser ligoter par un accord dont il sent le caractère trompeur, rédige un long article, intitulé *"Cours nouveau"*, que Boukharine, rédacteur en chef de la *Pravda*, bloque deux jours, puis publie le 11. Il y dénonce le danger d'une dégénérescence de la vieille garde bolchevique à l'image de celle de la social-démocrate et affirme : *"Le parti doit se subordonner son propre appareil sans cesser d'être une organisation centralisée."*

Mais l'appareil n'apprécie nullement cette proposition.

Les triumvirs (l'alliance Staline-Zinoviev-Kamenev) multiplient les mesures disciplinaires, démettent quinze responsables du comité central des Jeunesses et obtiennent ainsi la majorité dans ce comité central oppositionnel normalisé, révoquent Antonov-Ovseenko, responsable de l'administration politique de l'Armée rouge. Staline, dans la *Pravda* (15 décembre), qualifie les opposants de bureaucrates.

Le 16 janvier 1924, il réunit la conférence nationale, dont le secrétariat a, pour la première fois, désigné lui-même les participants. Trotsky n'en est pas. Le bureau politique l'a envoyé soigner deux mois dans le Caucase. L'Opposition de gauche n'y recueille que trois voix. En 1957, Anastase Mikoian soulignera pourtant : *"En 1923, le danger exista que Trotsky puisse prendre la direction du parti."*

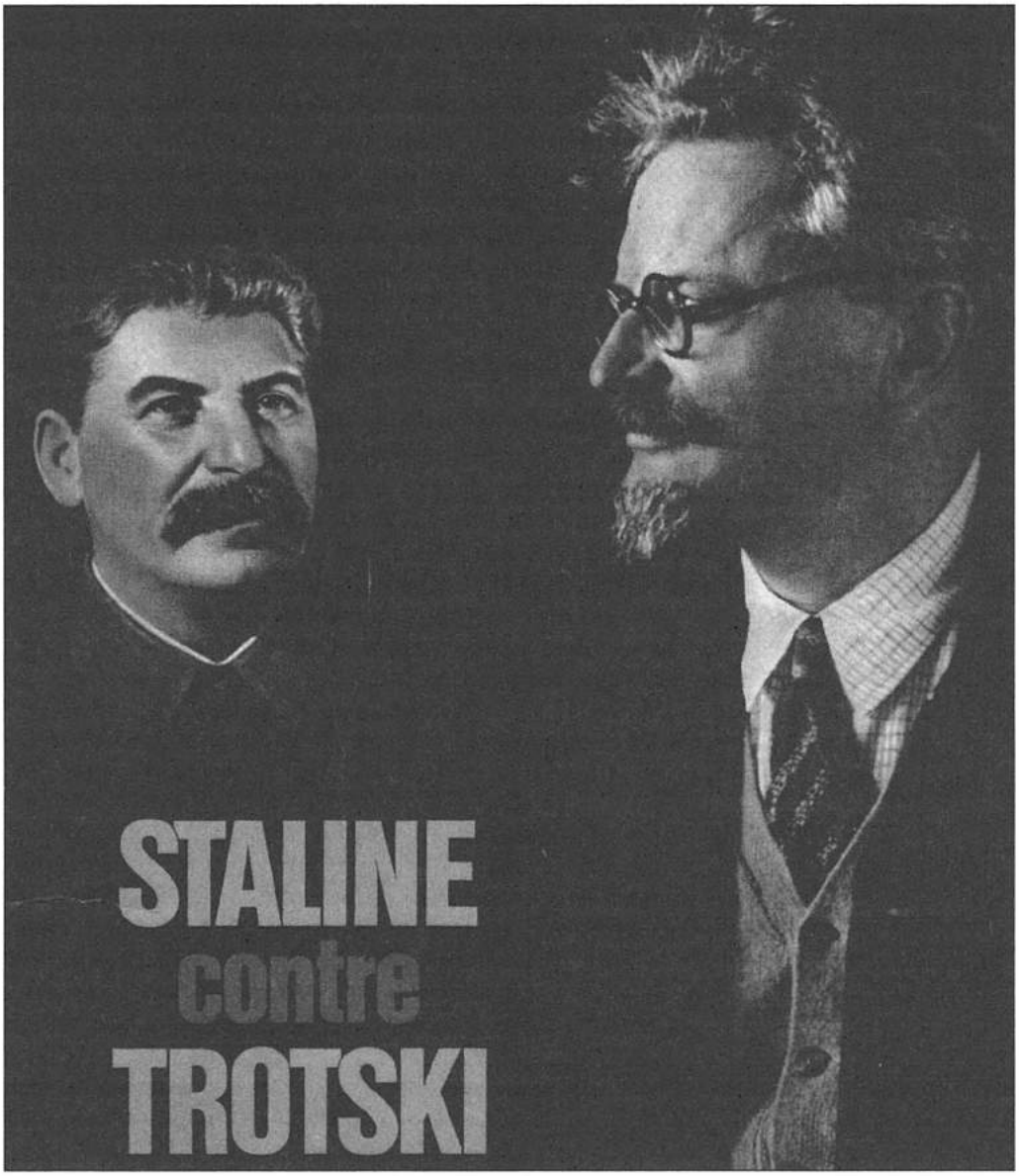
Trotsky recueille donc des voix ailleurs que chez les étudiants. En réalité, l'Opposition obtient près du tiers des votes. L'appareil du parti fait bloc contre celui qui dénonce sa bureaucratisation au contenu social encore embryonnaire.

La résolution finale de la conférence affirme que l'Opposition, *"reflétant objectivement la pression de la petite-bourgeoisie (...), a abandonné le léninisme"*, exprime une *"déviation petite-bourgeoise"* et doit être condamnée pour avoir *"lancé le mot d'ordre de destruction de l'appareil du parti"*, qui considère donc l'exigence de sa subordination au parti comme sa destruction. Dans la foulée, Zinoviev fait une découverte "théorique", que Staline reprendra à son compte : *"La social-démocratie elle-même est devenue fasciste."*

Nous publions des extraits de la lettre de Trotsky au comité central du 8 octobre 1923, qui est le premier acte de naissance de l'Opposition de gauche. Le second acte de naissance est la lettre dite des 46, dans laquelle 46 militants et cadres du Parti communiste définissent les axes principaux de cette opposition. Du 25 au 27 octobre 1923, se tient une réunion plénière (plénum) du comité central et de la commission centrale de contrôle, élargie à des représentants de dix centres urbains du parti, choisis par le secrétariat du comité central. Trotsky prononce à ce plénum un discours resté longtemps inédit et publié par les *Cahiers du mouvement ouvrier* (1). Ce plénum, qui rassemble les sommets de l'appareil, condamne à une écrasante majorité la lettre de Trotsky et celle des 46, et en interdit la diffusion, ainsi que, théoriquement, la diffusion de cette résolution elle-même.

C'est cette seconde interdiction que Staline bafoue le 2 décembre. Nous publions un ensemble de textes consacrés à cet incident, qui pousse Trotsky à rendre le combat public en publiant dans la *Pravda* un des articles qui constitue le centre de sa brochure *Cours nouveau*. La lettre d'Antonov-Ovseenko publiée ensuite illustre à la fois la manière dont l'appareil mène la lutte contre Trotsky et l'Opposition de gauche, et les réactions que les méthodes utilisées suscitent.

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 13, avril 2001, pp. 29 à 38.


STALINE
contre
TROTSKI

Lettre au comité central (1)

A l'époque la plus acharnée du communisme de guerre, le système de la nomination des responsables dans le parti n'avait pas le dixième de l'ampleur qu'il a atteinte aujourd'hui. La nomination des secrétaires des comités provinciaux est désormais la règle. Cela donne au secrétaire une position fondamentalement indépendante de l'organisation locale (...).

La XII[e] Conférence du parti s'était déroulée sous le signe de la démocratie. Nombre des interventions faites alors en faveur de la démocratie ouvrière m'avaient paru exagérées et, une grande partie, démagogiques, étant donné l'impossibilité d'une démocratie ouvrière complète dans un régime de dictature. Mais il était parfaitement clair que le système de pression du communisme de guerre devait laisser place à un système de responsabilité plus vivante et plus large. Mais le régime actuel, qui a commencé à se former avant la XII[e] Conférence, et qui depuis s'est défini et renforcé, est beaucoup plus éloigné de la démocratie ouvrière que le régime de la période la plus acharnée du communisme de guerre.

La bureaucratisation de l'appareil du parti s'est développée dans des proportions inouïes au moyen de méthodes de sélection des secrétaires (...). On a ainsi créé une très large couche de permanents, qui, en entrant dans l'appareil de direction du parti, renoncent complètement à leurs opinions politiques personnelles, ou, du moins, à leur expression ouverte, comme s'ils pensaient que la hiérarchie des secrétaires constitue l'appareil qui crée l'opinion du parti et façonne les décisions.

Sous cette couche de permanents qui renoncent à leurs opinions personnelles se trouve la large masse des adhérents du parti, à qui chaque décision apparaît sous la forme d'ordres ou de sommations.

A la base du parti, un mécontentement d'une ampleur inhabituelle s'accumule. Ce mécontentement ne se dissipe pas par l'échange ouvert d'opinions dans les réunions du parti et par l'influence que la masse des adhérents du parti devrait exercer sur l'organisation du parti lui-même (élection des comités du parti, des secrétaires, etc.), mais elle s'accumule en secret et mène à des tensions intérieures.

(1) Lettre du 8 octobre 1923. En annexe à Max Eastman, *Since Lenin died*, pp. 142-143.

La réponse du bureau politique

NOUS jugeons nécessaire de dire franchement au parti que le mécontentement du camarade Trotsky, toute son irritation, toutes ses attaques contre le comité central, qui durent sans interruption depuis plusieurs années, sa volonté de semer le trouble dans le parti reposent sur le fait que Trotsky désire que le comité central le place, lui et le camarade Kalegaev, à la tête de l'économie du pays.

Extrait du sténogramme de l'intervention de Staline à la réunion élargie des militants du parti du district de Krasnaïa Presnia, de Moscou (réponse aux questions) (2 décembre 1923) [1]

Staline : Une question écrite concernant le camarade Trotsky : *"Sur quoi repose le bruit qui court dans le milieu des militants au sujet d'une lettre du camarade Trotsky ? Quel est son contenu ? Assez de secrets ! Qu'en est-il ?"* Camarades, j'aimerais bien, mais je ne peux pas vous communiquer le contenu de la lettre du camarade Trotsky, qui date d'avant le plénum d'octobre. Il y a également une lettre de 46 camarades, parmi lesquels il y a aussi le camarade Stoukov. Je n'ai pas le droit de communiquer le contenu de ces deux lettres, car les plénums d'octobre du comité central et de la commission de contrôle ont décidé (2) qu'il ne fallait pas communiquer au parti le contenu de ces lettres, les exigences qu'elles énonçaient, ni la décision du plénum du comité central et de la commission de contrôle.

(Une voix : Ce n'est pas un secret pour tout le monde !)

Je regrette beaucoup que ce ne soit pas un secret pour tout le monde, mais les plénums du comité central et de la commission de contrôle ont décidé qu'on ne devait communiquer ni les lettres ni la réponse du bureau politique. A part les lettres du camarade Trotsky et des 46 camarades, il y avait également la réponse de membres du bureau politique à ces lettres, avec les signatures de : Rykov, Kalinine, Staline, Boukharine, Molotov, Zinoviev, Kamenev (3). Etaient absents : les camarades Lénine et Roudzoutak, lequel est arrivé plus tard au plénum et s'est solidarisé avec cette réponse. Les plénums du comité central et de la commission de contrôle ont approuvé à une énorme majorité la position du bureau politique : par 102 voix contre 2 contre, avec 10 abstentions, il ont condamné l'attitude du camarade Trotsky et des 46 camarade. Je ne me permettrais pas de vous en dire plus. *(Applaudissements.)*

Je passe à la camarade Rosenberg (4). Elle a dit qu'elle en connaissait plus, apparemment, sur le comité central que le comité central lui-même. Elle sait très bien, voyez-vous, ce qui s'est passé en octobre au plénum du comité central et de la commission de contrôle. Selon elle, tout le monde le sait. D'où tout le monde le sait, ça m'échappe. Elle a dit que nous avons un système qui ne convient pas, que nous étouffons la pensée du parti, que les plénums seraient contre la démocratie et tout à l'avenant. D'où elle tire tout ça, je n'en ai aucune idée.

Rosenberg : Du rapport du camarade Kamenev.

Staline : Je ne connais pas le rapport du camarade Kamenev, je ne suis pas au courant. Mais peut-on juger du système d'après le rapport d'un individu ? Le plénum d'octobre n'a pas décidé ce que dit la camarade Rosenberg. Au plénum d'octobre, la question était de savoir que dépasser une certaine limite de la discussion, cela signifie constituer une fraction, cela signifie diviser le gouvernement.

---

(1) Le rapport de Staline *"Sur les tâches du parti"* à la conférence élargie du comité de district de Krasnaïa Presnia du PCR(b) de Moscou fut publié sans les réponses aux questions dans la *Pravda* du 6 décembre 1923 (voir Staline I.V., *Œuvres*, tome 5, pp. 254 à 370).

(2) Il s'agit ici de la résolution du plénum unifié du comité central et de la commission de contrôle du PCR(b) du 25-27 octobre 1923.

(3) Il s'agit de la réponse des membres du bureau politique du 19 octobre 1923. Parmi les signataires du document, Staline a oublié M. P. Tomski.

(4) Rosenberg, auditrice du l'université communiste Sverdlov, le premier établissement d'enseignement supérieur du parti, qui préparait les cadres du parti et soviétiques.

Diviser le gouvernement, c'est faire périr le pouvoir soviétique. C'est de cela qu'il s'agissait, camarade Rosenberg. On peut discuter, mais n'entraînez pas la discussion jusqu'à la formation d'une fraction, car les fractions, chez nous, dans le parti qui est au pouvoir, elles amènent à diviser le gouvernement, elles amènent à donner des ailes aux ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. C'est sur cette base que les plénums du comité central et de la commission de contrôle ont condamné les camarades. Voilà de quoi il s'est agi à ces plénums, et pas du fait que les plénums seraient contre la démocratie.

(Copie dactylographiée.)

Extrait du procès-verbal n° 50 du bureau politique du comité central du PCR(b), avec, en annexe, les déclarations de Léon Trotsky et Joseph Staline (8 décembre 1923)

Strictement secret.

1. Déclarations des camarades Trotsky et Staline.

(Cf. annexes) (1).

Le comité central reçoit de plus en plus d'informations sur le fait que la lettre connue du camarade Trotsky et la lettre des 46, rejetées par les plénums du comité central et de la commission de contrôle (2) comme actes fractionnistes, sont de plus en plus diffusées (par exemple, ces lettres passent de main en main en Ukraine (3) — dans l'armée, selon les déclarations du représentant de la commission de contrôle, et à Moscou — à l'université Sverdlovsk, selon les déclaration du camarade Liadov (4), etc.). La résolution des plénums sur le fait que tout cet incident doit rester entre les membres du comité central et de la commission de contrôle est interprétée par les éléments désorganisateurs comme un pas dicté non par les intérêts du parti, mais par la diplomatie interne. A ce sujet, on répand dans les cercles du parti des bruits insensés, qui visent à saper l'autorité du comité central.

---

(1) A la résolution du bureau politique du comité central du PCR(b) sont annexées les déclarations de Trotsky du 6 décembre 1923 et de Staline du 8 décembre 1923.

(2) La lettre de L. D. Trotsky aux membres du comité central et de la commission centrale de contrôle du PCR(b) et la *"Déclaration des 46"* adressée au bureau politique du comité central du PCR(b) ont été rejetées par une résolution du plénum commun du comité central et de la commission de contrôle des 25-27 octobre 1923.

Les archives du comité central du PCUS contiennent une note de G. E. Zinoviev adressée lors de cette séance du bureau politique à Staline, Tomski, Rykov, Boukharine : *"Ils agissent dans toutes les règles de l'art fractionniste. Si nous ne créons pas* ***immédiatement*** *notre vraie fraction archisoudée, tout est fichu. Je propose de tirer cette conclusion en premier lieu. Je propose de nous réunir demain (dimanche) spécialement sur* ***cette*** *question — peut-être chez Staline à la campagne ou chez moi. Tout atermoiement serait mortel. G. Zinoviev"* (8 décembre 1923).

Sur la note, ont été portées les remarques suivantes : *"Adopté. St."*, *"Zer gut. D'accord. M. Tomski"*, *"A.I. Rykov"*, *"Mais pas avant 7 heures du soir. L. K."*, *« D'accord, mais je préférerais aller au "spectacle". A. I. Rykov. »*

(3) Dans une note du 4 décembre 1923 envoyée au comité central du PCR(b) et adressée à I. V. Staline, D. Z. Lebedev, le secrétaire du comité central du PC(b)U, écrit que *"l'information qui arrive de Moscou par des voies détournée est captée ici et utilisée"*.

(4) Liadov (Mandelstam) M. N. (1872-1947), membre du parti à partir de 1893. Après 1909, menchevik, partisan de la démission de la Douma. En 1920, réintégré dans le parti. A partir de mai 1923, recteur de l'université communiste Sverdlov.

Le 7 décembre 1923, il écrit à Staline : *« Camarade Staline. Je déclare, à votre demande, que je vous ai effectivement communiqué, lors d'un entretien avec vous, qu'il est apparu, à une séance du bureau unifié de la cellule de l'université Sverdlov et à une assemblée générale des organisateurs des cercles du parti, que les lettres du camarade Trotsky et des "46" avaient été largement diffusées parmi les étudiants et que la majorité des cercles les avaient lus. Je vous ai fait cette communication orale le 28 ou le 29 novembre, en tout cas pas plus tard que le 29. M. Liadov. 7 février 1924. »*

La déclaration du camarade Staline à la réunion du district de Krasnaïa Presnia n'était motivée que par le désir d'éclairer correctement les motifs réels des plénums du comité central et de la commission de contrôle et par là même d'assainir l'atmosphère du parti à Moscou.

Le bureau politique considère néanmoins que le camarade Staline a commis une erreur en informant l'assemblée du contenu des décisions des plénums du comité central et de la commission de contrôle, car cela dérogeait à la résolution directe du comité central et de la commission de contrôle.

Le bureau politique n'a pas le droit et ne considère pas conforme à l'intérêt du parti d'annuler la résolution des plénums réunis du comité central et de la commission de contrôle qui interdit toute discussion ultérieure sur les lettres des 46 et du camarade Trotsky, ou les résolutions du plénum d'octobre. Seule une réunion commune des deux plénums pourrait annuler cette résolution.

Le bureau politique considère qu'à l'avenir, tous les membres du comité central doivent observer strictement les résolutions des plénums réunis et éviter toute surenchère lors des discussions concernant la démocratie ouvrière, surtout quand une résolution sur la démocratie ouvrière a été adoptée à l'unanimité par le bureau politique et le présidium de la commission de contrôle (5).

(RGASPI, f. 17, op. 3, d. 398, l. 1 ; copie dactylographiée.)

Annexe au point 1 du procès-verbal n° 50 de la session du bureau politique du comité central du PCR(b) du 8 décembre 1923

Déclaration de L. D. Trotsky au bureau politique du comité central de PCR(b) (6 décembre 1923)

Strictement secret.
Urgent.

Au bureau politique.

Le dernier plénum commun du comité central et de la commission de contrôle a décidé de ne pas diffuser ni publier sa résolution (6). Je le regrette beaucoup, car la diffusion à tous les membres du parti de ma lettre, de la déclaration des 46 (7) et de la résolution du plénum aurait mieux valu que les bruits qui courent actuellement.

(5) Il s'agit de la résolution *"Sur la construction du parti"*, qui fut adoptée à l'unanimité le 5 décembre à la réunion commune du bureau politique du comité central et du présidium de la commission de contrôle du PRR(b). Elle fut ensuite entérinée par la XIII[e] Conférence du parti, par les plénums de janvier (1924) du comité central du PCR(b) et confirmée par le XIII[e] Congrès du PCR(b). Publiée dans la *Pravda* (7 décembre 1923).

(6) Il s'agit de la résolution du plénum commun du comité central et de la commission de contrôle du PCR(b), en séance du 25 au 27 octobre 1923.

(7) L. D. Trotsky a à l'esprit sa lettre du 8 octobre 1923 et la *"Déclaration des 46"*.

(Notes tirées de *Izvestia tsk KPSS*, n° 12, 1990.)

Quoi qu'il en soit, la décision a été prise. Entre-temps, dans son discours de clôture à Krasnaïa Presnia, le camarade Staline a dit mot pour mot : *"Les plénums du comité central et de la commission de contrôle ont approuvé à une énorme majorité la position du bureau politique, par 102 voix contre 2 contre, avec 8 abstentions, ils ont condamné l'attitude du camarade Trotsky et des 46 camarades. Je ne me permettrais pas de vous en dire plus."* Néanmoins, dans la suite de son discours, le camarade Staline nous apprend quelque chose de plus que ce que nous venons de citer. Il dit : *"Au plénum d'octobre, la question était de savoir que dépasser une certaine limite de la discussion, cela signifie constituer une fraction, cela signifie diviser le gouvernement. Diviser le gouvernement, c'est faire périr le pouvoir soviétique (...). C'est sur cette base que les plénums ont condamné les camarades... Voilà de quoi il s'est agi à ces plénums."*

Ainsi, le camarade Staline décide lui-même ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas communiquer, et de façon différente à deux moments de son discours.

Je demande au bureau politique qu'il décide rapidement si j'ai le droit, pour répondre aux nombreuses lettres qui m'ont été envoyées et aux questions orales, d'expliquer aux camarades du parti en quoi consistait le contenu de ma lettre, quelle résolution ont adoptée les plénums communs et quel rapport a cette résolution avec le changement actuel de la politique du parti.

L. Trotsky

(6 février 1923, n° 425)

(Copie dactylographiée avec reproduction de la signature.)

Annexe 2 au point 1 du procès-verbal n° 50 de la réunion du bureau politique du comité central du PCR(b)

Déclaration de Joseph Staline au bureau politique du comité central du PCR(b) (8 décembre 1923)

Au bureau politique du comité central.

En joignant ci-dessous des extraits du sténogramme de mon discours au district de Krasnaïa Presnia sur la construction du parti (1), je crois nécessaire de déclarer :

1) Le camarade Trotsky a agi à tort dans sa déclaration en utilisant des citations du sténogramme de mon discours sans que je l'aie relu, avec tous les manques et les inexactitudes qu'on trouve ordinairement dans les sténogrammes non relus par leurs auteurs (2).

2) Je reconnais qu'en communiquant à la réunion de Krasnaïa Presnia la vérité sur la décision des plénums du comité central et de la commission de contrôle

(1) Voir plus haut l'extrait du sténogramme de l'intervention de Staline à la réunion élargie du comité de district de Krasnaïa Presnia, à Moscou, le 2 décembre 1923.

(2) Il s'agit d'infimes inexactitudes de forme, qui ne modifient en rien le sens général des propos de Staline cités par Trotsky (NDT).

sur la question des déclarations du camarade Trotsky et des 46, je suis allé à l'encontre de la résolution de ces plénums sur le secret de la décision. Mais j'ai été littéralement obligé d'agir ainsi sous la pression des bruits erronés qui sapaient l'autorité du comité central et de la commission de contrôle, et diffusés en grande quantité parmi les membres du parti par ses détracteurs et ses destructeurs. Parmi les membres du parti circulent des bruits selon lesquels les informations sur la maladie du camarade Trotsky ne correspondent pas à la réalité, que Trotsky est assigné à résidence par le bureau politique pour avoir exigé aux plénums d'octobre la démocratie dans le parti (la déclaration que j'ai faite dans mon discours en réponse à une note sur la maladie du camarade Trotsky a été reçue par les ricanements ironiques et les protestations dubitatives de plusieurs participants). La camarade Rosenberg, de l'université Sverdlov, a même déclaré dans son discours que les lettres du camarade Trotsky et des 46 n'étaient pas un secret et que le camarade Trotsky souffrait pour la démocratie contre laquelle se seraient battus les plénums du comité central et de la commission de contrôle en octobre. Ces bruits insensés sont nourris par le fait que :

1) les documents du camarade Trotsky et des 46, malgré l'interdiction du comité central, sont diffusés en grande quantité parmi les membres du parti, alors que la réponse des membres du bureau politique (3) à ces documents et la décision même des plénums sont strictement soumises au secret, conformément à la décision du comité central ;

2) les partisans des 46 ne prennent aucune mesure pour couper à la racine ces bruits insensés et pour que les documents du camarade Trotsky et des 46 ne soient pas diffusés parmi les membres du parti, alors qu'ils sont, bien sûr, les seuls à pourvoir prendre des mesures efficaces contre la diffusion de ces documents, puisque la diffusion vient de leurs rangs ;

3) les représentants du comité central aux réunions de discussion, ne voulant pas enfreindre les résolutions des plénums sur le caractère secret de cette décision, sont obligés de répondre par le silence à quantité de questions concernant le travail des plénums du comité central et de la commission de contrôle, ce qui complique encore l'affaire et donne l'impression erronée que les représentants du comité central ont peur de dire la vérité, qu'ils n'ont pas la conscience tranquille.

Tout cela amène et ne peut qu'amener à saper l'autorité du comité central et de la commission de contrôle aux yeux des membres du parti, pour le plaisir des désorganisateurs et des destructeurs du parti.

Je ne connais pas d'autre moyen contre le mensonge et la calomnie que de leur opposer la vérité. Je ne vois qu'une seule possibilité pour défendre le comité central et la commission de contrôle contre la calomnie et le mensonge, celle de dire la vérité sur les décisions des plénums du comité central et de la commission de contrôle.

J. Staline,
8 février 1923

(Texte manuscrit avec corrections et signature de Staline.)

(3) Il s'agit de la réponse des membres du bureau politique du comité central du PCR(b) du 19 octobre 1923.

Vladimir Antonov-Ovseenko : lettre au bureau politique (décembre 1923)

Vladimir Antonov-Ovseenko, en octobre 1917, organisa au nom du comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd la prise du palais d'Hiver, où siégeait le gouvernement provisoire, qui marqua l'achèvement de la première phase de la prise du pouvoir par les soviets. Il occupa ensuite diverses fonctions dans l'Armée rouge au cours de la guerre civile, en particulier en Ukraine et lors de la révolte paysanne de Tambov, en 1920-1921.

En décembre 1923, il était chef de la direction politique de l'Armée rouge. Scandalisé par la déloyauté et la brutalité avec laquelle le secrétariat du comité central et l'appareil développaient leur campagne pour tenter de discréditer Trotsky et l'Opposition de gauche auprès de la masse des adhérents du parti, il adressa au bureau politique la lettre publiée ci-après.

La sanction est immédiate : il est relevé de ses fonctions dans l'Armée rouge. Lors de la treizième conférence du parti, au cours de laquelle l'appareil, après avoir allégrement falsifié les votes, condamne l'Opposition de gauche et Trotsky, Staline déclare : *"Antonov-Ovseenko avait envoyé au comité central et à la commission centrale de contrôle une lettre tout à fait inconvenante par son ton et absolument inacceptable par son contenu ; il y menaçait le comité central et la commission centrale de contrôle de rappeler à l'ordre les chefs qui dépassaient les bornes"* **(1).**

Antonov-Ovseenko appartiendra à l'Opposition de gauche, puis à l'Opposition unifiée. Au lendemain de l'exclusion des opposants par le XV[e] Congrès du Parti communiste en décembre 1927, il sera le premier opposant à se rallier à Staline dès le début de 1928. Staline l'enverra comme consul à Barcelone pendant la guerre d'Espagne, au début de 1937 ; malgré son ralliement à Staline et sa volonté de mettre en œuvre sa politique en Espagne, Antonov-Ovseenko, sans doute marqué par ses années de révolutionnaire, appliquera mal la politique de Staline (2), qui le rappellera au début de 1938. Il le nommera procureur de la République de Russie, puis, deux semaines plus tard, le fera arrêter, puis fusiller, Antonov-Ovseenko refusant d'avouer les crimes imaginaires que Staline avait inventés.

---

(1) Staline, ***Œuvres complètes*****, tome 6, p. 43.**

(2) Voir l'article sur le journal d'Antonov-Ovseenko en Espagne dans les ***Cahiers du mouvement ouvrier*****, n° 9, pp. 83 à 88.**

"On abreuve le parti et le pays tout entier d'attaques personnelles, de soupçons, de calomnies fielleuses"

Lettre d'Antonov-Ovseenko au présidium de la commission centrale de contrôle et au bureau politique du comité central du Parti communiste de Russie

LA discussion prend un tour qui inquiète de plus en plus de nombreux camarades, en particulier ceux qui travaillent dans l'armée.

Dans toutes les réunions, et en particulier dans les réunions de communistes "militaires", les représentants officiels du comité central consacrent un temps important, sinon tout leur temps, à l'analyse de la biographie politique de Trotsky, en répétant vigoureusement que Trotsky ne peut en aucun cas être considéré comme un membre de *"la vieille garde bolchevique"*, qu'il a toujours combattu le bolchevisme, qu'il est un menchevik déguisé qui manifeste son menchevisme aujourd'hui encore dans toute sa ligne politique.

Et il ne s'agit pas là seulement d'un phénomène moscovite.

Un camarade que je ne connais pas, responsable politique dans l'armée, me fait, dans une lettre privée, un récit de ce qui se passe à Kharkov :

« Le développement de la discussion sur les questions de construction du parti et les formes qu'elle prend, en particulier chez nous, à Kharkov, me contraignent à vous écrire la présente lettre. La discussion prend le caractère de violentes attaques personnelles déclenchées par des responsables du parti contre Trotsky et d'autres militants accusés de constituer sa fraction. Le secrétaire du comité central ukrainien, Kviring, lors de la réunion des membres des bureaux des cellules de l'organisation du parti de Kharkov tenue il y a trois jours, a déclaré : "Trotsky divise le parti et ruine son unité." *Hier, à la réunion du parti de l'arrondissement de Petinski, le rapporteur sur le point* "construction du parti", *Grigori Petrovski (président du comité exécutif central des soviets d'Ukraine), a déclaré d'un ton irrité :* "Trotsky a tou-

jours combattu notre parti et ce n'est qu'en 1917 qu'il a adhéré au Parti communiste russe. Sa ligne politique tout au long de son activité révolutionnaire a été incorrecte et nuisible." *Ces affirmations ont provoqué des réactions spontanées parmi les militaires présents dans la réunion, qui se sont mis à crier :* "Vive Trotsky !", "A bas le rapporteur !", *etc. Un membre de la commission centrale de contrôle du Parti communiste ukrainien, Makar, a déclaré :* "Trotsky a toujours été un banqueroutier politique" *et a commencé à énumérer toutes ses erreurs :* "La révolution permanente, Brest-Litovsk, les syndicats, etc." (1).

Le rapporteur n'a pas pu terminer. La salle a commencé à s'agiter bruyamment et des exclamations "Vive Trotsky !" *ont à nouveau retenti. »*

Je juge tout cela très dangereux. Chez les militaires, on entend déjà des conversations sur le thème : *"Il faut que nous soutenions tous Trotsky comme un seul homme."*

Je juge de mon devoir de souligner ce danger devant vous. Je ne cherche nullement à me faire des illusions. Pour moi, le sens politique du fameux article de Staline (2) et de l'éditorial de la *Pravda* (3) est clair. Ce sont ces articles qui ont donné le ton à la campagne engagée, qui vise à mobiliser pour un soutien aveugle de la ligne de la majorité du bureau politique toutes les forces de "la vieille garde des bolcheviks", toutes les meilleures traditions et les pires préjugés hérités par les bolcheviks de la vieille lutte d'avant la révolution, afin d'isoler Trotsky des vieux bolcheviks et de le priver d'un sérieux soutien à ses opinions dans le parti.

Tout l'appareil du parti est mis en marche dans un sens déterminé. Il tente de toutes ses forces de transformer Trotsky en drapeau de *"tout ce qui n'est pas léniniste dans notre parti"*, et, abusant de l'énorme autorité du léninisme, d'écraser toute critique de la ligne politique de l'actuelle majorité du comité central.

Je suis profondément convaincu qu'il s'agit d'une entreprise extrêmement dangereuse. Elle est ressentie sur place comme un sabotage direct de votre résolution unanime du 5 décembre sur l'orientation vers la démocratie ouvrière (4) et comme la mise en œuvre d'une orientation visant à diviser le parti.

En se répandant au-delà des frontières du parti, ces attaques téméraires et sans principe contre l'homme qui représente indiscutablement aux yeux de larges masses le chef, l'organisateur et l'inspirateur des victoires de la révolution provoquent une inquiétude maladive, des divisions et l'incertitude. L'existence de désaccords à l'intérieur du comité central n'est absolument pas claire ni pour les masses du parti ni pour les masses sans parti ; et le parti n'est pas en état de mesurer le sérieux de ces désaccords, ni de les régler librement. Au lieu d'un examen sérieux de questions sérieuses, on abreuve le parti et le pays tout entier d'attaques personnelles, de soupçons, de calomnies fielleuses ; on érige cette méthode en système, comme si c'était en cela que consistait le cours nouveau largement proclamé. On devine aisément où cela mène.

Cela mène à une très profonde démoralisation et du parti et de l'armée, et des masses ouvrières ; cela va miner notre influence dans l'Internationale communiste et affaiblir la fermeté et la maîtrise de la ligne de l'Internationale communiste.

On ne peut expliquer que les dirigeants aussi réfléchis de notre parti l'entraînent sur une aussi mauvaise voie que par un extrême rétrécissement de leur horizon politique, sous l'influence des passions fractionnelles.

---

(1) A. Makar (1877-1961), président de la commission centrale de contrôle du PC d'Ukraine ; à partir de 1924, diplomate. "Les syndicats" fait allusion à la querelle syndicale de 1920-1921, au cours de laquelle Trotsky et Lénine se sont vivement opposés.

(2) Il s'agit de l'article de Staline contre Rafaïl, Preobrajenski, Sapronov et Trotsky publié dans la *Pravda* (15 décembre).

(3) Article rédigé, mais non signé, par Boukharine, publié dans la *Pravda* (13 décembre) contre l'opposition.

(4) Résolution du 5 décembre sur le cours nouveau.

Je sais que mon avertissement ne produira pas la moindre impression sur ceux qui se sont figés dans la conviction qu'ils sont des chefs infaillibles choisis par l'histoire.

Mais considérez cet avertissement comme un symptôme. Il exprime l'indignation de ceux qui, au cours de toute leur existence, ont démontré leur dévouement plein d'abnégation au parti dans son entier et aux intérêts de la révolution communiste. Ces membres silencieux du parti n'élèvent leur voix qu'au moment où ils prennent conscience d'un danger manifeste pour tout le parti. Ils ne seront jamais des "muets du sérail", des courtisans des hiérarques du parti. Et leur voix rappellera un jour à l'ordre les "chefs" qui dépassent les bornes, et qui seront contraints de les entendre malgré leur extrême surdité fractionnelle.

27 décembre 1923

Vladimir Antonov-Ovseenko.

Iouri Annenkov : en visite chez Trotsky

En janvier 1923, le peintre et sculpteur Annenkov, qui avait déjà peint un portrait de Lénine, fut invité par Polonski, l'organisateur des festivités en l'honneur du cinquième anniversaire de la fondation de l'Armée rouge (décrétée en février 1918, Trotsky étant nommé commissaire du peuple à la Défense le 14 mars 1918) à faire un portrait des principaux dirigeants du Comité militaire révolutionnaire, et d'abord de Trotsky. Annenkov avait accueilli avec enthousiasme la révolution d'Octobre (ce qui n'était pas très fréquent dans l'intelligentsia russe de l'époque). Il rendit, pour ce portrait, plusieurs fois visite à Trotsky, soit au siège du Comité militaire révolutionnaire, soit au siège du quartier général, et exécuta cette commande avec un plaisir manifeste. Il ne put supporter ensuite le stalinisme triomphant, émigra et publia un volume de souvenirs dans lequel il évoque entre autres ses rencontres avec Trotsky. Il publiera aussi, en 1932, un roman sur la révolution, qui a été réédite en 1987 aux éditions Lieu commun, et qui n'a malheureusement pas rencontré le succès qu'il mérite.

"Il s'intéressait à la vie artistique et littéraire non seulement de la Russie, mais du monde entier"

DES récits le plus souvent sarcastiques et haineux montrent Trotsky sous l'apparence d'un homme fluet de petite taille (le menchevik, plaisantait-on à son propos) (1). Trotsky avait été effectivement proche des mencheviks dans sa jeunesse, mais cela n'avait aucun rapport avec son apparence extérieure ! Il était de bonne taille, râblé, large d'épaules et bien découplé. Ses yeux débordaient d'énergie sous les verres de son pince-nez.

Il m'accueillit très aimablement, presque amicalement, et me dit d'emblée :

"Je vous connais bien comme artiste. Je sais qu'avant la guerre, vous avez travaillé à Paris. Je connais bien les illustrations que vous avez dessinées pour Les Douze, *de Blok,* (2), *et j'ai chez moi un livre sur vos portraits. Je connais aussi la part que vous avez prise aux spectacles de masse* (3). *J'espère que vous avez vous aussi entendu parler de moi. Nous sommes de vieilles connaissances. Asseyez-vous."*

Nous nous assîmes. Trotsky engagea la discussion sur l'art. Pas sur les artistes russes. Il m'entretint de "l'école de Paris" (4) et de la peinture française en général, me cita les noms de Matisse, Derain, Picasso, et, peu à peu, s'enfonça dans l'histoire. Ses remarques assez caustiques sur le fait que la Révolution française ne s'était en rien reflétée dans l'art m'intéressèrent tout particulièrement :

"Retrouve-t-on quelque chose de la Révolution française dans L'Assassinat de Marat, *de David ? Absolument rien. Il n'y a là qu'une anecdote : Marat nu dans son bain. Et la fameuse* Liberté guidant le peuple, *de Delacroix. Exprime-t-elle l'essence de la révolution ? Assurément pas. Un enfant brandissant deux pistolets, un romantique en haut de forme et marchant sur des cadavres, guidés par une beauté antique, la poitrine nue et tenant haut le drapeau tricolore ? Ce n'est là qu'une anecdote romantique, malgré les belles qualités picturales de l'artiste. Mais dans* Le Couronnement de Napoléon, *le même David a réussi à exprimer brillamment toute l'absurdité solennelle de cette cérémonie. Portrait, paysage, nature morte, intérieur, amour, mode de vie, événements historiques, joie, chagrin, tragédie et même la démence (rappelez-vous* La Folle, *de Géri-*

NDLR :

(1) Jeu de mots : menchevik vient du russe "menche", qui veut dire moins.
(2) *Les Douze,* d'Alexandre Blok, sont un poème à la gloire de la révolution.
(3) Spectacles organisés dans la rue et sur les places avec la participation de centaines d'hommes et de femmes de la rue.
(4) Ecole de peintres figuratifs du début du siècle.

cault), tout cela a trouvé son expression dans la peinture. Mais l'unité de l'art et de la révolution n'a pas encore été trouvée."

J'objectai à Trotsky que la révolution bouleversait l'art, et surtout dans ses formes d'expression.

"Vous avez raison, me répondit Trotsky, *mais ce n'est là qu'une révolution locale : la révolution de l'art lui-même, donc très fermée et inaccessible à un large public. Mais je veux parler de la façon dont une révolution se reflète en tant que phénomène universel, humain, dans ce que l'on appelle l'art figuratif, qui existe depuis des millénaires. La* Sainte Cène *existe, la* Crucifixion *existe et même le* Jugement dernier *existe... et quel* Jugement dernier *! Celui de Michel-Ange ! Et la révolution ? Je n'ai pas vu la révolution. Les tableaux que produisent aujourd'hui les peintres soviétiques pour y refléter l'élément révolutionnaire, le pathétique révolutionnaire, sont misérablement indignes et de la révolution et de l'art lui-même..."*

Nous bavardâmes une vingtaine de minutes, puis je pris congé de Trotsky.

(Annenkov revient voir Trotsky cinq fois au siège de l'état-major et plus souvent au siège du Comité militaire révolutionnaire.)

Nos conversations voltigeaient de thème en thème, souvent sans aucun rapport avec les événements du jour et avec la révolution. Trotsky était un intellectuel dans le plein sens de ce mot. Il s'intéressait à la vie artistique et littéraire, non seulement de la Russie, mais du monde entier, et s'en tenait au courant. Sous cet angle, il constituait une véritable exception dans l'univers des "chefs de la révolution". Se rapprochaient un peu de lui Racovski, Radek et Krassine (5), et, un peu moins, Lounatchartski (bien que ce dernier occupât le poste de commissaire à l'Instruction publique) (...).

Un jour, je demandai à Trotsky comment il avait pu se familiariser avec tous les petits détails de la chose militaire. Il me répondit par une tirade assez longue, que je lus ensuite presque mot pour mot dans son livre *Ma Vie*, publié ensuite à l'étranger dans l'émigration.

(Annenkov reproduit ensuite ce passage de Ma Vie *et ajoute :)*

« Voilà, c'est tout, conclut Trotsky, *j'ai formé l'armée et l'armée a formé Trotsky. Ainsi, je me suis peu à peu familiarisé avec toutes les "vétilles de la chose militaire", y compris le pas cadencé et le salut militaire. »*

En réalité, toutes ces "vétilles de la chose militaire" étaient profondément étrangères à Trotsky.

Pendant les séances de pose, nous parlions beaucoup de littérature, de poésie (queTrotsky suivait avec une grande attention) et de l'art figuratif. Je peux témoigner qu'à l'époque, parmi les contemporains, l'artiste préféré de Trotsky était Picasso. Trotsky voyait dans son instabilité formelle, dans ses recherches constantes de nouvelles formes, une incarnation de la révolution permanente, cette révolution permanente qui apportera à Picasso la gloire et la richesse, et qui coûtera la vie à Trotsky.

(5) Racovski, ami de Trotsky, un moment président du Conseil des commissaires d'Ukraine, puis l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche. Krassine : commissaire du peuple au Commerce extérieur ; Radek : journaliste, membre de l'Opposition de gauche jusqu'en 1929.

Léon Trotsky : lettre à Kroupskaia (1927)

Nadejda Kroupskaia, la veuve de Lénine, avait appartenu à la Nouvelle Opposition formée par Zinoviev et Kamenev à l'automne 1925, puis à l'Opposition unifiée constituée entre ces derniers et l'Opposition de gauche en avril 1926. Elle abandonne l'Opposition unifiée en octobre 1926. A ce moment, pourtant, la divergence entre l'Opposition et la majorité de Staline-Boukharine s'exprime de façon particulièrement brutale sur le fond. Lors de la XV^e^ Conférence nationale des 26 octobre-1^er^ novembre 1926, Trotsky affirme : *"Il est juste de dire que nous construisons le socialisme, et il est indiscutable que nous le construisons main dans la main avec le prolétariat mondial."* A ces mots, la grande majorité de la salle éclate de rire. Un peu suffoqué, Trotsky reprend : *"Je crois incorrect de rire dans une conférence du Parti communiste sur la construction du communisme main dans la main avec le prolétariat mondial."* La salle éclate encore de rire. L'un des présents crie à Trotsky : *"Pas de démagogie !"* Un autre : *"C'est pas avec ça que vous allez nous séduire !"*

Trotsky ajoute : *"Nous ne construirons jamais le socialisme à pas de tortue* (slogan de Boukharine — NDLR), *car le marché mondial nous contrôlera de plus en plus."*

Un troisième, incapable d'expliquer comment l'URSS peut échapper au marché mondial, hurle à Trotsky : *"Vous avez la trouille"* (1) ! Ces apparatchiks éclatent de rire, parce que, en 1926, la révolution au-delà des frontières leur paraît un rêve dépassé et creux, et qu'ils veulent construire leur "socialisme" dans leur pays, à l'écart des vents de la révolution... et de la contre-révolution internationale. Ce scepticisme deviendra demain hostilité. Organisée. Après un armistice conclu en octobre 1926, l'Opposition unifiée reprend son combat en avril 1927, au lendemain de l'écrasement de la grève générale de Shanghai par Tchang Kai-chek, que Staline avait nommé membre d'honneur du présidium de l'Internationale communiste.

Le 9 mai 1927, Zinoviev, lors d'une réunion transmise à la radio pour le quinzième anniversaire de la fondation de la *Pravda*, critique la politique de la direction en Chine. Le comité central du 12 mai déclare son intervention inouïe, inacceptable et intolérable. Zinoviev en envoie le sténogramme à Kroupskaia, qui lui répond le 15 mai. Elle qualifie l'activité de l'Opposition de "bouza", c'est-à-dire de "tapage" ou "raffut", et la condamne. Le 20 mai, dans la *Pravda*, elle rappelle sa rupture avec l'Opposition l'automne précédent au nom de l'unité et stigmatise son activité comme fractionnelle et nuisible. Trotsky, indigné par le mot "raffut", l'interpelle dans la lettre, inédite, que nous publions ci-après.

(1) XV konferientsii VKP(b), Moscou 1927, pp. 529-530.

Est-ce donc du "raffut" ?

Le 17 mai 1927

CHÈRE Nadejda Konstantinovna. Je vous écris sur une petite machine pour ne pas vous obliger à déchiffrer mon écriture, qui ne s'est pas améliorée avec les années.

J'ai lu votre lettre. Bien qu'elle soit adressée personnellement à Grigori Zinoviev, l'affaire n'est absolument pas personnelle, c'est pourquoi je me permets de donner mon opinion.

Ce qui m'a le plus étonné est le mot "raffut" (1). Ce mot a été utilisé par Kossior lors du dernier plénum à propos de nos interventions sur l'écrasement des ouvriers chinois et de nos capitulations devant le menchevisme anglais. Qui a raison sur ces sujets : nous ou Staline ? Ou existe-t-il une troisième position ? Peut-on parler de "raffut" sans donner une réponse léniniste à cette question fondamentale ? Faire du "raffut" signifie se chamailler à propos de futilités ou absolument sans raison. L'écrasement des ouvriers chinois par notre "allié" Tchang Kai-chek, que nous nourrissions, habillions, chaussions, et à qui nous faisions de la publicité en ordonnant aux communistes chinois de se soumettre à lui — cet écrasement, est-ce une bagatelle, un rien, sur quoi il faut passer ? Et le fait que nous ayons déclaré, à la face du monde entier, que nous étions à l'unisson avec les mencheviks anglais entièrement corrompus (2) au plus fort du vil travail qu'ils ont effectué en relation avec le prolétariat anglais, la Chine et nous ? Qu'est-ce donc que tout cela : une plaisanterie, une bagatelle ? Et notre critique, est-ce du "raffut" ?

Des faits aussi symptomatiques et inquiétants que l'instruction électorale ou encore l'usage de la formule *"Enrichissez-vous"* devaient également éveiller nos soupçons. Mais il ne peut y avoir, à la lumière des derniers événements, ne serait-ce que le plus petit doute sur le fait que *Staline et Boukharine trahissent le bolchevisme dans sa substance même* (3), l'internationalisme révolutionnaire prolétarien. S'agissant pourtant de la question des relations avec la bourgeoisie "nationale" chinoise, toute l'histoire du bolchevisme depuis 1904, date à laquelle cette question est véritablement apparue pour la première fois, est effacée.

Nadejda Konstantinovna, vous ne dites pas un mot pour indiquer qui a raison, de nous ou de Staline, sur la question dont dépendent l'issue entière de la

(1) En russe : "bouza", terme qu'on peut traduire par "raffut", "chahut", mais d'un style plus familier qu'en français *(les notes sont du traducteur)*.

(2) Littéralement : "prostitués".

(3) Tous les mots en italiques sont soulignés dans le texte.

révolution chinoise et toute l'orientation du Comintern. Vous ne faites que répéter le mot "raffut" lancé par Kassior.

Vous dites que l'autocritique est une chose, et la critique de la partie adverse une autre. Mais vous êtes membre de la commission de contrôle centrale (CCC), pourquoi alors ne garantissez-vous pas à chaque membre du parti la possibilité de faire son autocritique ? En effet, nous demandons au Politburo et au présidium de la CCC de convoquer une réunion du plénum à huis clos, sans sténogrammes, pour discuter de la situation sur le fond. Bien sûr, nous nous sommes réunis là-bas pour défendre jusqu'à la dernière extrémité les principes fondamentaux du bolchevisme sur les questions de base de la révolution mondiale. Mais, comme chacun sait, notre demande a été rejetée. Pourquoi n'y a-t-il pas d'"autocritique" ? Je vous ai dit encore tout récemment qu'il n'y a pas d'autocritique, car nous avons *un régime politique malade, brutal et malhonnête* (4). Est-ce que le régime se serait amélioré au cours du dernier semestre ? Ou bien les questions exigeant aujourd'hui une autocritique seraient-elles de moindre importance, infimes ? S'agit-il de "raffut" ?

Nous, l'aile révolutionnaire du parti, subissons des défaites. Oui, indiscutablement. Mais nous essuyons des défaites du même genre que celles qu'a connues le bolchevisme entre 1907 et 1912. La défaite de la révolution allemande en 1923, les défaites en Bulgarie, en Estonie, l'échec de la grève générale en Angleterre et la défaite de la révolution chinoise en avril ont considérablement affaibli le communisme international. Ce processus s'exprime de deux manières : d'une part, le nombre de membres des Partis communistes et le nombre de voix qu'ils ont recueillies ont considérablement diminué ces dernières années ; d'autre part, les courants opportunistes se sont considérablement renforcés à l'intérieur des Partis communistes. Pouvons-nous nous couper de ce processus mondial ? Les très lourdes défaites de la révolution mondiale et la lenteur de notre essor frappent aussi notre prolétariat, cela va de soi. C'est ce que ne comprennent pas les cancres de la bureaucratie, qui croient que l'état d'esprit du prolétariat dépend des antisèches de l'agitprop, et non des processus sociaux et politiques mondiaux. L'affaiblissement des dispositions révolutionnaires internationalistes de notre prolétariat est un fait que renforcent le régime du parti et le faux travail d'éducation (*"le socialisme dans un seul pays"*, etc.). Est-il extraordinaire que, dans ces conditions, il faille que l'aile gauche, révolutionnaire et léniniste nage à contre-courant ? *On nous écrase avec d'autant plus d'acharnement que les faits confirment nos prévisions*. Cela se fait en toute légalité, et de manière inéluctable du point de vue authentiquement marxiste, dans une phase du cycle révolutionnaire marquée par un affaiblissement, certes temporaire, mais profond. Mais nous, et nous seuls, conservons l'héritage idéologique du marxisme révolutionnaire, nous avons appris et nous enseignons — sans Lénine — la mise en œuvre de la méthode d'analyse léniniste selon laquelle se réalisent même les signes précurseurs de ce qui se prépare. N'avons-nous pas averti le parti de l'écrasement inévitable du prolétariat désarmé par Tchang Kai-chek que nous avions armé ? N'avons-nous pas prédit il y a près d'un an la honteuse capitulation berlinoise face aux principes que Vladimir Ilitch a consacré presque toute sa vie à combattre ? Et avons-nous tort d'attirer l'attention sur le fait que *le cours erroné de la politique intérieure peut prendre des formes terribles pour nous en cas de guerre* ? Et ne devons-nous pas le clamer aujourd'hui avec une énergie centuplée, tant qu'il n'est pas encore trop tard ? Est-ce que c'est du "raffut" ? Est-il possible que ce soit du "raffut" ?

Maintenant, Staline a décidé de changer la "lutte jusqu'à épuisement" conduite contre l'opposition au cours du dernier semestre en une "lutte d'extermination". Pourquoi ? Parce que Staline s'est affaibli ; sa banqueroute sur la question chinoise et anglo-russe est manifeste, de même que les lourdes consé-

(4) En russe : "déloyal" (mot calqué sur le français).

quences de cette banqueroute sur notre position internationale. L'aile gauche exerce une pression croissante sur Staline : pourquoi s'est-il lancé dans la grève générale même en Chine ? Pourquoi exciter (5) Chamberlain et provoquer les dangers d'une intervention ? — Nous allons construire le socialisme dans un seul pays. Voilà *la tendance fondamentale, basique, radicale de la situation donnée, qui "triomphe" de nous actuellement*. C'est précisément pour la raison que Staline s'est infiniment affaibli — sous les coups d'une sourde critique de droite et de notre critique, à moitié cordiale, de gauche — qu'il est contraint de changer sa lutte jusqu'à épuisement en une lutte d'extermination. La question ne porte pas sur des bagatelles ni sur des ajustements mineurs, mais sur la ligne fondamentale du bolchevisme quant aux questions de base. Celui qui nous parle de "raffut" nous propose d'aller dans une direction, qui, dans ces conditions, va à contre-courant du bolchevisme.

Non, Nadejda Konstantinovna, nous ne suivrons pas cette voie. Nous allons nager à contre-courant, quand bien même vous répéterez à haute voix après Kossior le mot "raffut".

Et jamais nous n'avons ressenti aussi profondément qu'aujourd'hui, et sans possibilité d'erreur, nos liens avec toute la tradition bolchevique, en ces jours pénibles où nous et nous seuls préparons les lendemains du parti et du Comintern.

Je vous souhaite bonne santé de tout cœur.

---

(5) Au sens propre, exciter ou taquiner un chien.

Traduit du russe
par Patrick Robinson

Les débuts de l'Opposition de gauche internationale (1930)

Dès son arrivée en exil à Prinkipo, en Turquie, en février 1929, Trotsky s'attache à la fois :
— à écrire plusieurs ouvrages fondamentaux (*Ma Vie*, *La Révolution permanente*, *La Révolution défigurée*, puis l'*Histoire de la révolution russe*) ;
— à impulser la vie de l'Opposition de gauche internationale, avec comme premier instrument *Le Bulletin de l'Opposition* (en russe). Il n'est à peu près pas de jour où il ne dicte une, deux ou trois lettres ou un article destiné à une question politique de fond.
Nous publions ci-dessous quatre articles ou lettres rédigés au printemps 1930, et qui illustrent quatre questions auxquelles Trotsky accorde une importance particulière et la méthode avec laquelle il définit les mots d'ordre qu'il propose, en particulier celui de l'Assemblée constituante.
Ces positions s'insèrent dans la politique de front unique qu'il définit alors en Allemagne, où se joue le sort de la révolution européenne : ou la victoire du fascisme, ou l'union des communistes et des sociaux-démocrates pour y faire obstacle, et, ce faisant, ouvrir la voie à la révolution.
Les textes sur le front unique en Allemagne, publiés initialement dans le volume III des *Ecrits* par les éditions de la Quatrième Internationale, ont été republiés par les éditions Buchet-Chastel sous le titre *Comment vaincre le fascisme*, en 1973.
On peut trouver les textes publiés ci-après sur le site de www.marxists.org/archive/trotsky

Les travailleurs étrangers en France
(2 mai 1930)

CHER camarade Senine, merci beaucoup pour votre lettre si détaillée et si intéressante, qui me procure pour la première fois des clartés sur le mouvement ouvrier juif en Europe de l'Ouest. Je me réjouis fort du ton d'optimisme actif qui sort de votre missive, et qui reflète certainement l'esprit de votre organisation. D'ailleurs, le camarade Frankel m'a déjà informé avec beaucoup de sympathie de l'esprit combatif au sein des organisations d'opposition juives à Paris. C'est naturellement avec une grande joie que j'enverrai dans les prochains jours une lettre destinée à la *Klarkheit* juive. L'idée de vouloir transformer la *Klarkheit* en organe juif international est intéressante. Seulement, je ne vois pas comment cela se situerait par rapport aux mouvements nationaux de l'Opposition et aux organisations correspondantes. Plus *Klarkheit* deviendra internationale au sens technique et plus elle devra prendre un caractère théorique propagandiste, car, bien sûr, elle ne pourra pas intervenir dans les questions politiques spécifiques de chaque pays. Il ne s'agit pas là d'objections de ma part, mais de considérations informelles, car je suppose que, pour les travailleurs juifs en France comme dans les autres pays, il est indiscutable que le devoir suprême consiste à participer au mouvement ouvrier du pays où l'on vit, travaille et lutte. Les ouvriers juifs en France se considèrent-ils dans leur majorité comme définitivement installés dans ce pays ou bien aspirent-ils à le quitter le plus rapidement possible ? Cette dernière éventualité est peu probable. Alors, il est très important pour eux d'apprendre la langue française. Dans les conditions actuelles, c'est non seulement d'un grand intérêt pour chacun d'eux individuellement, mais cela correspond aussi à l'intérêt politique de la classe ouvrière française et internationale. 60 000 travailleurs pour la seule ville de Paris, c'est une force énorme. De façon générale, les travailleurs étrangers en France constitueront un facteur d'une importance immense dans le développement du pays, bien plus important encore que les Noirs en Amérique, avec lesquels ils partagent dans leur majorité leur situation de parias.

Conformément à toute la tradition du pays, les organisations purement françaises sont numériquement peu importantes et leur base est constituée d'une sorte d'aristocratie politique et syndicale de la classe ouvrière. L'immense majorité reste inorganisée et guère accessible à l'activité traditionnelle des organisations politiques et syndicales. C'est en France la question centrale. Il me semble que, précisément, le rôle joué aujourd'hui par les travailleurs étrangers dans la vie économique de la France est de nature à faire chanceler le fort conservatisme de ce pays. Les travailleurs étrangers, constituant dans leur grande majorité les couches inférieures du prolétariat

du pays, entrent en contact, en relation et en communauté d'intérêt avec les couches profondes de la classe ouvrière du pays, celles qui sont précisément les plus éloignées des organisations officielles. D'autre part, les travailleurs étrangers, justement du fait qu'ils sont des étrangers, des émigrés, sont intellectuellement plus mobiles et plus réceptifs aux idées révolutionnaires. De la sorte, le communisme possède, ou plutôt peut posséder, avec les ouvriers étrangers, un puissant instrument permettant de souder les couches les plus profondes de la classe ouvrière et leur degré de fécondation révolutionnaire.

Votre groupe doit, comme les autres, prendre conscience de cette grande mission historique. Bien sûr, pas dans un quelconque esprit de supériorité nationale ou messianique, c'est totalement exclu, mais dans l'esprit d'une grande tâche internationaliste. C'est ainsi que j'ai posé plus haut le problème du caractère de *Klarkheit*. Elle ne servira évidemment pas, comme c'était le cas auparavant avec les organes du "Bund" juif, à isoler les travailleurs juifs du mouvement ouvrier national du pays en question, mais, au contraire, elle devra les intégrer à la vie de cette classe ouvrière autochtone.

Pour *La Vérité*, également, la participation des groupes de langue étrangère — juifs, hongrois, italiens, espagnols... — est de la plus haute importance. Etant donné, comme je l'ai déjà dit, que le milieu des ouvriers organisés et ayant une activité politique est en France très restreint et conservateur, le travail de recrutement à un groupe nouvellement constitué n'en est que plus difficile dès l'abord. Si *La Vérité* ne surmonte pas cet obstacle dans les prochains mois, elle peut se voir contrainte de rester pour une période relativement longue sur le seul terrain du travail propagandiste. La participation des travailleurs juifs et des autres nationalités pourrait faciliter la création d'une base prolétarienne qui fait actuellement défaut à *La Vérité*. J'ai déjà proposé un numéro spécial de *La Vérité* s'adressant aux travailleurs étrangers et consacré à la question générale des travailleurs étrangers en France. Un tel numéro ne pourrait bien sûr voir le jour qu'avec la participation active des groupes étrangers. Pour l'Opposition, les travailleurs étrangers doivent être non seulement un terrain important, mais aussi un terrain extrêmement favorable. Le bureaucratisme des organisations officielles, qui, dans l'ensemble, a des effets dévastateurs, touche nécessairement de façon plus sensible les parties les plus faibles, c'est-à-dire naturellement les travailleurs étrangers. Et comme ceux-ci, par leur situation sociale inférieure, sont enclins à critiquer, je crois qu'il serait possible, au prix d'une action importante, réfléchie et vraiment dévouée, de faire de l'Opposition le point de cristallisation de la majorité des travailleurs étrangers.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir communiquer le contenu de cette lettre au camarade Bourget, à qui j'avais déjà eu plusieurs fois l'intention d'écrire à ce sujet. Cela m'évitera une lettre.

Mes meilleures salutations à tous les membres de votre groupe.

P. S. : Je vais utiliser une partie de votre lettre pour le *Biulleten* russe, j'espère que vous n'avez rien contre.

Problèmes de la révolution italienne (14 mai 1930)

CHERS camarades, vous me demandez mon opinion sur toute une série de problèmes graves. Mais avant d'essayer de répondre à quelques-uns d'entre eux, je formulerais une réserve très importante. Je n'ai jamais connu de près la vie politique italienne, car je n'ai passé en Italie que très peu de temps, je lis très mal l'italien et pendant le temps que j'ai passé dans l'Internationale communiste, je n'ai pas eu l'occasion de creuser plus profondément en étudiant les affaires italiennes.

Des réponses hypothétiques

Vous devez d'ailleurs le savoir parfaitement, car comment expliquer autrement le fait que vous ayez entrepris de faire un travail aussi détaillé pour me mettre au courant des questions qui se posent ? Il découle de ce qui précède que, dans de nombreux cas, mes réponses ne peuvent avoir qu'un caractère tout à fait hypothétique. En aucun cas je ne saurais considérer les réflexions qui suivent comme définitives. Il est tout à fait possible et même probable qu'en examinant telle ou telle question je perde de vue certaines circonstances concrètes très importantes de temps et de lieu. C'est pourquoi j'attendrai vos objections et des informations supplémentaires me corrigeant. Dans la mesure où notre méthode, comme je l'espère, est la même, c'est de cette façon que nous arriverons le mieux à la bonne solution.

Un "Etat combiné" ?

1. Vous me rappelez que j'ai autrefois critiqué le mot d'ordre d'*"Assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans"*, un mot d'ordre lancé auparavant par le Parti communiste italien. Vous me dites que ce mot d'ordre était tout à fait épisodique et qu'actuellement il a été abandonné.

Je voudrais néanmoins vous dire pourquoi je le considère comme faux ou tout au moins ambigu en tant que mot d'ordre politique.

L'*"Assemblée républicaine"* représente tout à fait évidemment une institution de l'Etat bourgeois. Que sont cependant les *"comités ouvriers et paysans"* ? Il est clair que ce sont des organismes équivalents aux soviets d'ouvriers et de paysans. Et voilà ce qu'il faudrait dire, car des organismes de classe des ouvriers et des paysans pauvres, que vous les appeliez soviets ou comités, constituent toujours des organisations de lutte contre l'Etat bourgeois, puis deviennent des organes d'insurrection pour se transformer finalement, après la victoire, en organes de la dictature prolétarienne. Comment, dans ces conditions, une Assemblée républicaine — organe suprême de l'Etat bourgeois — peut-elle avoir comme "base" des organes de l'Etat prolétarien ?

J'aimerais vous rappeler qu'en 1917, avant Octobre, Zinoviev et Kamenev, quand ils se sont prononcés contre l'insurrection, défendaient l'idée d'attendre la réunion de l'Assemblée constituante pour créer *"un Etat combiné"* par la fusion entre l'Assemblée constituante et

les soviets d'ouvriers et de paysans. En 1919, on a vu Hilferding proposer d'inscrire les soviets dans la Constitution de Weimar. Comme Zinoviev et Kamenev, Hilferding appelait cela *"Etat combiné"*. Type nouveau de petit-bourgeois, il cherchait, au moment même du tournant historique le plus abrupt, à "combiner" un troisième type d'Etat en mariant la dictature de la bourgeoisie et la dictature prolétarienne sous le signe de la Constitution.

Le mot d'ordre italien exposé plus haut me semble une variante de cette tendance petite-bourgeoise. A moins que je ne l'aie mal compris. Mais en ce cas, il a déjà l'incontestable défaut de prêter à de dangereux malentendus. J'en profite pour corriger ici une erreur réellement impardonnable commise en 1924 par les épigones : ils ont trouvé dans Lénine un passage disant qu'on pourra être conduits à marier l'Assemblée constituante et les soviets. On pourrait de même trouver dans mes écrits un passage qui dise la même chose. Mais de quoi s'agissait-il exactement ? Nous posions la question d'une insurrection qui ferait passer le pouvoir au prolétariat sous la forme des soviets. A la question de savoir ce que, dans ce cas, nous pourrions faire de l'Assemblée constituante, nous répondions : *"On verra ; peut-être la combinera-t-on avec les soviets."* Nous entendions par là le cas où l'Assemblée constituante, convoquée sous le régime soviétique, aurait une majorité soviétique. Comme ce n'était pas le cas, les soviets ont dispersé l'Assemblée constituante.

En d'autres termes, la question était posée de savoir s'il était possible de transformer l'Assemblée constituante et les soviets en organes d'une seule et même classe et pas du tout de "combiner" une Assemblée constituante bourgeoise avec les soviets prolétariens. Dans un cas (avec Lénine), il s'agissait de la formation d'un Etat prolétarien. Dans l'autre (avec Zinoviev, Kamenev, Hilferding), il s'agissait d'une combinaison constitutionnelle de deux Etats de classes ennemies avec l'intention d'éviter une insurrection prolétarienne qui aurait pris le pouvoir.

Une "révolution populaire" ?

2. La question que nous venons d'examiner (l'Assemblée républicaine) est intimement liée à une autre que vous analysez dans votre lettre, à savoir le caractère social que revêtira la révolution antifasciste. Vous niez la possibilité d'une révolution bourgeoise en Italie. Vous avez tout à fait raison. L'histoire ne peut pas tourner à rebours un grand nombre de pages équivalant chacune à la moitié d'une décennie. Le comité central du Parti communiste italien a déjà essayé une fois d'esquiver la question en assurant que la révolution ne serait ni bourgeoise ni prolétarienne, mais "populaire". C'est une simple répétition de ce que disaient les populistes russes au début de ce siècle quand on leur demandait le caractère que revêtirait la révolution contre le tsarisme. Et c'est encore la même raison que l'Internationale communiste donne aujourd'hui en ce qui concerne la Chine et l'Inde. C'est très simplement une variante pseudo-révolutionnaire de la théorie social-démocrate d'Otto Bauer et autres, selon laquelle l'Etat peut s'élever au-dessus des classes, c'est-à-dire n'être ni bourgeois ni prolétarien. C'est une théorie aussi pernicieuse pour le prolétariat que pour la révolution. En Chine, elle a fait du prolétariat la chair à canon de la contre-révolution bourgeoise.

Toute grande révolution se révèle **populaire** en ce sens qu'elle entraîne dans son sillage le peuple entier. La Grande Révolution française et la révolution d'Octobre ont été totalement populaires. Néanmoins, la première était bourgeoise, parce qu'elle a institué la propriété individuelle, alors que la seconde était prolétarienne, parce qu'elle a aboli la propriété individuelle. Seuls quelques révolutionnaires petits-bourgeois attardés sans espoir peuvent encore rêver d'une révolution qui ne serait ni bourgeoise ni prolétarienne, mais "populaire" (c'est-à-dire petite-bourgeoise).

Maintenant, dans la période impérialiste, la petite-bourgeoisie est incapable

non seulement de diriger une révolution, mais même d'y jouer un rôle indépendant. C'est ainsi que la formule *"dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie"* ne constitue qu'un écran pour une conception petite-bourgeoise d'une révolution **de transition** et d'un Etat de transition, c'est-à-dire d'une révolution et d'un Etat qui ne peuvent prendre place ni en Italie ni même dans l'Inde arriérée. Un révolutionnaire qui n'a pas pris une position claire, catégorique, sur la question de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie est voué à tomber d'erreur en erreur. Quant au problème de la révolution antifasciste, la question italienne, plus que toute autre, est intimement liée aux problèmes fondamentaux du communisme mondial, c'est-à-dire de ce qu'on appelle la théorie de la révolution permanente.

Une période de transition de quoi à quoi ?

3. A la suite de ce qui vient d'être dit se pose la question de la période "de transition" en Italie. Il faut d'abord l'établir très clairement : transition de quoi à quoi ? Une période de transition de la révolution bourgeoise (ou "populaire") à la révolution prolétarienne, c'est une chose. Une période de transition de la dictature fasciste à la dictature prolétarienne, c'est autre chose. Si l'on étudie la première conception, la question de la révolution bourgeoise est posée en premier et il s'agit de déterminer le rôle qu'y joue le prolétariat. Ce n'est qu'ensuite qu'on posera la question de la période de transition vers une révolution prolétarienne. Si l'on étudie la deuxième conception, la question est alors posée d'une série de batailles, de troubles, de changements de situations, de tournants constituant dans leur intégralité les différentes étapes de la révolution prolétarienne. Ces étapes peuvent être nombreuses. Mais en aucun cas elles ne comportent une révolution bourgeoise ou son mystérieux hybride, la révolution "populaire".

Cela signifie-t-il que l'Italie ne peut pas, pour un certain temps, redevenir un Etat parlementaire ou devenir une *"république démocratique"* ? Je considère, en parfait accord avec vous, je pense, qu'une telle éventualité n'est pas exclue. Mais alors, ce ne serait pas le fruit d'une révolution bourgeoise, mais l'avortement d'une révolution prolétarienne insuffisamment mûre et prématurée. Dans l'éventualité d'une profonde crise révolutionnaire et de batailles de masses au cours desquelles le prolétariat n'aurait pas été en position de prendre le pouvoir, il est possible que la bourgeoisie restaure son règne sur des bases "démocratiques". Peut-on dire, par exemple, que l'actuelle république allemande est une conquête de la révolution bourgeoise ? Une telle affirmation serait absurde. Ce qui s'est produit en Allemagne en 1918-1919, c'était une révolution prolétarienne qui a été trompée, trahie et écrasée faute de direction. Mais la contre-révolution bourgeoise a cependant été obligée de s'adapter aux circonstances résultant de l'écrasement de la révolution prolétarienne et de prendre la forme d'une république parlementaire "démocratique". La même éventualité — ou presque la même — est-elle exclue pour l'Italie ? Non, elle ne l'est pas. L'intronisation du fascisme a résulté du fait que la révolution prolétarienne de 1920 n'a pas été menée jusqu là sa réalisation. Seule une nouvelle révolution prolétarienne peut renverser le fascisme. S'il n'était pas cette fois non plus voué à la victoire (du fait de la faiblesse du Parti communiste, des manœuvres et des trahisons des social-démocrates, des francs-maçons, des catholiques), l'Etat "de transition" que la contre-révolution bourgeoise serait alors obligée de dresser sur les ruines de la forme fasciste de sa domination ne pourrait être qu'un Etat parlementaire et démocratique.

Quel est l'objectif à long terme de la Concentration antifasciste ? Prévoyant la chute de l'Etat fasciste sous les coups d'un soulèvement du prolétariat et de toutes les masses opprimées en général, la Concentration se prépare à arrêter ce

mouvement, à le paralyser, à le faire échouer, afin de faire **passer la victoire de la contre-révolution rénovée pour une prétendue victoire d'une révolution démocratique bourgeoise.** Si l'on perd de vue un instant cette dialectique des forces sociales vivantes, on court le risque de s'empêtrer de façon inextricable et de quitter la toute. Je crois qu'il ne peut pas y avoir entre nous le moindre malentendu sur ce point.

L'alternative fascisme ou communisme

4. Mais cela veut-il dire que nous, communistes, nous rejetons d'avance tous les mots d'ordre démocratiques, tous les mots d'ordre transitoires ou préparatoires, nous bornant strictement à la dictature prolétarienne ? Ce serait faire preuve d'un sectarisme doctrinaire stérile. Nous ne croyons pas un instant qu'un unique bond révolutionnaire suffise à franchir ce qui sépare le régime fasciste de la **dictature prolétarienne.** Nous ne nions en aucune façon qu'il y aura une période de transition avec ses revendications de transition, y compris des revendications démocratiques. Mais c'est précisément à l'aide de ces mots d'ordre de transition, qui sont toujours le point de départ sur la route vers la dictature prolétarienne, que l'avant-garde communiste aura à gagner l'ensemble de la classe ouvrière et que cette dernière devra unir autour d'elle toutes les masses opprimées de la nation. Et je n'exclus même pas la possibilité d'une Assemblée constituante qui, dans certaines circonstances, pourrait être imposée par le cours des événements ou, plus précisément, par le processus de réveil révolutionnaire des masses opprimées. Bien sûr, à une large échelle historique, c'est-à-dire de la perspective de nombreuses années, le destin de l'Italie est incontestablement réduit à l'alternative **fascisme ou communisme.** Mais prétendre que cette alternative a déjà pénétré la conscience des masses opprimées de la nation, c'est s'engager dans un vœu pieux et considérer comme résolue la tâche colossale qui se dresse encore devant le faible Parti communiste. Si la crise révolutionnaire devait exploser par exemple au cours des prochains mois (sous l'influence, d'un côté, de la crise économique, et, de l'autre, de l'influence révolutionnaire de l'Espagne), les masses des travailleurs, ouvriers comme paysans, devraient certainement faire suivre leurs revendications économiques de mots d'ordre démocratiques (comme la liberté de réunion, de presse, d'organisation syndicale, la représentation démocratique au Parlement et dans les municipalités). Cela veut-il dire que le Parti communiste devrait rejeter ces revendications ? Au contraire. Il devrait leur donner le caractère le plus audacieux et le plus résolu possible. Car la dictature prolétarienne ne peut pas être **imposée** aux masses populaires Elle ne peut être réalisée qu'à travers une bataille — une bataille véritable — pour toutes les revendications démocratiques, les exigences et les besoins des masses, et à la tête des masses.

Il faut rappeler ici que le bolchevisme n'est nullement arrivé au pouvoir sous le mot d'ordre abstrait de la dictature du prolétariat. Nous nous sommes battus beaucoup plus courageusement que tous les autres partis pour l'Assemblée constituante. Nous disions aux paysans : *"Vous revendiquez la distribution égalitaire des terres ? Notre programme va plus loin. Mais personne d'autre que nous ne vous aidera à atteindre le droit à l'utilisation égale de la terre. Pour cela, vous devez aider les ouvriers."* En ce qui concernait la guerre, nous disions aux masses populaires : *"Notre tâche communiste est de faire la guerre à tous les oppresseurs. Mais vous n'êtes pas prêts à aller aussi loin. Vous essayez de vous échapper de la guerre impérialiste. Personne d'autre que les bolcheviks ne peut vous aider à le réaliser."* Je ne traite pas la question de savoir ce que devraient être exactement les mots d'ordre centraux de la période de transition en Italie, maintenant précisément, en 1930. Pour les ébaucher, pour effectuer à temps les modifications justes, il faut connaître bien mieux la vie interne de l'Italie et être en contact bien plus étroit

avec ses masses laborieuses qu'il ne m'est possible de l'être. Car en plus d'une méthode juste, il faut aussi savoir écouter les masses. Je veux simplement indiquer la place des revendications transitoires dans la lutte du communisme contre le fascisme et, en général, contre la société bourgeoise.

Un exemple de charlatanisme

5. Cependant, tout en avançant tel ou tel mot d'ordre démocratique, il nous faut mener une lutte sans concessions contre toutes les formes de charlatanisme démocratique. La *"république démocratique des ouvriers"*, mot d'ordre de la social-démocratie italienne, est un exemple de ce médiocre charlatanisme. Une république des ouvriers ne peut être qu'un Etat de classe prolétarien. La république démocratique n'est qu'une forme masquée de l'Etat bourgeois. La combinaison des deux n'est qu'une illusion petite-bourgeoise de la base (ouvriers et paysans) social-démocrate et un impudent mensonge des dirigeants sociaux-démocrates (tous les Turati, Modigliani et consorts). Permettez-moi encore de remarquer au passage que j'étais et que je reste opposé au mot d'ordre de *"l'Assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans"* précisément parce que cette formule est proche du mot d'ordre social-démocrate de *"République démocratique des ouvriers"*, et, par conséquent, peut rendre extrêmement difficile la lutte contre la social-démocratie.

Fascisme et social-démocratie

6. L'assertion de la direction officielle selon laquelle la social-démocratie n'existe plus politiquement en Italie n'est qu'une théorie consolante de bureaucrates optimistes qui veulent des solutions toutes prêtes aux grandes tâches qui sont devant eux. **Le fascisme n'a pas liquidé la social-démocratie, mais, au contraire, il l'a préservée.** Aux yeux des masses, la social-démocratie ne porte pas la responsabilité pour ce régime dont elle est en partie victime. Cela lui vaut des sympathies nouvelles et renforce les anciennes. Et un moment viendra où la social-démocratie frappera de la monnaie politique avec le sang de Matteotti exactement comme l'ancienne Rome l'a fait avec le sang du Christ. Il n'est donc pas exclu que, dans la période initiale de la crise révolutionnaire, la direction puisse être concentrée essentiellement entre les mains de la social-démocratie. Si des masses en grand nombre sont immédiatement entraînées dans le mouvement, si le Parti communiste fait une politique correcte, il peut se faire qu'en peu de temps la social-démocratie soit réduite à zéro. Mais ce serait une tâche à accomplir, pas encore une tâche accomplie. Il est impossible de sauter par-dessus ce problème : il faut le résoudre.

Laissez-moi vous rappeler ici que Zinoviev, et plus tard les Manouilsky et les Kuusinen ont annoncé à deux ou trois reprises que la social-démocratie allemande aussi n'existait pratiquement plus. En 1925, le Comintern, dans sa déclaration au parti français écrite de la main légère de Lozovsky, décrétait que le Parti socialiste avait définitivement quitté la scène. L'Opposition de gauche s'est toujours énergiquement prononcée contre ce jugement frivole. Seuls de parfaits idiots ou des traîtres souhaiteraient instiller à l'avant-garde prolétarienne en Italie l'idée que la social-démocratie italienne ne peut plus jouer le rôle qu'a joué la social-démocratie allemande dans la révolution de 1918.

On peut objecter que la social-démocratie ne peut pas parvenir de nouveau à trahir le prolétariat italien comme elle l'a fait en 1920. C'est s'illusionner et se tromper soi-même ! Le prolétariat a été trop souvent trompé au cours de son histoire, d'abord par le libéralisme, puis par la social-démocratie.

Qui plus est, nous ne devons pas oublier qu'il s'est écoulé dix années entières depuis 1920 et depuis l'avènement

du fascisme, il y a huit ans. Les enfants qui avaient dix et douze ans en 1920-1922 et qui ont été témoins des activités du fascisme font aujourd'hui partie de la nouvelle génération d'ouvriers et de paysans qui combattront héroïquement contre le fascisme, mais qui manquent d'expérience politique. Les communistes n'entreront en contact avec le mouvement authentique des masses que pendant la révolution elle-même, et, dans les conditions les plus favorables, il faudra des mois avant qu'ils puissent dénoncer et démolir la social-démocratie, que le fascisme, je le répète, n'a pas liquidée, mais qu'il a au contraire préservée.

Pour conclure, quelques mots sur une importante question de fait sur laquelle il ne peut dans notre milieu y avoir deux opinions différentes. Les oppositionnels de gauche devraient-ils ou peuvent-ils démissionner délibérément du parti ? Il ne peut y avoir de problème à ce sujet. Sauf pour de rares exceptions, et c'était des erreurs, aucun d'entre nous n'a jamais fait cela. Mais je n'ai pas une idée claire de ce qu'on exige d'un camarade italien pour tenir tel ou tel poste à l'intérieur du parti dans les circonstances présentes. Je ne peux rien dire de concret là-dessus, sauf qu'aucun de nous ne peut permettre à un camarade de s'accommoder d'une position politique fausse ou équivoque devant le parti ou devant les masses pour éviter d'être exclu.

N. B. : Les sous-titres sont de la rédaction.

Les tâches des communistes en Espagne

Lettre à *Contra la Corriente* [1] (25 mai 1930)

JE salue la parution du premier numéro de votre journal. L'Opposition communiste d'Espagne entre dans l'arène à un moment aussi propice que décisif. La crise que traverse l'Espagne se développe actuellement avec une régularité remarquable, qui laisse à l'avant-garde prolétarienne quelque temps pour se préparer. Mais il est douteux que ce temps soit bien long.

La dictature de Primo de Rivera est tombée toute seule sans révolution. En d'autres termes, cette première étape est le résultat des maladies de la vieille société et non des forces révolutionnaires d'une société nouvelle. Ce n'est pas par hasard. Le régime de la dictature, qui ne se justifiait plus, aux yeux des classes bourgeoises, par la nécessité d'écraser immédiatement les masses prolétariennes, représentait en même temps un obstacle aux yeux de bourgeoisie dans les domaines économique, financier, politique et culturel. Mais la bourgeoisie a évité la lutte jusqu'au bout : elle a laissé la dictature pourrir et tomber comme un fruit gâté.

La bourgeoisie et la dictature

Après quoi, les classes différentes, en la personne de leurs groupements politiques, se sont vues forcées quand même de prendre une position nette face aux masses populaires. Et nous observons alors ce phénomène paradoxal : les mêmes partis bourgeois, qui, en raison de leur conservatisme, avaient renoncé à toute lutte quelque peu sérieuse contre la dictature militaire, rejettent aujourd'hui la responsabilité de cette dictature sur la monarchie et se déclarent républicains. On devrait croire que la dictature s'est tout le temps trouvée suspendue par un fil au balcon du palais royal, qu'elle ne s'appuyait pas sur le soutien, mi-actif, mi-passif, des couches les plus solides de la bourgeoisie, lesquelles paralysaient de toutes leurs forces l'activité de la petite bourgeoisie et opprimaient les travailleurs des villes et des campagnes...

Or que voyons-nous ? Alors que non seulement les travailleurs, les paysans, le petit peuple des villes, mais les jeunes intellectuels et presque toute la grande bourgeoisie sont républicains ou se déclarent tels, la monarchie continue d'exister et d'agir. Si Primo ne tenait que grâce au soutien de la monarchie, quel est donc le soutien de la monarchie elle-même, dans un pays si "républicain" ? A première vue, cela apparaît comme une énigme insoluble. Mais la solution n'est pas si compliquée : la même bourgeoisie qui prétendait "subir" Primo de Rivera le soutenait en fait, comme elle soutient actuellement la monarchie par les seuls

Notes de la rédaction :

(1) *La Vérité* (30 mai 1930) annonce la parution à partir du 1er juin du bimensuel *Contra la Corriente*, publié à Valence. Le 13 juin, elle publie la lettre de Trotsky à ce dernier, mais révèle le 20 que le journal n'a pas été autorisé et n'a pu paraître.

moyens qui lui restent, c'est-à-dire en se déclarant républicaine et en s'adaptant ainsi à la psychologie de la petite bourgeoisie, pour la tromper et la paralyser de son mieux.

A qui l'observe du dehors, cette scène, malgré son caractère profondément dramatique, n'est pas dépourvue d'un certain aspect comique. La monarchie est installée sur le dos de la bourgeoisie républicaine, laquelle n'est nullement pressée de se débarrasser de sa charge. Se faufilant avec son précieux fardeau parmi les masses populaires en effervescence, elle s'écrie d'une voix de bateleur en réponse aux protestations, réclamations et imprécations : *"Voyez cette créature sur mon dos, c'est mon pire ennemi ! Je vais vous énumérer ses crimes : regardez-le bien !"*, etc.

Et quand la foule, amusée par leur accouplement, se met à rire, la bourgeoisie en profite pour porter sa charge un peu plus loin. Si cela représente une lutte contre la monarchie, qu'est-ce que ce serait donc qu'une lutte *en faveur* de la monarchie ?

Les manifestations d'étudiants ne sont qu'une tentative de la jeune génération de la bourgeoisie, surtout de la petite bourgeoisie, pour trouver une solution à la situation d'équilibre instable dans lequel s'est trouvé le pays après qu'il eut été prétendument libéré de la dictature de Primo de Rivera, dont on a intégralement conservé l'héritage, dans ses éléments essentiels. Lorsque la bourgeoisie refuse consciemment et obstinément de résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise, et que le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent le devant de la scène.

Au cours de la première révolution russe, nous avons maintes fois observé ce phénomène. Il a toujours eu pour nous une grande signification : cette activité révolutionnaire ou semi-révolutionnaire implique que la société bourgeoise traverse une crise profonde.

La jeunesse petite-bourgeoise, sentant qu'une force explosive s'accumule au sein des masses, cherche à sa manière à trouver une issue à cette impasse en faisant progresser la situation politique.

La bourgeoisie considère le mouvement des étudiants moitié avec méfiance, moitié avec approbation : que la jeunesse assène quelques bourrades à la bureaucratie monarchique, ce n'est pas mauvais, pourvu que les "enfants" n'aillent pas trop loin et qu'ils n'entraînent pas dans leur élan les masses laborieuses.

En épaulant le mouvement estudiantin, les ouvriers espagnols ont donc fait montre d'un sûr instinct révolutionnaire. Mais ils doivent bien sûr mener leur action sous leur propre drapeau et sous la direction de leur propre organisation prolétarienne. C'est le communisme espagnol qui doit l'assurer et il lui faut pour cela une ligne politique juste. La parution de votre journal, comme je le disais plus haut, coïncide donc avec un moment extraordinairement important et critique de la crise, précisément avec le moment où elle est en train de se transformer en révolution.

Le mouvement de grève des ouvriers, la lutte contre la "rationalisation" et le chômage acquièrent une résonance toute différente, incomparablement plus profonde, au sein d'un mécontentement général des masses petites-bourgeoises et d'une crise aiguë de tout le système. Cette lutte ouvrière doit restée étroitement liée à toutes les questions qui procèdent de la crise nationale. Cette participation des ouvriers aux manifestations des étudiants est le premier pas, même s'il est encore insuffisant et mal assuré, sur le chemin de la lutte de l'avant-garde prolétarienne pour l'hégémonie révolutionnaire.

Les mots d'ordre démocratiques

Ce chemin suppose, de la part des communistes, une lutte résolue, audacieuse et énergique *en faveur des mots d'ordre démocratiques*. Ne pas le comprendre serait commettre la plus grande des fautes sectaires. A l'étape actuelle de la révolution, dans le domaine des mots

d'ordre *politiques,* le prolétariat se distingue de tous les autres groupements "gauchistes" de la petite bourgeoisie, non parce qu'il combat la démocratie, comme le font les anarchistes et les syndicalistes, mais parce qu'il lutte résolument et ouvertement en faveur de ce mot d'ordre, tout en dénonçant sans relâche les hésitations de la petite bourgeoisie.

En proclamant les mots d'ordre démocratiques, le prolétariat ne veut pas dire par là que l'Espagne doit passer par une révolution bourgeoise. Seuls pourraient poser la question dans ces termes de froids pédants nourris de formules toutes faites. L'Espagne a déjà dépassé le stade de la révolution bourgeoise.

Si la crise révolutionnaire se transforme en révolution, elle débordera fatalement des limites bourgeoises et, en cas de victoire, elle devra donner le pouvoir au prolétariat, mais le prolétariat ne peut diriger la révolution au stade actuel, c'est-à-dire rassembler autour de lui les plus larges masses de travailleurs et d'opprimés, et devenir leur guide, qu'à condition de développer, en même temps que ses revendications de classe, et en rapport avec elles, toutes les revendications démocratiques, intégralement et jusqu'au bout.

Cela aura d'abord une importance décisive en ce qui concerne la paysannerie. Celle-ci ne saurait accorder au prolétariat sa confiance a priori sans la garantie du mot d'ordre de dictature du prolétariat. A un certain stade, la paysannerie, classe nombreuse et opprimée, voit forcément dans le mot d'ordre de démocratie la possibilité de donner aux opprimés la prépondérance sur les oppresseurs. La paysannerie liera le mot d'ordre de la démocratie politique à la répartition radicale des terres. Le prolétariat assume ouvertement le soutien de ces deux revendications. Au moment opportun, les communistes expliqueront à l'avant-garde prolétarienne par quelle voie elles peuvent être réalisées, semant ainsi les graines du système soviétique à venir.

Même dans les questions nationales, le prolétariat défend jusqu'au bout le mot d'ordre de la démocratie, déclarant qu'il est prêt à appuyer par la voie révolutionnaire le droit des différents groupements nationaux à la libre disposition d'eux-mêmes, autonomie comprise.

La question nationale

L'avant-garde prolétarienne fait-elle sien le mot d'ordre de la partition de la Catalogne ? S'il est l'expression de la majorité de la population, oui. Mais comment cette volonté peut-elle s'exprimer ? Par un plébiscite libre, ou par une assemblée de représentants de la Catalogne, ou par la voix des principaux partis que suivent les masses, ou enfin par un soulèvement national de la Catalogne. Cela nous démontre de nouveau, notons-le en passant, quelle erreur réactionnaire ce serait de la part du prolétariat que de renoncer aux mots d'ordre démocratiques. Jusqu'au moment où la volonté de la minorité nationale ne s'est pas exprimée, le prolétariat ne fera pas sien le mot d'ordre de partition, mais il garantit d'avance, ouvertement, son appui intégral et sincère à ce mot d'ordre dans la mesure où il exprimerait la volonté avérée de la Catalogne.

Il est évident que les ouvriers catalans auront leur mot à dire sur cette question. S'ils arrivaient à la conclusion qu'il serait inopportun de disperser leurs forces, dans les conditions de la crise actuelle qui ouvre au prolétariat espagnol les voies les plus larges et les plus prometteuses, les ouvriers catalans devraient mener une propagande en faveur du maintien de la Catalogne, sur des bases à déterminer, au sein de l'Espagne ; quant à moi, je pense que le sens politique suggère une telle solution. Elle serait provisoirement acceptable, même pour les séparatistes les plus acharnés, puisqu'il est clair qu'en cas de victoire de la révolution, il serait infiniment plus facile qu'aujourd'hui de parvenir à l'autodétermination de la Catalogne, ainsi d'ailleurs que des autres régions.

En appuyant tout mouvement réellement démocratique et révolutionnaire des masses populaires, l'avant-garde communiste mène une lutte sans compromis contre la bourgeoisie prétendu-

ment républicaine, démasquant sa perfidie, son double jeu et son caractère réactionnaire, et résistant à ses efforts pour soumettre à son influence les classes laborieuses.

Quelles que soient les conditions extérieures, les communistes ne renoncent jamais à leur liberté de mouvement. Pendant une révolution, ne l'oublions pas, de telles tentations ne manquent pas : l'histoire tragique de la révolution chinoise en est une preuve accablante. Mais, tout en sauvegardant la pleine indépendance de leur organisation et de leur propagande, les communistes appliquent sans réserve la politique de front unique, à quoi la révolution ouvre un large champ.

Le rôle de l'Opposition de gauche

L'Opposition de gauche engagera l'application de la politique de front unique avec le Parti communiste officiel. Il ne faut pas permettre aux bureaucrates de créer cette impression que l'Opposition de gauche voit d'un mauvais œil les ouvriers qui suivent le Parti communiste officiel. Au contraire, l'Opposition est prête à prendre part à toute action révolutionnaire du prolétariat et à lutter à ses côtés. Si les bureaucrates refusent de mener l'action avec l'Opposition, la responsabilité doit, aux yeux de la classe ouvrière, en retomber sur eux.

Le développement de la crise espagnole implique le réveil révolutionnaire de millions d'hommes parmi les masses laborieuses. Rien ne permet de penser qu'ils s'enrôleront d'emblée sous le drapeau du communisme. Il est très probable, au contraire, qu'ils renforceront d'abord le parti du radicalisme petit-bourgeois, c'est-à-dire en premier lieu le Parti socialiste, surtout son aile gauche, dans l'esprit, par exemple, des Indépendants allemands au cours de la révolution de 1918-1919.

C'est dans cette tendance que la radicalisation effective et profonde des masses trouvera son expression, et nullement dans une croissance du "social-fascisme" (2).

Le fascisme ne pourrait de nouveau triompher — et, cette fois, sous une forme plus "sociale" que "militaire", c'est-à-dire par exemple à la manière de Mussolini — qu'à la suite de la défaite de la révolution et de la déception des masses trompées qui avaient cru en elle. Néanmoins, si l'on tient compte du développement régulier des événements actuels, une défaite ne pourrait se produire qu'à la suite d'erreurs extraordinaires de la direction communiste.

Il faut discréditer politiquement la social-démocratie aux yeux des masses, mais ce n'est pas par des injures qu'on y parviendra.

Les masses n'ont foi qu'en leur propre expérience collective. Il faut leur donner la possibilité, pendant la période préparatoire de la révolution, de comparer dans les faits la politique du communisme avec celle de la social-démocratie. Je sens bien à quel point toutes ces considérations restent peu concrètes.

Il est très probable, et même, vraisemblable, que j'ai omis une série d'éléments d'une extrême importance. Vous le verrez vous-mêmes.

Armés de la théorie de Marx et de la méthode révolutionnaire de Lénine, vous trouverez vous-mêmes votre chemin. Vous saurez saisir les pensées et les sentiments de la classe ouvrière et leur donner une expression politique claire.

Le but de ces lignes est seulement de rappeler dans leurs traits généraux les principes de stratégie révolutionnaire qu'a vérifiés l'expérience de trois révolutions russes.

(2) Le Kremlin, l'Internationale communiste et les PC appellent "social-fascisme", à cette époque, la social-démocratie, présentée selon le mot de Staline comme le *"frère jumeau"* du fascisme.

Le mot d'ordre d'Assemblée nationale en Chine (2 avril 1930)

IL me semble que nos amis chinois traitent de la question des mots d'ordre politiques démocratiques de façon trop métaphysique, voire scolastique.

L'embrouillamini commence avec le nom : Assemblée constituante ou Assemblée nationale. En Russie, jusqu'à la révolution, nous avons utilisé le mot d'ordre d'Assemblée constituante parce qu'il souligne le plus clairement une rupture avec le passé. Mais vous écrivez qu'il est difficile de formuler ce mot d'ordre en chinois. S'il en est ainsi, on peut adopter le mot d'ordre d'Assemblée nationale. Dans la conscience des masses, le contenu du mot d'ordre va dépendre d'abord du sens que l'agitation révolutionnaire lui donnera, et, deuxièmement, des événements. Vous demandez : *"Est-il possible de faire de l'agitation pour une Assemblée constituante tout en niant qu'elle puisse exister ?"* Mais pourquoi devrions-nous décider d'avance qu'elle ne le peut pas ? Bien entendu, les masses ne soutiendront le mot d'ordre que si elles le considèrent comme réalisable. Qui instituera une Assemblée constituante et comment fonctionnera-t-elle ? On ne peut que faire des suppositions. Au cas où le régime militaire-Guomindang s'affaiblit et où le mécontentement grandit parmi les masses, surtout dans les villes, il est possible qu'une tentative soit faite par le Guomindang avec un *"tiers parti"* pour convoquer quelque chose du genre Assemblée nationale. Ils vont évidemment réduire autant qu'ils le pourront les droits des classes et couches les plus opprimées. Devrons-nous, nous, communistes, entrer dans une Assemblée nationale aussi restreinte et manipulée ? Si nous étions assez forts pour la remplacer c'est-à-dire pour prendre le pouvoir, nous y entrerions certainement. Une telle étape ne nous affaiblirait pas du tout. Au contraire, elle nous aiderait à rassembler et développer les forces de l'avant-garde prolétarienne. A l'intérieur de cette Assemblée contrefaite et surtout de l'extérieur, nous mènerions une agitation pour une Assemblée nouvelle plus démocratique. S'il y avait un mouvement révolutionnaire de masses, nous construirions en même temps des soviets. Il est très possible qu'en ce cas les partis petit-bourgeois convoquent alors une Assemblée nationale relativement plus démocratique, comme barrage aux soviets. Participerions-nous à cette sorte d'Assemblée ? Oui, bien entendu. Encore une fois, si nous n'étions pas assez forts pour la remplacer par une forme supérieure de gouvernement, c'est-à-dire les soviets. Mais une telle possibilité ne se révèle qu'au sommet d'une montée révolutionnaire. Actuellement, nous en sommes loin.

Même s'il y avait des soviets en Chine — ce qui n'est pas le cas — cela ne constituerait pas une raison pour abandonner le mot d'ordre d'Assemblée nationale. La majorité des soviets pourrait être — et au début serait certainement — aux mains des partis et organisations conciliatrices et centristes. Nous aurions intérêt à les dénoncer dans le forum ouvert de l'Assemblée nationale. De cette façon, nous gagnerions la majorité plus vite et plus sûrement. Quand nous aurions réussi à avoir la majorité, nous opposerions le programme des soviets à celui de l'Assemblée nationale, nous gagnerions la majorité du pays autour du drapeau des soviets et nous serions ainsi

capables, en fait et non sur le papier, de remplacer l'Assemblée nationale, cette institution parlementaire démocratique, par les soviets, l'organe de la dictature révolutionnaire de classe.

En Russie, l'Assemblée constituante n'a duré qu'une seule journée. Pourquoi ? Parce qu'elle est apparue trop tard ; le pouvoir soviétique existait déjà et entrait en conflit avec elle. Dans ce conflit, l'Assemblée constituante représentait l'hier de la révolution. Mais supposons que le gouvernement provisoire ait été assez décidé pour convoquer l'Assemblée constituante en mars ou avril. Etait-ce possible ? Bien entendu. Les cadets utilisaient tous les trucs légaux pour faire traîner la convocation de l'Assemblée nationale dans l'espoir que la vague révolutionnaire allait refluer. Mencheviks et social-révolutionnaires calquaient leur conduite sur les cadets. Si les mencheviks et les social-révolutionnaires avaient eu une ligne un peu plus révolutionnaire, ils auraient pu convoquer l'Assemblée constituante en quelques semaines. Les bolcheviks auraient-ils participé aux élections et à l'Assemblée même ? Sans aucun doute, car c'était nous qui revendiquions sans cesse la convocation la plus rapide de l'Assemblée constituante. Le cours de la révolution aurait-il été changé au détriment du prolétariat par une convocation précoce de l'Assemblée ? Pas du tout. Vous vous souvenez peut-être que les représentants des classes possédantes russes, et, les imitant, les conciliateurs également, étaient pour reporter toutes les questions importantes de la révolution *"jusqu'à l'Assemblée constituante"* tout en retardant sa convocation. Cela donnait aux propriétaires terriens et aux capitalistes une chance de dissimuler dans une certaine mesure leurs intérêts de propriétaires dans la question agraire, celle de l'industrie, etc. Si l'Assemblée constituante avait été convoquée, disons en avril 1917, elle aurait été confrontée à toutes les questions sociales. Les classes possédantes auraient été obligées d'abattre leurs cartes ; le rôle traître des conciliateurs serait apparu clairement. La fraction bolchevique à l'Assemblée constituante aurait gagné la plus grande popularité, ce qui aurait contribué à élire une majorité bolchevique aux soviets. Dans ces circonstances, l'Assemblée constituante n'aurait pas duré une seule journée, mais peut-être plusieurs mois. Cela aurait enrichi l'expérience politique des masses laborieuses, et, loin de retarder la révolution prolétarienne, l'aurait accélérée. Ce qui aurait été en soi d'une grande signification. Si la seconde révolution s'était produite en juillet ou août au lieu d'octobre, l'armée au front aurait été moins épuisée et affaiblie, et la paix avec les Hohenzollern aurait pu nous être plus favorable. Même si l'on suppose que la révolution prolétarienne ne serait pas venue un seul jour plus tôt à cause de l'Assemblée constituante, l'école du parlementarisme révolutionnaire aurait laissé son empreinte sur le niveau politique des masses, facilitant beaucoup nos tâches au lendemain d'Octobre.

Ce type de variante est-il possible en Chine ? Il n'est pas exclu. S'imaginer et s'attendre à ce que le Parti communiste chinois puisse bondir vers le pouvoir à partir des conditions actuelles du règne des cliques bourgeoises-militaires débridées, de l'oppression et du démembrement de la classe ouvrière et du reflux extraordinaire du mouvement paysan, c'est croire aux miracles. En pratique, cela conduit à l'activité aventuriste de guérilla que le Comintern soutient en cachette. Nous devons condamner cette politique et mettre en garde contre elle les ouvriers révolutionnaires.

La mobilisation politique du prolétariat en direction des masses paysannes est la première tâche qui doit être résolue dans les circonstances présentes — celles de la contre-révolution militaire bourgeoise. La puissance des masses opprimées est dans leur nombre. Quand elles s'éveilleront, elles s'efforceront de traduire politiquement la puissance de leurs rangs par le suffrage universel. La poignée des communistes sait déjà que le suffrage universel est un instrument de la domination bourgeoise et que cette domination ne peut être liquidée que par la dictature prolétarienne. On peut d'avance éduquer l'avant-garde prolétarienne dans cet esprit. Mais les millions

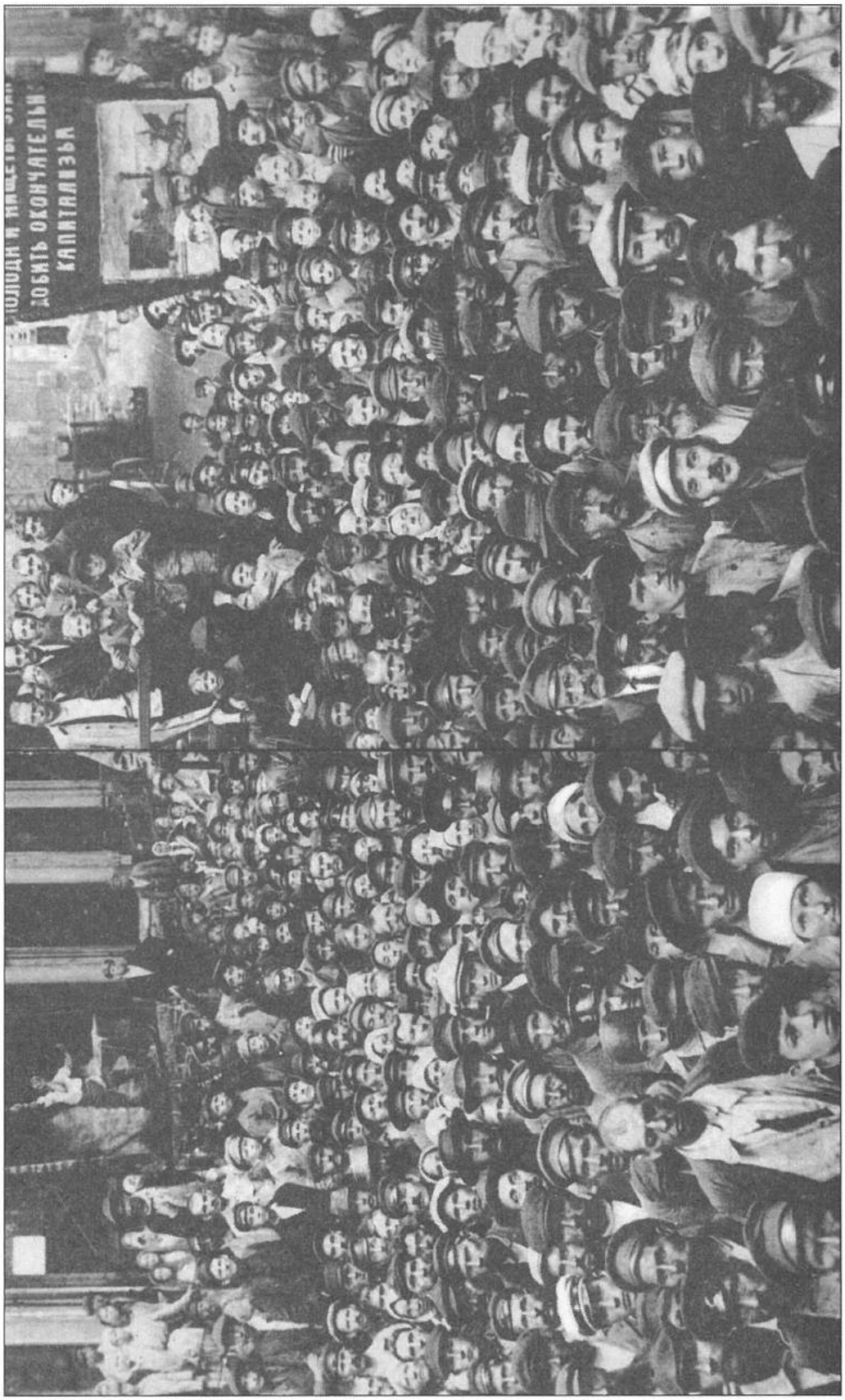
des masses laborieuses ne peuvent être amenés à la dictature du prolétariat que sur la base de leur expérience politique propre, et l'Assemblée nationale constituerait un pas positif dans cette voie. C'est pourquoi nous lançons ce mot d'ordre en conjonction avec quatre autres mots d'ordre de la révolution démocratique : le transfert de la terre aux paysans pauvres, la journée de travail de 8 heures, l'indépendance de la Chine et le droit à l'autodétermination des nationalités incluses dans le territoire chinois.

Il va de soi que nous ne pouvons exclure la perspective — théoriquement admissible — que le prolétariat chinois, conduisant les masses paysannes et se basant sur les soviets, viendra au pouvoir avant la réalisation de l'Assemblée nationale sous une forme ou sous une autre. Mais pour la période immédiate en tout cas, c'est peu probable, parce que cela présuppose l'existence d'un Parti révolutionnaire du prolétariat puissant et centralisé. En son absence, quelle autre force va unir les masses révolutionnaires de votre gigantesque pays ? En attendant, le malheur est qu'il n'existe pas en Chine de fort Parti communiste centralisé. Il reste encore à le former. La lutte pour la démocratie est précisément la condition nécessaire pour cela. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale rassemblerait les mouvements et les soulèvements régionaux dispersés, leur donnerait une unité politique et créerait la base pour forger le Parti communiste comme dirigeant du prolétariat et des masses laborieuses à l'échelle nationale.

C'est pourquoi le mot d'ordre d'Assemblée nationale sur la base du suffrage universel, direct, égal et secret doit être lancé aussi énergiquement que possible, et c'est pourquoi il faut mener autour de lui une lutte courageuse et résolue. Tôt ou tard, il faudra impitoyablement dénoncer la stérilité de la position purement négative du Comintern et de la direction officielle du Parti communiste chinois. Plus l'Opposition communiste de gauche commence et développe avec esprit de décision cette campagne pour les mots d'ordre démocratiques, plus vite cela se produira. L'inévitable effondrement de la politique du Comintern renforcera considérablement l'Opposition de gauche et l'aidera à devenir la force décisive dans le prolétariat chinois.

La révolution d'Octobre

(conférence prononcée à Copenhague en novembre 1932 devant l'Association des étudiants pour le quinzième anniversaire d'octobre 1917)


ДОБИТЬ ОКОНЧАТЕЛЬНО
КАПИТАЛИЗЬА

"La chaîne s'est rompue en son maillon le plus faible"

CHERS auditeurs, permettez-moi, en commençant, d'exprimer le regret sincère de ne pas avoir la possibilité de parler en langue danoise devant un auditoire de Copenhague. Ne nous demandons pas si les auditeurs ont quelque chose à y perdre. En ce qui concerne le conférencier, l'ignorance de la langue danoise lui dérobe toutefois la possibilité de suivre la vie et la littérature scandinaves directement, de première main et dans l'original. Et cela est pour lui une grande perte !

La langue allemande, à laquelle je suis contraint de recourir ici, est puissante et riche. Mais ma langue allemande est assez limitée. Du reste, lorsqu'il s'agit de problèmes complexes, on ne peut s'expliquer avec la liberté nécessaire que dans sa propre langue. Je dois, par conséquent, demander par avance l'indulgence de l'auditoire.

La première fois que je suis venu à Copenhague, c'était pour le congrès socialiste international, et j'ai gardé le meilleur souvenir de votre ville. Mais il y a de cela plus d'un quart de siècle. Beaucoup d'eau a coulé depuis lors dans les fjords et le Ore-Sund. Et pas seulement de l'eau. La guerre a brisé la colonne vertébrale du vieux continent européen. Les fleuves et les mers de l'Europe ont vu s'épancher des flots de sang. L'humanité, et particulièrement l'Europe, a connu de sévères épreuves, elle est devenue plus sombre et plus rude. Toutes les formes de conflits sont devenues plus âpres. Le monde est entré dans la période du grand changement, dont les formes extrêmes sont *la guerre* et *la révolution*.

Avant d'en venir au thème de ma conférence, *la révolution russe*, je considère qu'il est de mon devoir de remercier les organisateurs de cette réunion, l'association des étudiants sociaux-démocrates de Copenhague. C'est en tant qu'adversaire politique que j'exprime ces remerciements. L'objet de ma conférence est, il est vrai, historique-scientifique et non pas politique. Je veux le souligner dès le début. Mais il est impossible de parler de la révolution dont est sortie la République des soviets sans prendre une position politique. Comme conférencier, je me situe sous le même drapeau que celui sous lequel j'ai participé aux événements révolutionnaires.

Jusqu'à la guerre, le Parti bolchevique appartenait à l'Internationale socialiste. Le 4 août 1914, le vote des crédits de guerre par la social-démocratie allemande rompit ce lien une fois pour toutes et ouvrit une période de lutte intransigeante, sans relâche, du bolche-

visme contre la social-démocratie. Cela signifie-t-il que les organisateurs de cette réunion ont fait une erreur en m'invitant à faire cette conférence ? De cela, l'auditoire ne pourra juger que lorsque j'aurai terminé. Pour justifier mon acceptation de cette aimable invitation à faire un exposé sur la révolution russe, qu'il me soit permis de souligner que, pendant les trente-cinq années de ma vie politique, le thème de la révolution russe a constitué l'axe théorique et pratique de ma pensée et de mon action. J'ai consacré l'essentiel des quatre années que j'ai passées en Turquie à l'élaboration historique des problèmes de la révolution russe. Peut-être ce fait me donne-t-il un certain droit à espérer que je réussirai, en partie du moins, à aider, non seulement mes amis et mes sympathisants, mais également mes adversaires, à mieux comprendre de nombreux traits de la révolution qui ont jusqu'ici échappé à leur attention. Quoi qu'il en soit, le but de ma conférence est : *aider à comprendre*. Je n'ai pas l'intention de faire de la propagande pour la révolution ni d'appeler à rejoindre la révolution. Mon intention est d'expliquer la révolution. Commençons par quelques principes élémentaires de sociologie, qui vous sont sans aucun doute familiers à tous, mais au sujet desquels il nous faut rafraîchir notre mémoire lorsque nous considérons un phénomène aussi complexe que la révolution.

La société humaine consiste en une collaboration entre les hommes, élaborée par l'histoire dans la lutte pour l'existence et la garantie du maintien de l'espèce. Le caractère d'une société est déterminé par le caractère de son économie. Le caractère de son économie est déterminé par ses moyens de travail productif.

A chaque grande époque du développement des forces productives correspond un régime social déterminé. Chaque régime social a, jusqu'à présent, assuré d'énormes avantages à la classe dominante.

Il est donc clair que les régimes sociaux ne sont pas éternels. Ils apparaissent historiquement, et sont ensuite balayés par de nouveaux progrès. *"Tout ce qui naît est digne de mourir."*

Mais aucune classe dominante n'a jamais abdiqué volontairement et pacifiquement. Dans des questions de vie ou de mort, les arguments fondés sur la raison n'ont jamais remplacé l'argument de la force. Cela est peut-être triste, mais c'est ainsi. Ce n'est pas nous qui avons fait ce monde. Nous ne pouvons rien faire d'autre que de le prendre comme il est.

La signification de la révolution

La révolution signifie un changement de l'ordre social. Elle transfère le pouvoir des mains d'une classe qui a épuisé ses possibilités dans celles d'une autre classe, d'une classe ascendante. L'insurrection constitue le moment le plus critique et le plus aigu dans la lutte des deux classes pour le pouvoir. Elle ne peut aboutir à la victoire réelle de la révolution et à l'instauration d'un nouvel ordre que si elle se fonde sur une classe progressiste, capable de rallier autour d'elle l'écrasante majorité du peuple.

A la différence des processus naturels, une révolution est faite par des hommes et au moyen des hommes. Mais dans la révolution elle aussi, les hommes agissent sous l'influence de conditions sociales qui ne sont pas librement choisies par eux, mais héritées du passé, et qui leur indiquent impérativement la route à suivre. Pour cette raison, et cette raison seule, la révolution suit certaines lois.

Mais la conscience humaine n'est pas le reflet passif de ces conditions objectives. Elle est habituée à y réagir activement. A certains moments, cette réaction prend un caractère de masse, un caractère tendu, passionné. Les barrières du droit et du pouvoir sont renversées. L'intervention active des masses dans les événements historiques est, en fait, l'élément le plus indispensable d'une révolution.

Mais même l'activité la plus tempétueuse peut rester au stade d'une mani-

festation, d'une rébellion, sans s'élever à la hauteur d'une révolution. Le soulèvement des masses doit aboutir au renversement de la domination d'une classe et à l'instauration de la domination d'une autre. C'est alors, seulement, que nous avons affaire à une révolution achevée. Un soulèvement des masses n'est pas une entreprise isolée, qui peut être déclenché à volonté. Il représente un élément objectivement conditionné dans le développement d'une révolution, tout comme une révolution représente un processus objectivement conditionné dans le développement de la société. Mais si les conditions nécessaires au soulèvement existent, on ne doit pas se contenter d'attendre passivement, bouche bée ; comme le dit Shakespeare : *"There is a tide in the affairs of men which, taken at the flood, leads on to fortune"* ("Il est une marée dans les affaires des hommes, qui, si on la prend à temps, mène à la fortune").

Afin de balayer l'ordre social périmé, la classe progressiste doit comprendre que son heure a sonné et se fixer la tâche de conquérir le pouvoir. Ici s'ouvre le chapitre de l'action révolutionnaire consciente, où la prévision et le calcul s'unissent à la volonté et au courage. En d'autres termes : ici s'ouvre le champ d'action du parti.

Le "coup d'Etat"

Le parti révolutionnaire réunit en son sein l'élite de la classe progressiste. Sans un parti capable de s'orienter dans la situation, d'apprécier la marche et le rythme des événements et de conquérir à temps la confiance des masses, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Telle est la relation réciproque entre les facteurs objectifs et subjectifs de la révolution et de l'insurrection.

Dans les querelles, en particulier les querelles théologiques, il est d'usage, vous le savez, que les adversaires discréditent la vérité scientifique en la poussant à l'absurde. Cette méthode porte un nom en logique, *reductio ad absurdum*. Nous allons essayer d'utiliser la méthode inverse : c'est-à-dire que nous allons prendre comme point de départ une absurdité, afin de nous rapprocher de la vérité avec toute la sécurité possible. De toute manière, nous ne pouvons nous plaindre de manquer d'absurdités. Prenons-en une des plus récentes et des plus grossières.

L'écrivain italien Malaparte, qui est quelque chose comme un théoricien fasciste — il en existe aussi —, a, il y a peu, publié un livre sur la technique du coup d'Etat ; naturellement, l'auteur consacre un nombre de pages considérable de son *"enquête"* à l'insurrection d'Octobre.

A la différence de la *"stratégie"* de Lénine, qui restait toujours liée aux conditions sociales et politiques de la Russie de 1917, la *"tactique"* de Trotsky, selon les termes de Malaparte, *"n'est, au contraire, nullement limitée par la situation générale du pays"*. Tel est le thème essentiel de ce livre ! Malaparte contraint Lénine et Trotsky, dans les pages de son ouvrage, à entretenir de nombreux dialogues dans lesquels les interlocuteurs font montre d'autant de profondeur d'esprit que la nature en a mis à la disposition de notre auteur. En réponse aux considérations de Lénine sur les prémisses sociales et politiques de l'insurrection, Malaparte fait dire littéralement à son pseudo-Trotsky : *"Votre stratégie exige beaucoup trop de conditions favorables, l'insurrection n'a besoin de rien, elle se suffit à elle-même."* Vous entendez ? *"L'insurrection n'a besoin de rien"*! Voilà l'absurdité qui va nous aider à nous rapprocher de la vérité. L'auteur répète avec insistance qu'en Octobre, ce n'est pas la stratégie de Lénine, mais bien la tactique de Trotsky qui a triomphé. Cette tactique, selon ses propres termes, menace encore maintenant la paix des Etats européens. *"La stratégie de Lénine* — je le cite mot pour mot — *ne constitue aucunement un danger immédiat pour les gouvernements de l'Europe. La tactique de Trotsky constitue pour eux un danger réel, et par conséquent permanent."* De façon encore plus concrète : *"Mettez Poincaré à la place de Kerenski, et le coup d'Etat*

bolchevique d'octobre 1917 aurait tout aussi bien réussi." Il est difficile de croire qu'un tel livre a été traduit en plusieurs langues et pris au sérieux.

Nous chercherions en vain à découvrir ce qui fait la nécessité en général de la stratégie historiquement conditionnée de Lénine, si la *"tactique de Trotsky"* peut remplir la même tâche dans toutes les situations.

Et pourquoi les révolutions victorieuses sont-elles si rares, si quelques recettes techniques suffisent à leur succès ?

Le dialogue entre Lénine et Trotsky que met en scène l'auteur fasciste est, dans son contenu comme dans sa forme, invention inepte du début à la fin, De telles inventions circulent beaucoup de par le monde. Par exemple, à Madrid, on a imprimé, sous mon nom, un livre intitulé *La Vie de Lénine*, dans lequel j'ai aussi peu de responsabilité que dans les recettes techniques de Malaparte. Un hebdomadaire madrilène, *Estampa*, a présenté, en bonnes feuilles, des chapitres entiers de ce prétendu livre de Trotsky sur Lénine, qui contiennent d'abominables outrages à la mémoire de l'homme que j'estimais et que j'estime toujours plus haut que quiconque parmi mes contemporains.

Mais laissons donc les faussaires à leur sort. Le vieux Wilhem Liebknecht, le père de l'inoubliable combattant et héros Karl Liebknecht, aimait à répéter : *"L'homme politique révolutionnaire doit avoir la peau épaisse."* De manière encore plus expressive, le docteur Stockmann recommandait à celui qui se propose d'agir à contre-courant de l'opinion de la société d'éviter de mettre des pantalons neufs. Nous prendrons bonne note de ces deux bons conseils et nous continuerons.

Les causes d'Octobre

Quelles questions la révolution d'Octobre suscite-t-elle dans l'esprit d'un homme qui réfléchit ?

1. Pourquoi et comment la révolution a-t-elle eu lieu ? Plus concrètement, pourquoi la révolution prolétarienne a-t-elle triomphé dans l'un des pays les plus arriérés d'Europe ?

2. Qu'est-il résulté de la révolution d'Octobre ?

Et enfin :

3. A-t-elle résisté à l'épreuve ?

A la première question, concernant les causes, on peut maintenant répondre de façon plus ou moins concrète. J'ai tenté de le faire de manière approfondie dans mon *Histoire de la révolution russe*. Je ne peux, ici, formuler que les conclusions les plus importantes.

Le fait que le prolétariat soit arrivé au pouvoir pour la première fois dans un pays aussi arriéré que la Russie tsariste ne semble mystérieux qu'à première vue : en réalité, c'est en accord complet avec les lois de l'histoire. On pouvait le prévoir et on l'a prévu. Qui plus est : sur la base de cette prévision, les marxistes révolutionnaires ont élaboré leur stratégie longtemps avant les événements décisifs.

La première explication et la plus générale est la suivante : la Russie est un pays arriéré, mais elle n'est qu'une partie de l'économie mondiale, qu'un élément du système capitaliste mondial. En ce sens, Lénine a résolu l'énigme de la révolution russe avec cette formule lapidaire : *"La chaîne s'est rompue en son maillon le plus faible."*

C'est là une image crue : la Grande Guerre, produit des contradictions de l'impérialisme mondial, a entraîné dans son tourbillon des pays qui se trouvaient à des stades de développement *différents*, mais a exigé les *mêmes efforts* de tous ceux qui y participaient. Il est clair que les charges de la guerre devaient être particulièrement insupportables pour les pays les plus arriérés. La Russie fut contrainte la première à abandonner le champ de bataille. Mais, pour s'arracher à la guerre, il a fallu au peuple russe renverser les classes dominantes. De cette façon, la chaîne de la guerre s'est rompue en son maillon le plus faible.

Cependant, la guerre n'est pas une catastrophe venant de l'extérieur, comme un tremblement de terre, mais, pour par-

ler comme le vieux Clausewitz, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens. Pendant la dernière guerre, les tendances principales que manifestait le système impérialiste en temps de *"paix"* n'ont fait que s'extérioriser plus brutalement. Plus les forces productives globales étaient élevées, plus la compétition sur le marché mondial était intense, plus les antagonismes s'exacerbaient, plus la course aux armements perdait toute mesure, et plus la situation devenait difficile pour les participants les plus faibles. C'est précisément pour cela que les pays arriérés ont été les premiers à s'effondrer. La chaîne du capitalisme mondial a toujours tendance à se rompre à son maillon le plus faible.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles ou exceptionnellement défavorables (par exemple, disons, une intervention militaire extérieure victorieuse ou des fautes irréparables du gouvernement soviétique lui-même), le capitalisme était rétabli sur l'immense territoire soviétique, son inadéquation historique serait aussi inévitablement rétablie et ce capitalisme deviendrait rapidement à son tour victime des mêmes contradictions qui causèrent son explosion en 1917. Aucune recette tactique n'aurait pu donner vie à la révolution d'Octobre si la Russie ne l'avait portée en elle. Le parti révolutionnaire, en dernière analyse, ne peut prétendre qu'au rôle d'un accoucheur qui est contraint de recourir à une césarienne.

On pourrait répondre à ce qui précède : *"Vos considérations générales peuvent expliquer de façon adéquate pourquoi la vieille Russie, ce pays où le capitalisme arriéré et une paysannerie misérable étaient couronnés par une noblesse parasitaire et une monarchie en décomposition, devait faire naufrage. Mais dans l'image de la chaîne et du maillon le plus faible, il manque encore la clé de la véritable énigme. Comment une révolution* socialiste *a-t-elle pu réussir dans un pays* arriéré *? L'histoire connaît nombre d'exemples de décadences de pays et de civilisations, accompagnées de l'effondrement des anciennes classes, auxquelles aucun successeur progressiste n'avait pu être trouvé. L'écroulement de la vieille Russie aurait dû, à première vue, faire du pays une colonie capitaliste plutôt qu'un Etat socialiste."*

Cette objection est très intéressante. Elle nous mène directement au cœur de tout le problème. Et cependant, elle est erronée ; je pourrais dire qu'elle manque de symétrie interne. D'un côté, elle procède d'une conception exagérée de l'arriération de la Russie, de l'autre, d'une conception théorique fausse de l'arriération historique en général.

Les êtres vivants, y compris l'homme, bien sûr, passent, suivant leur âge, par des stades similaires de développement. Chez un enfant de cinq ans normal, on trouve une certaine correspondance entre le poids, la taille et les organes internes. Mais il en est tout à fait autrement de la conscience humaine. Au contraire de l'anatomie et de la physiologie, la psychologie, aussi bien individuelle que collective, se distingue par une capacité d'assimilation, une souplesse et une élasticité exceptionnelles : c'est en cela que consiste l'avantage aristocratique de l'homme sur ses plus proches parents zoologiques, les singes. La conscience, susceptible d'assimiler, souple, confère à ce qu'on appelle les *"organismes"* sociaux, à la différence des organismes réels, c'est-à-dire biologiques, une extraordinaire variabilité de la structure interne : c'est là une condition nécessaire du progrès historique. Dans le développement des nations et des Etats, des nations et des Etats capitalistes en particulier, il n'y a ni similitude ni uniformité. Différents stades de civilisation, même polairement opposés, se rapprochent et se combinent dans la vie d'un seul et même pays.

N'oublions pas que l'arriération historique est une notion *relative*. S'il y a des pays arriérés et des pays avancés, il y a aussi action réciproque des uns sur les autres : il y a la pression des pays avancés sur les pays arriérés ; il y a la nécessité, pour les pays arriérés, de rattraper les pays avancés, de leur emprunter leur technologie et leur science, etc. Ainsi apparaît un type combiné de développement : des traits d'arriération se combinent avec le

dernier mot de la technique et de la pensée mondiales. Finalement, les pays historiquement arriérés, afin d'échapper à leur arriération, sont souvent obligés de dépasser rapidement les autres.

La souplesse de la conscience collective rend possible, sous certaines conditions, de réaliser dans le domaine social ce qui s'appelle, en psychologie individuelle, *"surmonter la conscience de son infériorité"*. En ce sens, on peut dire que la révolution d'Octobre a été le moyen héroïque par lequel les peuples de Russie sont parvenus à surmonter leur propre infériorité économique et culturelle.

Mais passons sur ces généralisations historico-philosophiques, peut-être un peu trop abstraites, et posons la même question sous une forme plus concrète, c'est-à-dire au travers de faits économiques vivants. L'arriération de la Russie, au début du XX^{e} siècle, se manifestait de la façon la plus claire dans le fait que l'industrie y occupait une place réduite par rapport à l'agriculture, la ville par rapport au village, le prolétariat par rapport à la paysannerie. Dans l'ensemble, cela signifiait une faible productivité du travail national. Il suffit de dire qu'à la veille de la guerre, alors que la Russie tsariste avait atteint le sommet de sa prospérité, son revenu national était huit à dix fois plus bas que celui des Etats-Unis. Cela exprime, numériquement, "l'ampleur" de son arriération, si toutefois le terme d'"ampleur" peut être appliqué en ce qui concerne l'arriération.

En même temps, cependant, la loi du développement combiné s'exprimait à chaque pas dans le domaine économique, dans des phénomènes simples ou complexes. Presque dépourvue de grandes routes, la Russie se vit obligée de construire des voies ferrées. Sans avoir traversé le stade de l'artisanat européen et de la manufacture, elle passa directement à la production mécanisée. Sauter par-dessus les étapes intermédiaires, telle est la voie des pays arriérés.

Tandis que l'agriculture en restait souvent au niveau du XVII^{e} siècle, l'industrie russe, sinon par la taille, du moins par son type, atteignait le niveau des pays avancés, et, dans certains domaines, les dépassait. Il suffit de mentionner que les entreprises géantes, de plus de mille ouvriers, employaient, aux Etats-Unis, moins de 18 % du total des ouvriers industriels, alors que, en Russie, c'était plus de 41 %. Ce fait ne se concilie pas facilement avec la conception conventionnelle de l'arriération économique de la Russie. D'un autre côté, il ne réfute pas le fait de l'arriération, il en est le complément dialectique.

Le même caractère contradictoire se retrouvait dans la structure de classe du pays. Le capital financier européen industrialisa l'économie russe à un rythme accéléré. De ce fait, la bourgeoisie industrielle acquit les traits du grand capitalisme, antipopulaire. De plus, les actionnaires étrangers vivaient hors du pays. Les travailleurs, d'un autre côté, étaient naturellement russes. Face à une bourgeoisie russe, numériquement faible, qui n'avait pas de racines nationales, se dressait un prolétariat relativement fort, plongeant de profondes racines dans le peuple.

Ce prolétariat prit un caractère d'autant plus révolutionnaire que la Russie, précisément parce que pays arriéré, pressée de rejoindre ses adversaires, n'avait pas été capable d'élaborer son propre conservatisme social ou politique. On considère, avec raison, que le pays le plus conservateur d'Europe, et peut-être du monde entier, est le plus ancien pays capitaliste : l'Angleterre. Le pays d'Europe le plus émancipé du conservatisme devait être, selon toute probabilité, la Russie.

Mais le prolétariat russe, jeune, neuf, résolu, ne constituait encore qu'une infime minorité de la nation. Les réserves de la puissance révolutionnaire du prolétariat se trouvaient en dehors même de ses rangs, dans la paysannerie, vivant dans un demi-servage, et dans les nationalités opprimées.

La paysannerie

Le soubassement de la révolution d'Octobre, ce fut la question agraire. Le

vieux système féodo-monarchique devenait doublement insupportable dans les conditions de la nouvelle exploitation capitaliste. Les terres des communautés paysannes occupaient environ 140 millions de déciatines. Mais 30 000 grands propriétaires, maîtres, en moyenne, chacun de plus de 2 000 déciatines, possédaient ensemble 70 millions de déciatines, soit autant que 10 millions de familles paysannes. *Ces statistiques constituaient un programme tout fait pour une révolte paysanne.*

Un noble, Bokorkine, écrivait en 1917 au président de la dernière Douma, Rodzianko : *"Je suis un propriétaire foncier, et je n'arrive pas à me mettre dans la tête que je doive perdre ma terre, et cela dans ce but incroyable : expérimenter la doctrine socialiste."* Mais les révolutions ont précisément pour tâche d'accomplir ce que les classes possédantes ne peuvent faire entrer dans leur tête.

A l'automne de 1917, presque tout le pays était le théâtre de révoltes paysannes. Sur 624 districts de la vieille Russie, 482, c'est-à-dire 77 %, étaient touchés par le mouvement. Le reflet des villages en flammes éclairait la scène des insurrections dans les villes.

Mais, pourriez-vous dire, la guerre paysanne contre les propriétaires fonciers est l'un des éléments classiques de la révolution bourgeoise, et pas du tout de la révolution prolétarienne !

Je réponds : c'est parfaitement juste, il en fut ainsi dans le passé. Mais l'incapacité de la société capitaliste à survivre dans un pays historiquement arriéré s'exprima précisément en ceci que l'insurrection paysanne ne fit pas avancer les classes bourgeoises russes, mais, au contraire, les rejeta définitivement dans le camp de la réaction. Si la paysannerie ne voulait pas être complètement ruinée, il ne lui restait d'autre solution que de rallier le prolétariat industriel. Cette jonction révolutionnaire des deux classes opprimées fut prévue par le génie de Lénine et préparée par lui de longue date.

Si la question agraire avait été résolue courageusement par la bourgeoisie, alors, assurément, le prolétariat russe n'aurait pas pu arriver au pouvoir en 1917. Mais, cupide et lâche, entrée en scène trop tard, prématurément frappée de sénilité, la bourgeoisie russe n'osa pas lever la main contre la propriété féodale. Par là même, elle remit entre les mains du prolétariat le pouvoir, et, en même temps, le droit de disposer du sort de la société bourgeoise.

Pour que l'Etat soviétique pût venir au monde, la collaboration de deux facteurs de nature historique différente était, par conséquent, nécessaire : la guerre paysanne, c'est-à-dire un mouvement caractéristique de l'aurore du développement bourgeois, et l'insurrection prolétarienne, c'est-à-dire le soulèvement qui annonce le déclin du mouvement bourgeois. C'est en cela que réside le caractère *combiné* de la révolution russe.

Dès qu'on laisse l'Ours — le paysan — se dresser sur ses pattes de derrière, il devient terrible dans sa colère. Mais il est incapable de donner une expression consciente à son indignation. Il a besoin d'un dirigeant. Pour la première fois dans l'histoire du monde, les paysans insurgés ont trouvé un dirigeant loyal en la personne du prolétariat.

Quatre millions d'ouvriers de l'industrie et des transports, dirigeant cent millions de paysans. Telle fut la relation réciproque, naturelle et inévitable, entre la paysannerie et le prolétariat dans la révolution.

La question nationale

La seconde réserve du prolétariat était constituée par les nationalités opprimées, au sein desquelles, en outre, les paysans prédominaient. Le caractère extensif du développement de l'Etat, qui s'étendait comme une tache de graisse du centre, Moscou, à la périphérie, était étroitement lié à l'arriération historique du pays. A l'Est, il tenait sous son joug les peuples encore plus arriérés, s'appuyant sur eux pour mieux étouffer les nationalités plus avancées de l'Ouest. Aux 70 millions de Grands-Russes qui constituaient la masse principale de la

population, s'ajoutèrent graduellement quelque 90 millions d'"allogènes".

Ainsi se développa l'empire, dans la composition duquel la nationalité dominante ne constituait que 43 % de la population, tandis que les 57 % restants étaient constitués de nationalités se trouvant à des degrés divers de civilisation et de perte de leurs droits. La pression nationale était incomparablement plus brutale en Russie que dans les Etats voisins, non seulement ceux qui se trouvaient au-delà de la frontière occidentale, mais aussi ceux qui se trouvaient au-delà de la frontière orientale. Cela conférait au problème national une énorme puissance explosive.

La bourgeoise libérale russe ne voulait, ni dans la question nationale ni dans la question agraire, aller au-delà de certaines améliorations du régime d'oppression et de violence. Les gouvernements *"démocratiques"* de Milioukov et de Kerenski, qui reflétaient les intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie grand-russe, se hâtèrent effectivement, au cours de leurs huit mois d'existence, de le faire comprendre aux nationalités mécontentes : *"Vous n'obtiendrez que ce que vous arracherez par la force."*

Lénine avait très tôt pris en considération l'inéluctabilité du développement du mouvement national centrifuge. Le Parti bolchevique lutta obstinément, des années durant, pour le droit d'autodétermination des nations, c'est-à-dire pour le droit à la sécession complète. Ce n'est que par cette position courageuse sur la question nationale que le prolétariat russe put gagner peu à peu la confiance des peuples opprimés. Le mouvement d'indépendance nationale, de même que le mouvement agraire, se tournèrent nécessairement contre la démocratie officielle, renforcèrent le prolétariat et alimentèrent le courant de la révolution d'Octobre.

La révolution permanente

De cette façon se déchire le voile du mystère qui enveloppe l'énigme du soulèvement prolétarien dans un pays arriéré.

Longtemps avant les événements, les, marxistes révolutionnaires avaient prévu la marche de la révolution et le rôle historique du jeune prolétariat russe.

Qu'il me soit permis de citer ici un livre de moi datant de 1905 : *"Dans un pays économiquement arriéré, le prolétariat peut arriver au pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé...*

La révolution russe crée les conditions dans lesquelles le pouvoir peut, et, dans le cas d'une révolution victorieuse, doit être transmis au prolétariat avant même que la politique du libéralisme bourgeois n'ait la possibilité de déployer pleinement son génie.

Le sort des intérêts révolutionnaires les plus élémentaires de la paysannerie (...) est lié au sort de la révolution dans sa totalité, c'est-à-dire au sort du prolétariat. Une fois au pouvoir, le prolétariat apparaîtra à la paysannerie comme la classe émancipatrice.

Le prolétariat entre au gouvernement comme le représentant révolutionnaire de la nation, comme le dirigeant reconnu du peuple dans le combat contre l'absolutisme et la barbarie du servage.

Le régime prolétarien devra, dès le début, se prononcer pour la solution de la question agraire, à laquelle est liée la question du destin des masses immenses de la population de Russie."

Je me suis permis de citer ces passages pour prouver que la théorie de la révolution d'Octobre que je présente aujourd'hui n'est pas une improvisation occasionnelle et n'a pas été construite après coup, sous la pression des événements. Non, sous la forme d'un pronostic politique, elle a précédé de loin l'insurrection d'Octobre.

Vous serez d'accord qu'une théorie n'a, en général, de valeur que pour autant qu'elle aide à prévoir le cours du développement, et à l'infléchir à dessein. D'une façon générale, c'est en cela que réside l'inestimable importance du marxisme, comme arme d'orientation politique et sociale. Je suis désolé que le cadre étroit de cette conférence ne me permette matériellement pas d'allonger la citation précédente. Je me contenterai

donc de résumer brièvement la totalité de cet ouvrage, qui date de 1905.

Si l'on considère ses tâches immédiates, la révolution russe est une révolution bourgeoise. Mais la bourgeoisie russe est antirévolutionnaire. La victoire de la révolution n'est donc possible que comme victoire du prolétariat. Or le prolétariat victorieux ne s'arrêtera pas au programme de la démocratie bourgeoise. Il continuera jusqu'au programme du socialisme. La révolution russe deviendra la première étape de la révolution mondiale.

Telle était la théorie de *la révolution permanente,* que j'ai formulée en 1905 et qui a, depuis, été soumise à la critique la plus sévère sous le nom de *"trotskysme"*.

Plus précisément, ce n'est là qu'une partie de cette théorie. L'autre partie, qui est aujourd'hui particulièrement d'actualité, affirme ce qui suit :

« Les forces productives actuelles ont depuis longtemps dépassé leurs limites nationales. Une société socialiste est irréalisable à l'intérieur des frontières nationales. Aussi significatifs que puissent être les succès économiques d'un Etat ouvrier isolé, le programme du "socialisme dans un seul pays" est une utopie petite-bourgeoise. Seule une fédération européenne, puis mondiale, de républiques socialistes peut offrir son véritable terrain à une société socialiste harmonieuse. »

Aujourd'hui, après l'épreuve des événements, je vois moins de raisons que jamais de rejeter cette théorie.

Le Parti bolchevique

Après ce qui vient d'être dit plus haut, est-il encore utile de se rappeler l'écrivain fasciste Malaparte, qui m'attribue une tactique indépendante de la stratégie et se ramenant à une série de recettes techniques de l'insurrection applicables sous tous les méridiens ? C'est une bonne chose que le nom de ce malheureux théoricien du coup d'Etat le rende facile à distinguer du praticien victorieux du coup d'Etat : personne, ainsi, ne court le risque de confondre Malaparte avec Bonaparte.

Sans l'insurrection armée du 7 novembre 1917, l'Etat soviétique n'existerait pas. Mais l'insurrection elle-même n'est pas tombée du ciel. Une série de prémisses historiques étaient nécessaires à la révolution d'Octobre :

1. La décomposition des vieilles classes dominantes — la noblesse, la monarchie, la bureaucratie.

2. La faiblesse politique de la bourgeoisie, qui n'avait pas de racines dans la masse du peuple.

3. Le caractère révolutionnaire de la question agraire.

4. Le caractère révolutionnaire du problème des nationalités opprimées.

5. Le fardeau social significatif pesant sur le prolétariat.

A ces prémisses organiques, on doit ajouter certaines conditions très importantes, qui leur sont liées.

6. La révolution de 1905 fut la grande école, ou, selon l'expression de Lénine, *"la répétition générale"* de la révolution de 1917. Les soviets, comme forme organisationnelle, irremplaçable du front uni prolétarien dans la révolution, furent créés pour la première fois en 1905.

7. La guerre impérialiste exacerba les contradictions, arracha les masses arriérées à leur immobilité et prépara ainsi la catastrophe à prendre une ampleur grandiose.

Mais toutes ces conditions, qui suffisaient pleinement pour *l'éclatement de la révolution,* étaient insuffisantes pour assurer la *victoire du prolétariat* dans la révolution. Pour cette victoire, une condition de plus était nécessaire.

8. Le Parti bolchevique.

Si, dans mon énumération, je place cette considération comme la dernière de la série, je ne le fais que pour suivre l'enchaînement logique des idées, et non parce que je donne la dernière place par ordre d'importance au parti.

Non, loin de moi cette pensée. La bourgeoisie libérale peut s'emparer du pouvoir et l'a fait plus d'une fois à la suite de luttes auxquelles elle n'a pas

pris part ; elle possède des organes de préhension admirablement développés à cet effet. Mais les masses ouvrières se trouvent dans une situation différente ; elles ont été accoutumées de longue date à donner, et non à prendre. Elles travaillent, elles patientent aussi longtemps qu'elles le peuvent, elles espèrent, elles perdent patience, elles se soulèvent et combattent, elles meurent, elles apportent la victoire à d'autres qu'elles, elles sont trahies, elles tombent dans le désespoir, elles courbent la nuque, et travaillent de nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour être capable de prendre fermement et sûrement le pouvoir entre ses mains, le prolétariat a besoin d'un parti qui dépasse de loin tous les autres par la clarté de sa pensée et sa détermination révolutionnaire.

Le Parti bolchevique, qui a été plus d'une fois décrit, à juste titre, comme le parti le plus révolutionnaire de l'histoire de l'humanité, était le concentré vivant de l'histoire moderne de la Russie, de tout ce qu'il y avait en elle de dynamique. Depuis longtemps, il avait été reconnu que le renversement du tsarisme était la condition nécessaire du développement de l'économie et de la culture. Mais, pour résoudre cette tâche, les forces étaient insuffisantes. La bourgeoisie craignait la révolution. L'intelligentsia tenta de dresser le paysan sur ses pieds. Le moujik, incapable de généraliser ses propres misères et ses propres buts, ne répondit pas à cet appel. L'intelligentsia s'arma de dynamite. Toute une génération fut gaspillée dans ce combat.

Le 1er mars 1887, Alexandre Oulianov mit à exécution le dernier des grands complots terroristes. La tentative d'assassinat d'Alexandre III échoua. Oulianov et les autres participants furent exécutés. La tentative de remplacer une classe révolutionnaire par une préparation chimique avait échoué. L'intelligentsia, même la plus héroïque, n'est rien sans les masses. Le jeune frère d'Oulianov, Vladimir, le futur Lénine, la plus grande figure de l'histoire russe, grandit sous l'impression immédiate de ces faits et de cette conclusion. Très tôt, dès sa jeunesse, il se plaça sur le terrain du marxisme et se tourna vers le prolétariat. Sans perdre un seul instant le village de vue, il chercha à atteindre la paysannerie en passant par les ouvriers. Héritier des révolutionnaires qui l'avaient précédé, de leur capacité de sacrifice, de leur volonté d'aller jusqu'au bout, Lénine devint, dès sa jeunesse, l'éducateur de la nouvelle génération de l'intelligentsia et des ouvriers avancés.

Dans les grèves et les combats de rue, dans les prisons et en exil, les ouvriers acquirent la trempe nécessaire. Ils avaient besoin du projecteur du marxisme pour éclairer leur voie historique dans l'obscurité de l'absolutisme.

En 1883, naquit dans l'émigration le premier groupe marxiste. En 1898, à une réunion clandestine, fut proclamée la fondation du Parti ouvrier social-démocrate russe (nous nous appelions tous sociaux-démocrates à cette époque). En 1903, eut lieu la scission entre bolcheviks et mencheviks, et en 1912, la fraction bolchevique forma finalement un parti indépendant.

Celui-ci avait appris, en douze années de lutte (1905-1917), à reconnaître les mécanismes de classe de la société. Il avait éduqué des groupes également capables d'initiative et de subordination. La discipline de son action révolutionnaire était fondée sur l'unité de sa doctrine, sur la tradition des combats communs et sur la confiance en une direction éprouvée.

Tel était le parti en 1917. Méprisé par l'*"opinion publique"* officielle et les foudres de papier de la presse de l'intelligentsia, il épousa le mouvement des masses. Il tenait fermement en main les leviers de commande dans les usines et les régiments. De plus en plus, les masses paysannes se tournaient vers lui. Si nous entendons par *"nation"* non pas les têtes privilégiées, mais la majorité du peuple, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, alors les bolcheviks devinrent, au cours de l'année 1917, un parti russe véritablement national.

En septembre 1917, Lénine, qui était contraint de se cacher, donna le signal : *"La crise est mûre, l'heure de l'insurrection approche."* Il avait raison. Les

classes dominantes, confrontées aux problèmes de la guerre, de la terre et de libération nationale, se trouvaient devant des difficultés inextricables. La bourgeoisie perdit véritablement la tête. Les partis démocratiques, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires dissipèrent le dernier reste de confiance que leur accordaient les masses en soutenant la guerre impérialiste et par leur politique de compromis et de concessions aux propriétaires terriens bourgeois et féodaux. L'armée, réveillée, ne voulait plus désormais se battre pour les objectifs de l'impérialisme, qui lui étaient étrangers. Sans prêter attention aux recommandations démocratiques, la paysannerie expulsait par le feu les propriétaires de leurs domaines. Les nationalités opprimées, aux lointaines frontières, se soulevaient contre la bureaucratie de Petrograd. Dans les plus importants soviets d'ouvriers et de soldats, les bolcheviks étaient majoritaires. L'abcès était mûr. Il fallait y donner un coup de bistouri.

C'est seulement dans ces conditions sociales et politiques que l'insurrection fut possible. Et elle devint ainsi inévitable. Mais on ne peut jouer avec l'insurrection. Malheur au chirurgien négligeant, dans l'emploi du bistouri ! L'insurrection est un art. Elle a ses lois et ses règles.

Le parti fit face aux réalités de l'insurrection d'Octobre par un froid calcul et une ardente résolution. Grâce à cela, il triompha sans presque faire de victimes. Par les soviets victorieux, les bolcheviks se placèrent à la tête d'un pays qui occupe un sixième de la surface du globe.

Il est à supposer que la majorité de mes auditeurs d'aujourd'hui ne s'occupaient nullement de politique en 1917. C'est tant mieux. Devant la jeune génération s'ouvrent bien des perspectives intéressantes, sinon faciles. Mais les représentants de la vieille génération qui sont dans cette salle se souviendront certainement de la façon dont la prise du pouvoir par les bolcheviks fut accueillie : comme une curiosité, un malentendu, un scandale ; le plus souvent, comme un cauchemar, qui devait se dissiper au premier rayon de soleil. Les bolcheviks tiendraient vingt-quatre heures, une semaine, un mois, une année. Le délai a dû être constamment allongé. Les gouvernements du monde entier s'armèrent contre le premier Etat ouvrier : la guerre civile fut déclenchée, les interventions, les blocus se succédaient. Ainsi passèrent les années. L'histoire, entre-temps, a enregistré quinze années d'existence du pouvoir des soviets.

Quinze ans de régime soviétique

« *Oui,* dira quelque adversaire, *l'aventure d'Octobre s'est montrée beaucoup plus solide que ne le pensaient beaucoup d'entre nous. Peut-être n'était-ce pas tout à fait une "aventure". Néanmoins, la question :* qu'a-t-on obtenu à un tel prix ? *conserve toute sa force. Est-ce que les brillantes promesses faites par les bolcheviks à la veille de la révolution ont été tenues ? »*

Avant de répondre à cet adversaire hypothétique, observons que la question, en elle-même, n'est pas nouvelle. Au contraire, elle s'attache aux pas de la révolution d'Octobre depuis sa naissance.

Le journaliste français Claude Anet, qui se trouvait à Petrograd pendant la révolution, écrivait dès le 27 octobre 1917 :

"Les maximalistes (c'est ainsi que les Français appelaient les bolcheviks à cette époque) *ont pris le pouvoir et le grand jour est arrivé. Enfin, me dis-je, je vais pouvoir contempler la réalisation de cet Eden socialiste qu'on nous promet depuis tant d'années... Admirable aventure ! Position privilégiée !"*, etc. Quelle haine sincère derrière ces salutations ironiques ! Dès le lendemain de la prise du palais d'Hiver, le journaliste réactionnaire s'empressait d'annoncer ses prétentions à un ticket d'entrée à l'Eden. Quinze années ont passé depuis la révolution. Avec d'autant moins de cérémonie, nos ennemis manifestent leur joie maligne de ce que, aujourd'hui encore, le pays des soviets ne ressemble que de

très peu à un royaume de bien-être général. Alors, pourquoi la révolution ? Et pourquoi les sacrifices ?

Chers auditeurs, permettez-moi d'exprimer l'opinion que les contradictions, les difficultés, les fautes et les insuffisances du régime soviétique ne me sont pas moins familières qu'à personne d'autre. Personnellement, je ne les ai jamais dissimulées, ni en paroles ni par écrit. J'ai cru et je crois toujours que la politique révolutionnaire, à la différence de la politique conservatrice, ne peut s'édifier sur le secret : *"Dire ce qui est"* doit être le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier.

Mais il faut des perspectives pour la critique comme pour l'activité créatrice. Le subjectivisme est mauvais conseiller, surtout dans les grandes questions. Les durées doivent être mesurées à l'aune des tâches, et non des caprices individuels. Quinze ans ! Comme c'est long dans la vie d'un homme ! Durant cette période, nombreux sont les représentants de notre génération qui ont été portés en terre, et ceux qui restent ont vu leurs cheveux devenir gris. Mais ces mêmes quinze ans, quelle période insignifiante dans la vie d'un peuple ! Rien qu'une minute à la pendule de l'histoire.

Il a fallu des siècles au capitalisme pour s'établir dans la lutte contre le Moyen Age, pour élever le niveau de la science et de la technique, pour construire les voies ferrées, pour utiliser le courant électrique. Et ensuite ? Ensuite, l'humanité a été précipitée par le capitalisme dans l'enfer des guerres et des crises. Mais au socialisme, ses ennemis, c'est-à-dire les adeptes du capitalisme, n'accordent qu'une décennie et demie pour instaurer le paradis sur terre, avec tout le confort moderne. Nous n'avons jamais contracté de telles obligations.

Les grands changements doivent être mesurés à une échelle qui leur soit convenable. Je ne sais pas si la société socialiste ressemblera au paradis de la Bible. J'en doute. Mais, en Union soviétique, il n'y a pas encore le socialisme. La situation qui y domine est une situation de transition, pleine de contradictions, chargée du lourd héritage du passé et soumise en outre à la pression hostile des Etats capitalistes. La révolution d'Octobre a proclamé le principe de la nouvelle société. La République des soviets n'a montré que le premier stade de sa réalisation. La première lampe d'Edison était très mauvaise. Nous devons apprendre à discerner l'avenir.

Mais les maux qui s'abattent sur les êtres humains ! Est-ce que les résultats de la révolution justifient les sacrifices qu'elle a provoqués ? Question stérile, rhétorique d'un bout à l'autre ; comme si les processus historiques relevaient d'un bilan comptable ! Nous pourrions tout aussi bien demander, si l'on considère les difficultés et les misères de l'existence : *"Cela vaut-il vraiment la peine d'être né ?"* A quoi Heine répondait : *"Et l'imbécile attend une réponse..."* Ce genre de réflexions mélancoliques n'a pas empêché les hommes de naître et d'engendrer. Même en cette période de crise mondiale sans précédent, les suicides, fort heureusement, ne constituent qu'un pourcentage insignifiant. Mais les peuples ne se réfugient jamais dans le suicide. Quand leur fardeau est intolérable, ils cherchent une issue dans la révolution.

En outre, qui sont-ils, ceux qui s'indignent des victimes de la révolution socialiste ? Le plus souvent, ce sont ceux qui ont frayé la voie à la guerre impérialiste, avec ses victimes, et qui l'ont glorifiée ou du moins s'en sont accommodés. C'est maintenant à notre tour de demander : *"Où la guerre trouve-t-elle sa justification ? Qu'est-ce qu'elle nous a apporté ? Qu'est-ce qu'elle nous a appris ?"*

L'historien réactionnaire Hippolyte Taine, dans ses onze volumes diffamatoires à l'encontre de la grande Révolution française, décrit, non sans une joie maligne, les souffrances du peuple français sous la dictature des jacobins et après cette dictature. Les pires souffrances furent pour les classes les plus basses des villes, les plébéiens, qui, comme "sans-culottes", avaient donné le meilleur d'eux-mêmes à la révolution. Maintenant, eux et leurs femmes faisaient la queue, durant les nuits glaciales, pour s'en retourner les mains

vides dans leurs foyers sans ressources. La dixième année de la révolution, Paris était plus pauvre qu'avant qu'elle n'ait commencé. Soigneusement sélectionnés, artificiellement compilés, ces faits servent à Taine de justification pour porter un jugement destructeur contre la révolution. Regardez, les plébéiens voulaient être dictateurs, et ils se sont précipités eux-mêmes dans la misère !

Il est difficile de concevoir exemple plus plat de moralisme. D'abord, si la révolution a précipité le pays dans la misère, la faute en incombe principalement aux classes dominantes, qui poussèrent le peuple à la révolution. Deuxièmement, la grande Révolution française ne se réduit pas à des queues d'affamés devant les boulangeries. Toute la France moderne, à bien des égards toute la civilisation moderne, sont sorties du bain de la Révolution française !

Au cours de la guerre civile aux Etats-Unis, dans les années 1860, 50 000 hommes sont tombés. Leur sacrifice était-il justifié ?

Du point de vue des propriétaires d'esclaves et des classes dominantes anglaises qui marchaient avec eux, non ! Du point de vue du Noir ou de l'ouvrier anglais, absolument ! Et du point de vue du développement de l'humanité dans son ensemble, il ne peut vraiment y avoir aucun doute. De la guerre civile des années 1860 sont sortis les Etats-Unis actuels, avec leur initiative pratique illimitée, leur technique rationalisée, leur énergie économique. C'est sur la base de ces résultats de l'américanisme que l'humanité construira la nouvelle société.

La révolution d'Octobre a pénétré plus profondément qu'aucune de celles qui l'ont précédée dans le saint des saints de la société — dans ses rapports de propriété. Il faut d'autant plus de temps pour révéler toutes ses conséquences créatrices dans tous les domaines de la vie. Mais la direction générale du bouleversement est d'ores et déjà claire : la République des soviets n'a aucune espèce de raison de baisser la tête devant ses accusateurs capitalistes et de parler avec humilité.

Afin d'apprécier le nouveau régime du point de vue du développement de l'humanité, il faut d'abord répondre à la question : *"Comment le progrès social s'exprime-t-il et comment peut-il être mesuré ?"*

Le bilan d'Octobre

Le critère le plus profond, le plus objectif et le plus indiscutable est le suivant : le progrès peut être mesuré par l'accroissement de la productivité du travail social. Sous cet angle, l'expérience donne déjà une estimation de la révolution d'Octobre. Le principe de l'organisation socialiste a, pour la première fois, montré sa capacité à atteindre des résultats sans précédent sur une courte période de temps.

La courbe du développement industriel de la Russie, exprimée en indices globaux, est la suivante, sur la base 100 en 1913, la dernière année avant la guerre. L'année 1920, le point le plus élevé de la guerre civile, est aussi le plus bas pour l'industrie — l'indice est à 25 seulement, c'est-à-dire au quart de la production d'avant-guerre. En 1925, il s'élève à 75, c'est-à-dire aux trois quarts de la production d'avant-guerre ; en 1929, à près de 200, en 1932 à 300, c'est-à-dire trois fois plus qu'à la veille de la guerre.

Le tableau est encore plus frappant à la lumière de l'indice international. De 1925 à 1932, la production industrielle de l'Allemagne a *diminué* d'une fois et demie, celle de l'Amérique de deux fois ; en Union soviétique, elle a augmenté de quatre fois. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

Je n'ai pas l'intention de nier ou de cacher les côtés sombres de l'économie soviétique. Les résultats de l'indice industriel sont très fortement influencés par le développement défavorable de l'agriculture, c'est-à-dire du domaine qui ne s'est pas encore, pour l'essentiel, élevé aux méthodes socialistes, mais en même temps, qui a été entraîné sur la voie de la collectivisation sans préparation suffisante, de façon plutôt bureaucratique que technique et économique. C'est une question très vaste, mais qui,

de toute manière, dépasse les limites de ma conférence.

Les chiffres que j'ai cités sont soumis à une autre réserve importante. Les résultats indiscutables, et dans un sens splendides, de l'industrialisation soviétique demandent une vérification économique ultérieure du point de vue de l'harmonie réciproque des divers éléments de l'économie, de leur équilibre dynamique, et par conséquent de leur capacité productive. De grandes difficultés, et même des reculs, sont ici inévitables. Le socialisme ne sort pas sous sa forme parfaite du plan quinquennal, comme Minerve de la tête de Jupiter ou Vénus de l'écume de la mer. Auparavant, il faut des décennies de travail opiniâtre, d'erreurs, de corrections et de réorganisations. En outre, n'oublions pas que l'édification du socialisme, du fait de sa nature même, ne peut atteindre la perfection qu'à l'échelle internationale. Mais même le bilan économique le plus favorable des résultats obtenus jusqu'ici pourrait ne révéler que l'inexactitude des calculs préliminaires, les fautes de planification et les erreurs de la direction. Il ne pourrait, en aucune façon, réfuter le fait établi, empiriquement et fermement — la possibilité, à l'aide des méthodes socialistes, d'élever la productivité du travail collectif à une hauteur sans précédent. Cette conquête, d'une importance historique mondiale, rien ni personne ne peut plus nous la faire perdre.

Après tout ce qui vient d'être dit, il est à peine utile de consacrer du temps aux plaintes selon lesquelles la révolution d'Octobre a amené la Russie au bord de l'écroulement de la civilisation. C'est le langage que parlent, dans leur angoisse, les salons et les couches dirigeantes. La "civilisation" féodo-bourgeoise, renversée par le prolétariat, n'était qu'une barbarie recouverte d'ornements bariolés. Tout en restant inaccessible au peuple russe, elle apporta bien peu de nouveautés au trésor de l'humanité.

Mais, par égard même pour cette civilisation tant pleurée par les émigrés blancs, nous devons poser plus précisément la question : *en quel sens a-t-elle été détruite ?* En un seul sens : le monopole d'une petite minorité sur les trésors de la civilisation a été aboli. Mais tout ce qui, dans la vieille civilisation russe, a une valeur culturelle est demeuré intact. Les Huns du bolchevisme n'ont écrasé ni les conquêtes de l'esprit ni les créations de l'art. Au contraire, ils ont soigneusement rassemblé les monuments créés par l'humanité et les ont mis dans un ordre parfait. La culture de la monarchie, de la noblesse et de la bourgeoisie est devenue aujourd'hui la culture des musées historiques.

Le peuple visite ces musées avec passion. Mais il ne vit pas dedans. Il apprend. Il construit. Le simple fait que la révolution d'Octobre a appris à lire et écrire au peuple russe se situe à un niveau incomparablement plus élevé que toute la culture russe antérieure en serre chaude.

La révolution d'Octobre a jeté les bases d'une nouvelle civilisation destinée, non à quelques élus, mais à tous. Cela est ressenti par les masses du monde entier. De là leur sympathie pour l'Union soviétique, sympathie qui est aussi passionnée que l'avait été leur haine de la Russie tsariste.

Le langage humain est un instrument irremplaçable, non seulement pour donner un nom à des événements, mais pour leur estimation. En écartant tout ce qui est accidentel, épisodique, artificiel, il absorbe en lui ce qui est essentiel, caractéristique, dense. Voyez avec quelle sensibilité les langues des nations civilisées ont distingué deux époques dans le développement de la Russie. La culture de la noblesse a introduit dans le langage mondial courant des termes barbares tels que *tsar, Cosaque, pogrome, nagaïka*. Vous connaissez ces mots et leur signification. La révolution d'Octobre a introduit dans le langage du monde entier des mots tels que *bolchevik, soviet, kolkhoze, gosplan, piatiletka*. Ici, c'est la linguistique pratique qui rend son arrêt historique suprême !

La signification la plus profonde de la révolution, mais la plus difficile à mesurer immédiatement, consiste dans le

fait qu'elle forme et trempe le caractère du peuple. La conception du peuple russe comme lent, passif, mélancolique, mystique, est largement répandue, et ce n'est pas un hasard. Elle plonge ses racines dans le passé. Mais jusqu'à présent, les changements profonds qui ont été introduits dans le caractère du peuple par la révolution n'ont pas été suffisamment pris en considération dans les pays occidentaux. Pouvait-il en être autrement ?

Tout homme qui a une expérience de la vie peut se rappeler l'image d'un enfant qu'il a connu réceptif, lyrique, trop susceptible, mais qui, bientôt, sous l'influence d'une force morale puissante, devient plus fort, mieux équilibré et à peine reconnaissable. Dans le développement d'une nation, c'est la révolution qui accomplit de telles transformations morales.

L'insurrection de Février contre l'autocratie, le combat contre la noblesse, contre la guerre impérialiste, pour la paix, pour la terre, pour l'égalité nationale, l'insurrection d'Octobre, le renversement de la bourgeoisie et des partis qui la soutenaient, qui cherchaient à s'entendre avec elle, trois ans de guerre civile sur un front de 8 000 kilomètres, les années de blocus, la faim, la misère et les épidémies, les années d'intense reconstruction économique, de nouvelles difficultés et de nouveaux renoncements — tout cela a été une dure, mais bonne école. Un lourd marteau détruit le verre, mais il forge l'acier. Le marteau de la révolution forge l'acier du caractère du peuple.

"Qui croira, écrivait avec indignation un général tsariste, Zalevski, peu de temps après le soulèvement, *qu'un portier ou un gardien de nuit devienne soudainement un président de tribunal ; un infirmier, un directeur d'hôpital ; un barbier, un chef de bureau ; un caporal, un commandant en chef ; un journalier, un maire ; un serrurier, un directeur d'usine ?"*

"Qui le croira ?" Mais il a fallu le croire. Ils ont bien été obligés de le croire, quand les caporaux ont battu les généraux ; quand le maire, un ancien journalier, a brisé la résistance de la vieille bureaucratie ; quand le lampiste a organisé le système de transports ; quand le serrurier, devenu directeur d'usine, a mis l'équipement industriel en état de marche. *"Qui le croira ?"* Essaie qui voudra de ne pas le croire !

Pour expliquer l'extraordinaire opiniâtreté que les masses populaires de l'Union soviétique ont montrée pendant toutes les années de la révolution, plusieurs observateurs étrangers s'appuient, selon une habitude ancienne, sur la *"passivité"* du caractère russe. Enorme anachronisme ! Les masses révolutionnaires ont enduré les privations patiemment, mais non pas passivement. De leurs propres mains, elles ont créé un avenir meilleur, et elles sont résolues à le créer à n'importe quel prix. Que l'ennemi de classe essaie seulement d'imposer sa volonté de l'extérieur sur ces masses patientes ! Non, il ferait mieux de ne pas essayer !

La révolution et sa place dans l'histoire

Pour conclure, qu'il me soit permis d'essayer de situer la place de la révolution d'Octobre non seulement dans l'histoire de la Russie, mais dans l'histoire du monde. Durant l'année 1917, dans l'intervalle de huit mois, deux courbes historiques se sont rencontrées. Le soulèvement de Février — cet écho attardé des grands combats livrés pendant les siècles passés en Hollande, en Angleterre, en France, dans presque toute l'Europe continentale — prend sa place dans la série des révolutions bourgeoises. La révolution d'Octobre a proclamé et inauguré la domination du prolétariat. Le capitalisme mondial a subi sa première grande défaite sur le territoire russe. La chaîne s'est rompue en son maillon le plus faible. Mais c'est la chaîne qui s'est rompue, et pas seulement le maillon.

Le capitalisme, comme système mondial, se survit. Il a cessé de remplir sa fonction essentielle : élever le niveau de la puissance et de la prospérité de l'homme.

L'humanité ne peut plus continuer à stagner au niveau qu'elle a atteint. Seuls un accroissement puissant des forces productives et une organisation sensée, planifiée, c'est-à-dire socialiste, de la production et de la distribution peuvent assurer à l'humanité — à l'humanité tout entière — un niveau de vie décent, et en même temps lui donner le sentiment précieux de la liberté par rapport à sa propre économie. Liberté à deux points de vue. Tout d'abord, l'homme ne sera plus obligé de consacrer la plus grande partie de, sa vie au travail physique. En second lieu, il ne sera plus dépendant des lois du marché, c'est-à-dire de forces aveugles et obscures qui travaillent derrière son dos. Il construira son économie librement, selon un plan, le compas en main. Cette fois, il s'agit de passer l'anatomie de la société aux rayons X, sans rien négliger, de découvrir tous ses secrets et de soumettre toutes ses fonctions à la raison et à la volonté collective de l'humanité. En ce sens, le socialisme devra constituer un nouveau pas en avant dans la progression historique de l'humanité. Avant notre ancêtre qui s'arma pour la première fois d'une hache de pierre, toute la nature représentait une conspiration de forces secrètes et hostiles. Depuis lors, les sciences naturelles, marchant la main dans la main avec la technologie pratique, ont éclairé la nature jusque dans ses plus secrètes profondeurs. Au moyen de l'énergie électrique, le physicien soumet maintenant à l'étude le noyau de l'atome. L'heure n'est pas éloignée où la science pourra résoudre facilement les tâches des alchimistes et transformer le fumier en or et l'or en fumier. Là où régnaient autrefois les démons et les furies de la nature, règne aujourd'hui encore plus courageusement la volonté industrieuse de l'homme.

Mais, tandis qu'il luttait victorieusement avec la nature, l'homme édifia aveuglément ses rapports avec les autres hommes, un peu comme les abeilles ou les fourmis. Ce n'est que lentement, et avec beaucoup d'indécision, qu'il aborda les problèmes de la société humaine. La Réforme constitua la première victoire de l'individualisme et du rationalisme bourgeois dans un domaine qui avait été dominé par une tradition morte. Après l'Eglise, la pensée critique s'attaqua à l'Etat. Née dans le combat contre l'absolutisme et les Etats du Moyen Age, la doctrine de la souveraineté du peuple et des droits de l'homme et du citoyen acquit une force de plus en plus grande. Le système parlementaire en sortit. La pensée critique pénétra tous les domaines de l'administration gouvernementale. Le rationalisme politique de la démocratie fut la plus haute conquête de la bourgeoisie révolutionnaire.

Mais entre la nature et l'Etat, il y a la vie économique. La science et la technique n'ont libéré l'homme de la tyrannie des éléments antiques — la terre, l'eau, le feu et l'air — que pour le soumettre à leur propre tyrannie. L'homme ne cesse d'être un esclave de la nature que pour devenir un esclave de la machine, et, pis encore, de l'offre et de la demande. La présente crise mondiale (1) exprime d'une manière particulièrement tragique comment l'homme, qui plonge au fond de l'océan, qui s'élève jusqu'à la stratosphère, qui converse, par l'entremise d'ondes invisibles, avec les antipodes, comment ce maître de la nature, fier et audacieux, demeure l'esclave des forces aveugles de sa propre économie. La tâche historique de notre époque consiste à remplacer le jeu incontrôlé du marché par la planification rationnelle, à discipliner les forces productives, à les obliger à travailler ensemble dans l'harmonie et à servir docilement les besoins de l'humanité. Ce n'est que sur cette nouvelle base sociale que l'homme sera capable de reposer ses membres las et que chaque homme et chaque femme, et non plus une infime poignée d'élus, deviendra un citoyen ayant pleins pouvoirs dans le domaine de la pensée.

Mais ce n'est pas encore la fin de la route. Non, ce n'en est encore que le commencement. L'homme s'intitule lui-même le couronnement de la création. Et il y a certains droits. Mais qui peut garantir que l'homme actuel soit le dernier et le représentant le plus élevé de

(1) Rappelons que la crise économique, commencée en 1929, battait alors son plein (NDLR).

l'espèce *homo sapiens* ? Non, physiquement comme intellectuellement, il est très éloigné de la perfection, ce prématuré biologique, à l'esprit faible et qui n'est parvenu à aucun nouvel équilibre organique.

Il est vrai que l'humanité a, plus d'une fois, mis au monde des géants de la pensée et de l'action, qui dominaient leurs contemporains comme les sommets dominent une chaîne de montagnes. La race humaine a le droit d'être fière d'Aristote, de Shakespeare, de Darwin, de Beethoven, de Goethe, de Marx, d'Edison et de Lénine. Mais pourquoi sont-ils si rares ? D'abord, parce que, sauf exception, ils venaient tous des classes dominantes ou des classes moyennes. A part de très rares exceptions, les étincelles de génie nées dans les profondeurs opprimées du peuple sont étouffées avant d'avoir pu se transformer en flamme. Mais cela tient aussi à ce que les processus de création, de développement et d'éducation d'un être humain ont été et demeurent essentiellement une affaire de hasard, que n'éclairent ni la théorie ni la pratique, qui n'est pas soumise à la conscience et à la volonté.

L'anthropologie, la biologie, la physiologie, la psychologie ont accumulé des montagnes de matériaux pour poser devant l'humanité, dans toute leur ampleur, les tâches de perfectionnement et de développement du corps et de l'esprit. La psychanalyse, par la main inspirée de Sigmund Freud, a soulevé le couvercle de ce puits que l'on nomme poétiquement l'âme. Et qu'est-il apparu ? Notre pensée consciente n'est qu'une faible partie du travail des forces psychiques obscures. De savants plongeurs descendent au fond de l'océan et y photographient de mystérieux poissons. En descendant jusqu'au fond des sources de son propre psychisme, la pensée humaine doit éclairer les forces motrices les plus mystérieuses de l'âme et les soumettre à la raison et à la volonté.

Quand il en aura terminé avec les forces anarchiques de sa propre société, l'homme se mettra au travail sur lui-même, dans les mortiers et les cornues du chimiste. Pour la première fois, l'humanité se considérera elle-même comme matière première, ou, au mieux, comme un produit physique et chimique semi-fini. Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans celui de la liberté, en ce sens aussi que l'homme d'aujourd'hui, avec toutes ses contradictions et son absence d'harmonie, ouvrira la voie à une nouvelle race plus heureuse.

Ю. Анненков. 21
Москва

Ю. Анненков
1923
Лев Троцкий

Vous trouverez d'autres textes de Trotsky, sur Trotsky et sur le trotskysme et la IV^e Internationale dans les numéros suivants des *Cahiers du mouvement ouvrier* :

Léon Trotsky

N° 2 : Mark Goloviznine : Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky.
N° 5 : Mark Goloviznine et Jean-Michel Krivine : Sur la mort de Léon Sedov.
N° 6 : Nina Gagen-Thorn : Rencontre au Goulag avec la première femme de Léon Trotsky. Sur la mort de Léon Sedov.
N° 7 : Zborovski : rapport sur Léon Sedov. La répression contre la famille Sedov.
N° 9 : Valeri Bronstein : La famille Bronstein (Trotsky).
N° 13 : Discours inédit de Léon Trotsky au comité central d'octobre 1923.
N° 18 : Léon Trotsky : Georges Plekhanov. Andranik (révolutionnaire arménien).
N° 23 : Léon Trotsky : Jean Jaurès.
N° 24 : Nicolas Boukharine : Lettre au comité central sur l'attitude à l'égard de Trotsky.
N° 25 : Léon Trotsky : Lettre aux paysans. Nos différends.
N° 26 : Ivan Vratchev : Le XII^e Congrès du Parti bolchevique.
N° 27 : Grigori Grigorov : Souvenirs sur Trotsky.

Trotskysme et Quatrième Internationale

N° 2 : Marc Goloviznine : Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky. Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta. Une page d'histoire des trotskystes vietnamiens.
N° 3 : Mark Goloviznine : Le mouvement trotskyste mondial dans les années 1930 à travers les documents internes du Comintern. Le dossier Aoussem (dirigeant trotskyste disparu en 1936).
N° 4 : Vadim Rogovine : Les trotskystes dans les camps. Une interview du dernier survivant de l'Opposition de gauche (l'ouvrier Dogan).
N° 5 : Marcel Beaufrère : un trotskyste retour des camps.
N° 6 : Sur la mort de Léon Sedov. Raffin Dugens : l'adhésion à la IV^e Internationale.
N° 7 : La vie de Pantelis Pouliopoulos.
N° 9 : Le Manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin. La plaidoirie de Dimitar Gatchev devant ses juges.
N° 10 : Alexandre Pantsov : Les premiers opposants chinois. Le dossier du NKVD sur le secrétaire de Trotsky, Vermel (fusillé en 1938).
N° 11 : Le NKVD et l'espionnage systématique de la IV^e Internationale. Ngo Van : Trotskystes et staliniens au Viet-nam à la veille de la guerre.
N° 15 : Stoian Mikhailov : Léninisme, trotskysme et stalinisme.
N^os 16 et 17 : James Cannon : Les débuts du trotskysme américain.
N° 17 : Les trotskystes français dans la Résistance vus par le CDJC.
N° 18 : Jean-Jacques Marie : La chasse internationale aux trotskystes dans les archives de l'Internationale communiste et du comité central en Russie. Iouri Nazarenko : Trotsky et les staliniens aujourd'hui.
N° 20 : Mikhail Vassiliev : L'Opposition de gauche à Leningrad (1927-1929).

N° 21 : Max Clemenceau : Témoignage sur l'activité de militants trotskystes durant la Seconde Guerre mondiale.
N^os^ 22 et 24 : La liquidation des trotskystes à Magadan (documents du NKVD).
N° 24 : Hélène Astériou : Le mouvement trotskyste grec de sa naissance à 1945. Georges Vitsoris : Lettre aux camarades trotskystes grecs (1946).
N° 27 : Une résolution de l'Opposition unifiée en Sibérie en 1927. La motion C (bolcheviks-léninistes) au congrès de la SFIO de 1935. Vadim Rogovine : Les trotskystes dans les camps.

Ces numéros sont encore disponibles.
A titre exceptionnel, les numéros cités ci-dessus figurant parmi 1 à 25 peuvent être obtenus à moitié prix par tout acheteur de ce numéro spécial Léon Trotsky (soit 3,75 euros). Trois numéros groupés seront facturés 10 euros, quatre numéros 12,50 et cinq numéros 15 euros.
Ajouter 0,75 euro de frais d'envoi postal par numéro.

Trotsky et le POUM

Soixante-dixième anniversaire de la création du POUM

En octobre 1935, se constitue en Espagne le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), formé par la fusion du Bloc ouvrier et paysan, dirigé par Joaquim Autin, et la Gauche communiste, dirigée par Andrès Nin, organisation jusqu'alors membre de l'Opposition de gauche internationale.
Le POUM, surtout implanté en Catalogne, sera dissous en juin 1937, au lendemain de la révolte ouvrière des journées de mai à Barcelone, à laquelle ses militants avaient pris part aux côtés de milliers d'ouvriers anarchistes. Le Guépéou, avec la complicité de militants du Parti communiste espagnol, enlève, torture et assassine Andrès Nin.
Un procès est organisé contre le POUM sous le gouvernement du socialiste Juan Negrin. Le n° 1 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié un article sur ce procès (1).
Nous reproduisons ci-après la lettre qu'écrivit Trostky lorsqu'il fut informé de la fondation du POUM. On remarquera qu'en dehors d'une critique qui repose sur une erreur de traduction du texte qui lui avait été remis, Trotsky pose en termes fraternels une question politique dont il juge important qu'il y soit répondu, sans prétendre dicter lui-même cette réponse. Il se fait critique lorsque le POUM signe la plate-forme électorale du Front populaire, qui se prononce pour la défense de la propriété privée, mais s'oppose — en vain — à l'exclusion des bolcheviks-léninistes du POUM par le secrétariat international. Ce dernier ne tient aucun compte de ses réserves.
Trotsky rompra avec le POUM lorsque Andrès Nin deviendra conseiller à la Justice du gouvernement de la Catalogne et participera à la dissolution des comités populaires et du comité central des milices.
Nous publions enfin des extraits d'une déclaration du POSI dénonçant la fraude politique que constitue la célébration de la fondation du POUM par le Parti socialiste catalan, héritier direct des socialistes, qui, comme Negrin ou Prieto, organisèrent ou soutinrent en 1938 le procès du POUM.

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 1, avril 1998, pp. 82 à 93.

Le POUM et la IVe Internationale (1)

(18 octobre 1935)

CAMARADES, le dernier numéro *de La Batalla* contient le manifeste du congrès d'unification du Bloc ouvrier et paysan et de la Gauche communiste. J'attire votre attention sur un seul paragraphe, qui parle de l'affiliation internationale. Le nouveau parti se proclame adhérent de l'Unité socialiste révolutionnaire (IAG) (2).

C'est naturel pour l'Espagne, comme ce fut naturel pour la Hollande (3) ; dans les deux cas, la majorité avait appartenu à l'IAG avant la fusion. Mais l'explication de cette adhésion dans le manifeste est des plus malheureuses. Le document affirme que cette organisation internationale (IAG) *"travaille objectivement pour la reconstruction de l'unité révolutionnaire sur de nouvelles bases"* (4). Qu'est-ce que cela signifie, "objectivement" ? On peut dire que le prolétariat est "objectivement" forcé de se mettre sur la voie de la révolution : on sous-entend par là les lois du développement capitaliste. Mais comment peut-on parler de la même nécessité "objective" pour de petites organisations de propagande ? Le sens de leur existence est dans leur effort subjectif : quel est leur programme ? quel est leur but ? Ces critères subjectifs déterminent entièrement le rôle qu'ils peuvent jouer dans le mouvement ouvrier.

Mais, précisément, ces questions décisives demeurent sans aucune réponse. On nous parle seulement de *"l'unité révolutionnaire sur de nouvelles bases"*. Mais nous sommes intéressés à savoir quelles sont ces "nouvelles bases". Celles du SAP ou celles du marxisme révolutionnaire et de la IVe Internationale ? Dans le parti hollandais, une lutte acharnée se déroule sur cette question. D'autant plus longtemps le parti espagnol aura écarté la discussion des formules exactes, d'autant plus passionné et destructeur sera l'inévitable conflit entre les tendances opposées.

Nous ne pouvons qu'insister amicalement sur la nécessité de la précision théorique et politique dans l'intérêt de l'avenir du nouveau parti espagnol.

---

(1) Archives Jean Rous, Paris. Copie d'une lettre adressée aux dirigeants du RSAP, parti hollandais membre de la IVe Internationale.

(2) L'IAG était l'ancien nom du Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire. Le Bloc de Maurin en était adhérent.

(3) Le RSAP avait adhéré au bureau de Londres.

(4) Il y a là une faute de traduction, car le manifeste porte *"dont l'objectif est de travailler"* et non *"qui objectivement travaille"*, etc. (note des *Œuvres* de Trotsky, tome 7, p. 34).

Le "Parti ouvrier d'unification marxiste" espagnol et le front populaire [1]

(22 janvier 1936)

L'ORGANISATION espagnole des "communistes de gauche" (2), qui a toujours été une organisation confuse, a fini, après bien des oscillations à droite et à gauche, par s'unifier, sur un programme centriste, avec la fédération catalane de Maurin, au sein du parti d'"unification marxiste" (3) (!) Induites en erreur par ce nom, certaines de nos publications ont écrit de ce parti nouveau qu'il se rapprochait de la IVe Internationale.

Rien n'est plus dangereux que d'exagérer ses propres forces sur la base d'une imagination trop crédule. La réalité ne tarde jamais à apporter une désillusion cruelle.

Les journaux nous informent qu'en Espagne, l'ensemble des partis "de gauche", tant bourgeois qu'ouvriers, ont constitué un bloc électoral sur la base d'un programme commun, qui, bien entendu, ne se distingue en rien du programme de "Front populaire" français ni de tous les autres programmes charlatanesques du même genre. Nous y trouvons et *"la réforme du tribunal des garanties constitutionnelles"* et le maintien rigoureux du *"principe d'autorité"* (!) et l'*"affranchissement de la justice de tous soucis d'ordre politique ou économique"* (l'affranchissement de la justice capitaliste de l'influence du capital !), et d'autres choses du même genre.

Le programme constate le refus, par les bourgeois républicains qui participent au bloc, de la nationalisation de la terre, mais, *"en revanche"*, à côté des habituelles promesses à bon marché pour les paysans (crédits, revalorisation des produits de la terre, etc.), il proclame (comme l'un de ses objectifs) *"l'assainissement* (!) *de l'industrie"* et la *"protection de la petite industrie et du commerce"* ; suit l'inévitable *"contrôle sur les banques"* ; cependant, puisque les républicains bourgeois, selon le texte de ce programme, repoussent le contrôle ouvrier, il s'agit du contrôle sur les banques... par les banquiers eux-mêmes, par l'intermédiaire de leurs agents parlementaires du genre d'Azana et de ses semblables (4). Enfin, la politique extérieure

(1) T 3898, 3899, publié également dans *La Révolution espagnole*.

(2) Nom de la section espagnole de l'Opposition de gauche.

(3) En 1934, aussitôt après le "tournant français", Trotsky avait proposé à ses camarades espagnols d'opérer semblable entrée dans le parti, et en particulier les Jeunesses socialistes d'Espagne, qui se développaient alors vigoureusement vers la gauche. La direction de la Izquierda comunista avait repoussé à l'unanimité cette proposition et sévèrement condamné le "tournant français", et participé en septembre 1935 à la fondation du "Partido Obrero de Unificacion Marxista" (POUM), en fait la fusion de la ICE avec l'organisation catalane du "Bloc ouvrier et paysan", qui arborait pour l'Espagne le sigle de Fédération communiste ibérique (FCI). L'animateur de ce dernier était Joaquin Maurin Jullia (1896-1973), ancien dirigeant de la CNT, puis du Parti communiste espagnol, exclu en 1930 avec sa "fédération catalano-baléare", dont il était le secrétaire. Dès 1930, les premiers heurts s'étaient produits entre Trotsky et ses camarades d'Espagne sur la question des relations avec l'organisation de Maurin.

(4) Manuel Azana (1880-1940), dirigeant de la Gauche républicaine, président du Conseil dans

de l'Espagne devra suivre *"les principes et les méthodes de la Société des nations"*. Et puis quoi encore ?

Ont signé au bas de ce honteux document les représentants des deux grands partis bourgeois de gauche, du Parti socialiste, de l'Union générale des travailleurs, de la Jeunesse socialiste — hélas ! —, du "Parti syndicaliste" (Pestana) et enfin du "Parti ouvrier d'unification marxiste" (Juan Andrade). La majorité de ces partis s'est trouvée à là tête de la révolution espagnole pendant les années de sa montée, et ils ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour la trahir et l'épuiser. La nouveauté, c'est la signature du parti de Maurin-Nin-Andrade (5). Les anciens "communistes de gauche" espagnols sont devenus tout simplement la queue de la bourgeoisie "de gauche". Il est difficile d'imaginer chute plus humiliante !

Il y a quelques mois est paru à Madrid un livre de Juan Andrade, *La Bureaucratie réformiste et le mouvement ouvrier,* dans lequel sont analysées, au moyen de citations de Marx, Engels, Lénine et autres auteurs, les causes de la corruption des bureaucrates ouvriers. Juan Andrade m'a adressé son livre par deux fois, les deux fois avec des dédicaces très chaleureuses, dans lesquelles il m'appelait son *"chef et maître"*. Ce geste, qui, en d'autres circonstances, n'aurait à coup sûr pu que me réjouir, m'oblige maintenant à déclarer que je n'ai jamais enseigné à personne *la trahison politique*. Or la conduite d'Andrade n'est rien d'autre qu'une *trahison du prolétariat dans l'intérêt d'une alliance avec la bourgeoisie*.

Il n'est pas superflu de rappeler à ce propos que les "communistes de gauche" espagnols, comme l'indique leur nom même, se sont durci les traits pour apparaître, dans chaque occasion propice, comme des révolutionnaires intransigeants. Ils ont en particulier sévèrement condamné les bolcheviks-léninistes français pour leur entrée dans le Parti socialiste : jamais et en aucun cas ! Entrer de façon temporaire dans une organisation politique de masse pour lutter implacablement dans ses rangs contre ses chefs réformistes sous le drapeau de la révolution prolétarienne, c'est de l'opportunisme, mais conclure une alliance politique avec les chefs du parti réformiste sur la base d'un programme que l'on sait malhonnête et qui sert à tromper les masses et à couvrir la bourgeoisie, c'est du courage ! Peut-on ravaler et prostituer davantage le marxisme ?

Le "Parti d'unification marxiste" appartient à la fameuse association de Londres des "partis socialistes révolutionnaires" (ex-IAG) (6).

La direction de cette dernière se trouve actuellement entre les mains de Fenner Brockway, secrétaire de l'Independent Labour Party (7). Nous avons déjà écrit qu'en dépit des préjugés pacifistes surannés et vraisemblablement incurables de Maxton et autres, l'ILP a pris dans la question de la Société des nations et de ses sanctions (8) une position révolutionnaire honnête, et chacun de nous a lu avec satisfaction une série d'excellents articles à ce sujet dans le *New Leader*. Lors des dernières élections parlementaires, l'Independent Labour Party s'est même refusé à soutenir électoralement les travaillistes, précisément parce que

---

les débuts de la République. Toutes les expressions figurant entre guillemets dans le texte ci-dessus sont extraites du programme électoral du Bloc des gauches espagnoles.

(5) Parti fondé en 1933 par Angel Pestana Nunez (1886-1938), ouvrier horloger, ancien dirigeant de la CNT. Juan Andrade (né en 1897), ancien dirigeant des JS, l'un des fondateurs du premier Parti communiste d'Espagne en 1920. Exclu en 1927, il avait rejoint l'Opposition de gauche dès sa constitution. Andrés Nin (1892-1937), secrétaire national de la CNT en 1921, était devenu secrétaire de l'Internationale syndicale rouge la même année. Membre du Parti bolchevique, il avait rejoint l'Opposition de gauche dès 1923. Expulsé d'URSS en 1930, il avait entrepris la construction de l'Opposition de gauche en Espagne.

(6) L'ancienne Communauté internationale du travail (IAG) était devenue en 1935 "Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire". L'organisation de Maurin en était membre et le POUM y avait adhéré.

(7) Archibald Fenner Brockway, secrétaire de l'ILP et du "Bureau de Londres", sera anobli par la suite après la guerre. James Paxton, principal dirigeant de l'ILP, député de Glasgow, était pacifiste.

(8) Il s'agit de la politique des "sanctions" économiques décidées contre l'Italie, agresseur de l'Ethiopie.

ces derniers soutenaient la Société des nations. En lui-même, ce refus constituait une erreur tactique : là où l'ILP ne pouvait présenter ses propres candidats, il devait soutenir les travaillistes contre les conservateurs. Mais c'est malgré tout un détail. En tout cas, il ne pouvait être question d'un quelconque "programme commun" avec les travaillistes. Les internationalistes devaient lier le soutien électoral (des travaillistes) avec la dénonciation de la façon dont les social-patriotes britanniques rampent devant la Société des nations et ses "sanctions".

Nous nous permettons de poser à Fenner Brockway la question suivante : qu'admet au juste l'"Internationale" dont il est le secrétaire ? La section anglaise de cette "Internationale" se refuse à un simple soutien électoral de candidats *ouvriers,* s'ils sont partisans de la Société des nations. La section espagnole conclut un bloc avec des partis *bourgeois* sur un programme commun de soutien à la Société des nations. Est-il possible d'aller plus loin dans le domaine des contradictions, de la confusion, de la faillite ? Il n'y a pas encore la guerre et les sections de l'"Internationale" de Londres tendent dès maintenant vers des directions diamétralement opposées. Qu'adviendra-t-il donc d'elles quand se produiront des événements décisifs ?

Mais revenons au parti espagnol "d'unification marxiste" avec la bourgeoisie ! Les "communistes de gauche" espagnols — Andrés Nin, Juan Andrade, etc. — ont plus d'une fois rejeté notre critique de leur politique conciliatrice en invoquant notre incompréhension des "conditions particulières" de l'Espagne. Argument habituel de tous les opportunistes, car le premier devoir du révolutionnaire prolétarien consiste à traduire les conditions *particulières* de son pays dans le langage international du marxisme, compréhensible aussi à l'intérieur des frontières de son propre pays (9). Mais pour l'heure, il n'est pas besoin de ces arguments théoriques. Le bloc espagnol des sommets de la classe ouvrière avec la bourgeoisie de gauche n'a en lui-même rien de "national", car il ne diffère en rien du "Front populaire" en France, en Tchécoslovaquie, au Brésil et en Chine. Le "Parti ouvrier d'unification marxiste" ne fait rien d'autre que mener servilement la politique que le VII[e] Congrès de l'Internationale communiste a imposée à toutes ses sections, tout à fait indépendamment de leurs "particularités nationales". La véritable originalité de la politique espagnole réside cette fois uniquement dans le fait qu'au bloc avec la bourgeoisie a adhéré aussi la section de l'Internationale de Londres. Tant pis pour elle ! Quant à nous, nous préférons la clarté. Il se trouvera certainement en Espagne de véritables révolutionnaires pour démasquer impitoyablement la trahison de Maurin, Nin, Andrade et consorts, et pour poser les éléments d'une section espagnole de la IV[e] Internationale.

(Quelques jours après la parution de cet article, le SI votait une résolution dénonçant publiquement l'attitude des membres de la Gauche communiste qui avaient *"couvert cette opération de trahison"*, les excluant et appelant *"les ouvriers révolutionnaires espagnols et tous les militants restés fidèles à la LCI et à sa politique"* à *"fonder la section espagnole de la IV[e] Internationale"*. Trotsky n'était pas d'accord avec cette décision administrative.)

(9) A la recherche de justifications pour leur politique, Maurin-Nin invoquent le système électoral espagnol, qui rend très difficiles les candidatures indépendantes pour le jeune parti (voir la résolution du comité central, *La Batalla,* n° 234). Mais cet argument est dénué de valeur. La *technique* électorale ne peut justifier la *politique* de trahison que constitue le lancement d'un *programme commun* avec la bourgeoisie (note de Léon Trotsky).

Contre une captation d'héritage

Déclaration du comité central du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section en Espagne de la IVe Internationale

CE mois d'octobre marque le soixante-dixième anniversaire de la fondation du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), qui a occupé une place importante dans le mouvement ouvrier des années de la révolution espagnole, en rassemblant des dizaines de milliers de militants révolutionnaires (...).

Les militants de la IVe Internationale ont salué avec Trotsky la fondation du POUM. Par la suite, sont apparus des désaccords, surtout à propos de l'entrée du POUM dans le gouvernement de la Généralité. Mais, au-delà de tout désaccord politique, nous faisons nôtres les mots de Trotsky lors de l'assassinat de Nin :

"Les membres du POUM ont lutté héroïquement contre les fascistes sur tous les fronts en Espagne. Nin est un vieux révolutionnaire incorruptible. Il a défendu les intérêts des peuples espagnol et catalan contre les agents de la bureaucratie soviétique. C'est pourquoi le Guépéou l'a liquidé."

De quel droit la direction du Parti socialiste catalan se déclare-t-elle la continuatrice de la lutte du POUM ?

A l'occasion de cet anniversaire, diverses manifestations se tiennent à Barcelone, dont une organisée par le PSC-PSOE dans son local central, intitulée *"70e anniversaire de la fondation du POUM. 1935-2005 : 70 ans de lutte pour le socialisme"*, et à laquelle participent Isidore Molas, Manuela de Madre, Manel Alberich, Salvador Clotas, Carmel Rosa, José Montilla et Pasqual Maragall.

Bien que le PSOE ait été construit par la classe ouvrière pour la lutte pour le socialisme, nous considérons malhonnête et falsificateur de la part des dirigeants du PSC de se présenter comme les continuateurs et les héritiers de la lutte du POUM pour le socialisme. Par respect pour la vérité historique et la mémoire de tant de militants révolutionnaires, convaincus de la valeur actuelle de la révolution ouvrière espagnole des années 1930, nous croyons nécessaire de faire connaître notre point de vue.

Le POUM a été fondé par des militants révolutionnaires, communistes, partisans de la dictature du prolétariat et farouchement opposés au réformisme social-démocrate. Dans le texte édité après

son congrès de fondation, et intitulé *"Qu'est-ce que le POUM et que veut-il ?"*, ils disaient : *"Le Parti ouvrier d'unification marxiste (Bloc ouvrier et paysan et Gauche communiste unifiés) est né de la fusion de deux organisations marxistes révolutionnaires, avec pour objectif central de toute son action l'unité révolutionnaire de la classe travailleuse, prémisse indispensable pour le triomphe de la révolution démocratique-socialiste dans notre pays."* Et ils ajoutaient : *"La dictature du prolétariat — transitoire, puisqu'elle n'existera que jusqu'à la disparition des différences de classes, et donc des classes elles-mêmes — ne détruira pas la démocratie, mais, au contraire, la renforcera en donnant vie à la démocratie véritable : la démocratie ouvrière."* Et ils ajoutaient encore : *"Le Parti ouvrier considère que les prémisses fondamentales pour réaliser l'unification marxiste révolutionnaire sont les suivantes :*

— Premièrement : la révolution espagnole est une révolution de type démocratique-socialiste. L'alternative est : démocratie ou fascisme. La classe travailleuse ne pourra pas prendre le pouvoir pacifiquement, mais par le moyen de l'insurrection armée.

— Deuxièmement : une fois pris le pouvoir, instauration transitoire de la dictature du prolétariat. Les organes du pouvoir présupposent la démocratie ouvrière la plus large et la plus complète. Le parti de la révolution ne peut pas, ne doit pas étouffer la démocratie ouvrière."

A propos du PSOE, les fondateurs du POUM ajoutaient dans ce même document : *"Le Parti socialiste n'est pas le parti qu'exige la révolution. Et il ne l'est pas, parce que, malgré une certaine évolution qu'il faut reconnaître, il continue d'être fondamentalement un parti de type social-démocrate."* Et il continue : *"Du point de vue doctrinal, le Parti socialiste n'a pas réussi à assimiler non seulement les doctrines de Lénine, mais même celles de Marx et d'Engels. Le POUM s'oppose résolument à la IIe Internationale."*

Le POUM a défendu, après le coup d'Etat militaire-fasciste du 18 juillet, une série de positions conquises par les travailleurs, depuis les collectivisations d'usines et de terres jusqu'aux milices. Pour revenir à la citation de Trotsky, Nin *"a essayé de défendre l'indépendance du prolétariat espagnol face aux machinations et aux intrigues diplomatiques de la clique qui détient le pouvoir à Moscou (...). Il a refusé de collaborer avec le Guépéou contre les intérêts du peuple espagnol. Ce fut son seul crime. Il l'a payé de sa vie."*

C'est pour cette raison que le POUM a été dissous en 1937, ses militants poursuivis et ses dirigeants jugés et condamnés par les tribunaux de la République. La sentence qui condamne plusieurs membres du comité exécutif du POUM à de longues peines de prison explique qu'ils sont condamnés précisément à cause de leur politique révolutionnaire : *"Lesdits accusés, en tant que membres dirigeants du Parti ouvrier d'unification marxiste, ont persisté dans leur ligne révolutionnaire visant à instaurer le plus rapidement possible l'idéologie qui est la sienne."* Le tribunal ajoute parmi les causes qui motivent sa condamnation : *"Opposition violente au gouvernement légitime et critique acerbe de ses décisions, ainsi que des institutions de la République et des partis et des organisations qui la soutiennent, comme moyen pour affaiblir le régime actuel et créer les conditions extérieures nécessaires pour la prise du pouvoir, qu'ils réaliseraient d'abord en Catalogne et si possible dans le reste de l'Espagne loyale, et instaurer ainsi un régime communiste organisé conformément à leurs positions de parti."* Ils sont aussi condamnés pour leur opposition au stalinisme, lorsque le tribunal dit : *"Ils affirment faussement dans le journal* La Batalla *que le gouvernement de la République est aux ordres de Moscou et qu'il pourchasse ceux qui ne veulent pas se soumettre aux ordres de Moscou."*

Largo Caballero fut écarté du gouvernement entre autres parce qu'il n'accep-

tait pas la répression contre le POUM. De nombreux militants socialistes ont également subi la répression stalinienne. Cependant, l'interdiction, l'inculpation et l'infâme condamnation du POUM se produisirent lorsque le gouvernement de la République était présidé par un militant du PSOE, Juan Negrin, avait comme ministres des dirigeants importants du PSOE comme Indalecio Prieto, et qu'il était soutenu par le Parti socialiste lui-même.

Tandis que la direction du PSOE couvrait ainsi la répression des staliniens, du SIM (1) et du Guépéou contre le POUM et contre d'autres militants ouvriers et socialistes, les militants de la IV[e] Internationale, laissant de côté leurs divergences sur la politique des dirigeants du POUM, combattirent alors pour défendre les militants persécutés, manifestèrent leur solidarité avec Andrés Nin contre ses bourreaux, participèrent comme témoins de la défense à l'infâme procès contre le POUM.

25 septembre 2005

(1) Service d'information militaire, police politique du régime (NDLR).

Andrés Nin.

Chronique des falsifications

432
ИК.Ж.Д
432

"Il était une fois"... un tissu de mensonges

Dominique Vincenot
183 rue Saint-Charles
75015 Paris
dominiquefrance2002@yahoo.fr

à

M^me^ Laurence Vignon,
directrice de la rédaction,
***TGV Magazine*,**
146, rue du Faubourg-Poissonnière,
75 010 Paris

Paris, le 11 octobre 2005

CHÈRE Madame, je me permets de m'adresser à vous, après avoir lu le n° 78 (octobre 2005) de votre magazine gratuit distribué dans les TGV, étant moi-même un usager régulier du service public de la SNCF.

J'ignore qui est Marie-Sophie Ramspacher, qui a signé la chronique *"Il était une fois..."*, page 98, mais permettez-moi de vous faire part de mon étonnement. Cette chronique, qui, je crois, est censée être une chronique "historique", est intitulée *"La cour de justice de Trotski"*. Son thème : l'utilisation — selon M^me^ Ramspacher — de wagons du Transsibérien pour établir son quartier général mobile, par Léon Trotsky, dirigeant du Parti bolchevique et fondateur de l'Armée rouge pendant la guerre civile russe (1918-1921).

On apprend dans cette chronique "historique" les choses suivantes : *"En 1919, au lendemain de la révolution d'Octobre, il ne reste presque rien du Transsibérien-Express, luxueux convoi, digne concurrent de l'Orient-Express. Léon Trotski, qui cherche un quartier général commode, fait rapatrier vers Moscou ses dernières voitures et lance de coûteux travaux. Son wagon-chambre à coucher est équipé d'une baignoire arrachée aux appartements privés de l'impératrice à Saint-Pétersbourg, son wagon-bibliothèque regorge d'ouvrages reliés en cuir provenant vraisemblablement de quelque pillage. La rame est dotée d'une station radio, afin de capter les émissions européennes, en particulier françaises, car l'homme a beaucoup d'amis à Paris. Le commissaire du peuple à la Guerre y a aussi fait installer une imprimerie, ayant entrepris d'évangéliser les provinces russes au communisme. En pleine guerre civile, il sillonnera plus d'un million de kilomètres dans un convoi bien chauffé et... blindé. Trotski, qui ne dort jamais sans une arme sous l'oreiller, craint pour sa sécurité. Car son train s'est transformé en cour de*

justice expéditive. On raconte qu'il ordonnait les exécutions sur le ballast, à quelques pas de son convoi. Le bruit des balles le rassurait."

Diantre ! Quel sinistre individu... pour un lecteur peu averti !

En pleine guerre civile, alors que la famine fait des ravages, il se lance dans *"de coûteux travaux"*, *"arrachant"* des baignoires aux malheureuses impératrices déchues pour les faire installer dans son wagon... Quant aux livres qui remplissent sa bibliothèque, ils ne peuvent venir que *"de pillages"*, bien entendu ! Non seulement ce chef bolchevique se vautre dans le luxe, mais il *"ne dort jamais sans une arme sous son oreiller"*, et, tel un véritable sadique, fait exécuter à tort et à travers de malheureux innocents (puisque la justice de Trotsky était, évidemment, *"expéditive"*), et tout cela parce que, tenez vous bien, *"le bruit des balles le rassurait"* !

Vous reconnaîtrez qu'on est loin de la moindre "rigueur historique" qu'on est en droit d'attendre de tout auteur d'une rubrique "historique", avec l'utilisation systématique des *"provenant **vraisemblablement** de quelque pillage"* (quand ? où ?), ou encore *"**on raconte**"* (ah bon ! qui raconte ? sur la base de quel fait, s'il vous plaît ?).

Voici quelques faits, tels qu'ils sont établis dans l'ouvrage d'Alfred Rosmer (1) (ouvrage préfacé par Albert Camus), *Moscou sous Lénine* (édité chez Pierre Horay, 1953, pages 157-158) :

— le train réquisitionné par Trotsky n'était pas le Transsibérien, mais le train d'un ancien ministre du tsar ;

— il était équipé de sanitaires, mais en aucun cas de *"baignoire arrachée"* on ne sait où ;

— la bibliothèque était essentiellement équipée d'ouvrages techniques et militaires ;

— la station de radio ne captait pas on ne sait quelles *"émissions de France"*, elle était beaucoup trop faible pour cela, mais servait aux échanges radio avec Moscou ;

— l'imprimerie ne publiait pas de la *"littérature"* pour *"évangéliser"* on ne sait qui, mais un journal, intitulé *En route !*, qui publiait les informations relatives à la guerre civile ;

— le train était "blindé" avec... des sacs de sable ;

— quant à la prétendue *"cour de justice"*, il s'agissait en fait d'un tribunal militaire, qui prononça des peines d'exécution à l'encontre d'espions, de déserteurs et de pillards (comme cela se faisait des deux côtés du front, soit dit en passant) ;

— enfin, ce train ne parcourut pas *"plus d'un million de kilomètres"*, mais environ 170 000 km.

Vous admettrez que cela fait beaucoup "d'erreurs" pour un article de vingt lignes sur une demi-colonne...

Au-delà de ça, je suis extrêmement choqué qu'une revue diffusée dans un service public (donc, j'imagine, subventionnée par ce même service public, ce qui signifie par mes impôts comme citoyen et mes achats de billets comme usager) se permette de publier un discours haineux, et le mot, je crois, n'est pas trop fort, contre un personnage historique, quel que soit l'opinion que chacun puisse en avoir.

Quel courage, de plus, de s'attaquer à un homme sauvagement assassiné il y a presque exactement 65 ans (août 1940) par un agent de Staline ! Faut-il rappeler que des milliers de partisans de Léon Trotsky (et bien d'autres, communistes, socialistes, anarchistes) sont morts, déportés et massacrés dans les camps staliniens, et que des milliers d'autres ont été exterminés dans les camps nazis ?

Que les sympathies politiques de M^me^ Marie-Sophie Ramspacher puissent aller à Staline ou à la malheureuse *"impératrice de Saint-Pétersbourg"* à qui on a sauvagement *"arraché la baignoire de ses appartements privés"*, ou à qui elle

(1) Alfred Rosmer (1885-1964), militant syndicaliste français, collaborateur à *La Vie ouvrière*, un des militants français, opposants de la première heure au stalinisme, puis opposant à la guerre d'Algérie, et personnage unanimement respecté, bien au-delà du mouvement ouvrier. A la différence de M^me^ Ramspacher, il a connu, pour l'avoir visité pendant la guerre civile russe, le "train blindé" de Léon Trotsky.

veut, c'est son problème. Mais je ne vois pas de quel droit cette personne nous impose, nous, usagers du service public, ses opinions politiques. Ni de quel droit on fait passer des affabulations pour des vérités historiques.

Convaincu que vous partagerez mon souci de neutralité du service public, et convaincu de votre attachement à la déontologie journalistique, je suis persuadé, chère Madame, que vous voudrez bien publier ce rectificatif dans le prochain numéro de votre magazine.

Recevez, Madame la Rédactrice en chef, mes sentiments les meilleurs.

Dominique Vincenot

•
• •

Georges-André Morin,
ingénieur général du Génie rural
des eaux et des forêts,
21, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris

A M^me^ Laurence Vignon,
directrice de la rédaction
de *TGV magazine*,
146, rue du Faubourg-
Poissonnière, 75010 Paris

Le 22 octobre 2005

Madame la Directrice,

Abonné depuis bientôt quarante ans et usager régulier du TGV, je lis assez régulièrement la revue *TGV Magazine*, qui fait bonne figure à côté de ses équivalentes des compagnies aériennes. Destinée à tous les usagers du train, c'est une revue de bonne tenue, bien documentée et "soft", se gardant de toute position politique ou religieuse.

Quelle ne fut pas ma surprise de lire dans votre dernier numéro un article se voulant historique, et qui est en fait une attaque contre Trotsky. Quel que soit le point de vue que l'on peut avoir sur ce que la presse française de 1917 appelait "*les événements de Saint-Pétersbourg*", et que l'histoire a retenu sous le nom de "*révolution d'Octobre*", un personnage de la dimension de Trotsky appartient à l'histoire depuis son assassinat au Mexique par un envoyé de Staline, il y a soixante-cinq ans.

Or il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour comprendre que le petit papier *"Le train de Trotski"*, signé d'une certaine dame Ramspacher, est hautement fantaisiste, cela apparaît immédiatement de l'emploi de l'adverbe "vraisemblablement" ou encore du célèbre pronom indéfini "on".

En quoi la SNCF, entreprise d'Etat chargée d'une mission de service public, doit-elle fournir un support à de petites polémiques éculées ? Qui est visé par la rédactrice, la révolution de 1917 ? ou l'homme Trotsky, sa plume étant alors un minuscule et tardif prolongement du pic de l'assassin de 1940 ?

Mais cette rubrique peut-être confondue avec la précédente *"Je me souviens en train"*, où des usagers évoquent leurs souvenirs de train.

Je me demande donc si M^me^ Ramspacher, au terme d'une vie longue et aventureuse, n'a pas mélangé ses souvenirs du "train de Trotsky" avec ceux des trains qu'elle n'a pas manqué non plus d'emprunter d'où les présidents mexicains Diaz, puis Carranza, firent le coup de feu pendant la guerre civile mexicaine (1910-1917), à moins que ce ne soit le train, effectivement blindé, du seigneur de la guerre de Mandchourie, le "maréchal" Zhang Zuo Lin, dont les Japonais ne vinrent à bout qu'en dynamitant plusieurs centaines de mètres de voie ferrée (1928).

Si longtemps après, je comprends alors que ses souvenirs s'emmêlent.

Avec mes respectueuses salutations.

La vérité sur l'armée de Denikine

AU début du mois d'octobre 2005, les cendres du général blanc Anton Denikine ont été rapportées en grande pompe des Etats-Unis — où il avait achevé sa vie — à Moscou. L'Eglise orthodoxe a bien en entendu célébré ce retour. Les autorités du gouvernement de l'ex-officier du KGB Poutine s'y sont associées.

La presse russe a célébré ce général, qui, à en croire le cinéaste Serge Milkhalkov, aurait été, à la tête de son armée, un véritable modèle d'humanité. *Le Figaro,* et, plus discrètement, *Le Monde,* ont apporté leur contribution à ce concert d'éloges.

Les quelques faits cités ci-dessous corrigeront cette image sainte...

•
• •

LE général Wrangel, qui succède à Denikine à la tête des armées blanches du sud en mars 1920, et qui est lui-même un monarchiste convaincu et un adversaire déterminé des rouges, décrit le comportement de l'armée du général Denikine sur l'immense territoire qu'elle occupe :

"Le pays était dirigé par toute une série de petits satrapes, à commencer par les gouverneurs pour finir par n'importe quel gradé de l'armée, n'importe quel commandant ou chef des services de renseignement. Eperdu, le citoyen apeuré ne savait à qui obéir. Une horde d'aventuriers de tout poil, produits typiques de la guerre civile, avaient su utiliser l'impuissance du pouvoir pour pénétrer dans tous les secteurs de l'appareil d'Etat. Le concept de légalité était complètement ignoré. Les représentants du pouvoir sur place se perdaient dans une pluie de dispositions contradictoires. Chacun agissait à sa guise ; l'exemple funeste venait d'en haut. Le commandant de l'armée des Volontaires et préfet de la province de Kharkov, le général Maï-Maievski, donnait le premier l'exemple par sa conduite scandaleuse et débauchée. Les autres suivaient son exemple... L'existence désordonnée d'ivrogne du commandant de l'armée des Volontaires, l'indiscipline des troupes, la débauche et l'arbitraire régnant à l'arrière n'étaient un secret pour personne ; tous se rendaient compte qu'il était impossible de continuer comme cela, que nous allions à grands pas vers notre perte."

Cette conduite et le désordre bureaucratique engendrent une corruption généralisée :

"Le pillage et la corruption avaient pénétré profondément tous les secteurs de l'administration. Avec un bon pot-de-vin, on pouvait esquiver n'importe quelle disposition gouvernementale. Malgré les immenses richesses naturelles des régions que nous occupions, notre monnaie ne cessait de se dévaluer. L'exportation confiée par le haut commandement à des entrepreneurs privés contre paiement par eux de taxes ne rapportait presque rien à la caisse de l'Etat. L'essentiel du montant des taxes obligatoires sur les marchandises vendues à l'étranger restait dans la poche des entrepreneurs. Les énormes stocks fournis par

les Anglais étaient honteusement dilapidés. L'armée, mal ravitaillée, se nourrissait exclusivement sur le dos de la population, ainsi grevée d'un fardeau insupportable..."

L'armée de Denikine et la chasse (sanglante) aux Juifs

Les soldats de Denikine entraient dans les villes en chantant à tue-tête :

"Nous irons au combat hardiment
Pour la Sainte Russie
Et nous massacrerons
Toute la racaille des youpins."

Voici deux exemples de leur conduite : l'un est tiré du bulletin d'information de l'état-major de Denikine lui-même, qui décrit un pogrome parmi d'autres :

« A Makarovo, tout le monde attendait l'arrivée des détachements de l'armée des Volontaires dans l'espoir d'être débarrassé des pillages perpétrés par des bandes locales déchaînées, ainsi que des enrôlements incessants décrétés par le pouvoir soviétique. Lorsque Makarovo fut informée de l'arrivée d'un détachement de l'armée des Volontaires, la population, tant chrétienne que juive, décida de l'accueillir avec le pain et le sel. La délégation chrétienne se plaça près du centre administratif, la délégation juive s'installa en retrait, sur une hauteur. Un officier s'approcha des délégués chrétiens et commença à s'entretenir avec eux. Lorsqu'il remarqua la délégation juive, un peu plus loin, il demanda : "Qu'est-ce que c'est que ces épouvantails ?" *(les Juifs, des vieux, portaient le long caftan). Les soldats demandèrent alors à l'officier la permission de s'occuper des Juifs. L'officier la leur accorda, et les soldats se mirent aussitôt à frapper tous les membres de la délégation à coups de sabre, au début la lame dans le fourreau, puis la lame nue. La plupart des membres de la délégation juive furent tués et les autres furent grièvement blessés. Les pillages et les violences infligés à la population juive se poursuivent à l'heure actuelle. Les paysans qui reviennent de Makarovo affirment que les rues sont jonchées de cadavres. Personne ne les enterre, car les Juifs ont peur de sortir de chez eux... »*

C'est une vieille habitude des soldats et officiers de Denikine. Le 17 octobre 1918, par exemple, un soldat du troisième régiment de cavalerie de Tchernigov écrivait à ses parents avec satisfaction : *"Nous sommes allés à Konotop rosser les youpins, j'ai réussi à égorger trois Juifs et un vieux youpin, et pour ça on a touché 500 roubles par soldat."*

La socialiste-révolutionnaire de gauche Kakhovskaia décrit, elle, les horreurs accomplies par la soldatesque de Denikine lors de son entrée à Kiev, en 1919 :

« Une charrette arrive, chargée de cadavres de Juifs, un flot de gens s'engouffre à la suite de cette charrette dans la morgue. Dans la salle, des cadavres à moitié pourris sont rangés les uns sur les autres comme des planches ; il y a parmi eux beaucoup de fusillés, mais aussi beaucoup de corps ramassés par hasard dans la rue, de cadavres d'inconnus... Dans toutes les campagnes ont eu lieu des massacres de Juifs... Les journaux enregistrent chaque jour de 60 à 70 personnes d'origine juive tuées on ne sait ni par qui ni dans quelles circonstances.

Une camarade du parti qui s'est rendu à Kharkov nous écrit de là-bas : "Au nom du ciel, ne voyagez pas ! Mes cheveux avaient blanchi lorsque je suis arrivée à Kharkov après les horreurs que nous avons dû subir en chemin. L'union des Cent-Noirs sévit tout particulièrement dans les trains : ils forcent les voyageurs à réciter un Pater Noster ou un Credo, ou bien font prononcer aux voyageurs quelques mots russes particulièrement difficiles pour quiconque a l'accent juif *(en particulier le mot "koudourrou", qui veut dire maïs — NDLR).* Quiconque est reconnu comme Juif est

impitoyablement torturé et jeté en pleine marche sur la voie.

Le long de toutes les voies qui mènent à Kiev s'alignent ainsi des centaines de cadavres" » (1).

(1) Ces passages sont extraits du livre de Jean-Jacques Marie *La Guerre civile russe, 1917-1922*, Autrement, 2005.

Le lecteur qui veut en savoir un peu plus y trouvera une abondante documentation sur les exploits accomplis par l'armée du général.

Trotsky et les camps de concentration

Jean-Jacques Marie,
36, rue de Picpus,
75012 Paris

A Jan Krauze, *Le Monde 2*

Le 13 octobre 2005

Monsieur,

Je lis sous votre plume, dans votre compte rendu du livre de M^me^ Appelbaum, *Le Goulag*, publié dans *Le Monde 2* (8 octobre), la phrase suivante : *« Nés du cerveau fertile de Trotski en juin 1918, avant même le déclenchement officiel de la terreur rouge, les premiers camps s'appelaient encore "kontslager" (camps de concentration) avant qu'on ne renonce à ce vocabulaire d'inspiration trop germanique. »*

Il s'agit là — malgré l'autorité de M^me^ Appelbaum — d'une triple contre-vérité :

1) Les premiers camps de concentration de la guerre civile ont été constitués en Finlande — province russe jusqu'en décembre 1917 — par le général Mannerheim, ancien favori du tsar Nicolas II et chef des blancs, pour y jeter, y abattre et y faire mourir de faim les "rouges", en l'occurrence les sociaux-démocrates finlandais soulevés en janvier. La répression fait 35 000 morts, ce qui, dans ce pays de 4 millions d'habitants, équivaut à un demi-million pour la France ! Les "rouges", en Russie, sont ainsi avertis de ce qui les attend s'ils sont battus. D'ailleurs, la conférence spéciale près le général Denikine condamne à mort par décret quiconque a contribué à l'instauration et au maintien du pouvoir des commissaires du peuple.

2) Les deux forces en lutte dans cette guerre civile utilisent le terme de "camps de concentration" pour désigner les camps où ils internent leurs prisonniers et leurs adversaires afin de les isoler. Ainsi, dans une lettre du 31 août 1919 au représentant de la Croix-Rouge, le docteur Montandon, l'adjoint de l'amiral blanc Koltchak, le général Soutine, rejette, écrit-il, l'idée de *"confier tous les camps de concentration* — construits par les blancs — NDA — *à la Croix-Rouge américaine"* (1). Ces camps n'étaient ni de travail forcé ni d'extermination, mais dans une période où la famine, le typhus et le choléra régnaient partout et où le blocus total de la Russie soviétique décrété par les Alliés de janvier 1919 à janvier 1920 interdisait tout achat de médicaments et même de savon, la mortalité y était très élevée des deux côtés. Ecrire, comme vous le faites, *"entre 1917 et 1992, vingt-huit millions de personnes*

(1) George Montandon, *Deux ans chez Koltchak et chez les bolcheviks*, Felix Alcan, p. 33.

ont connu l'enfer du Goulag" met donc sur le même plan des réalités différentes. C'est une véritable manipulation des faits.

3) Le premier réel "camp de concentration" a été construit en 1923 aux îles Solovki, mais les souvenirs de la socialiste-révolutionnaire Ekaterina Olitskaia (2), qui y fut internée de 1924 à 1926, montrent que les détenus politiques n'étaient soumis à aucune obligation de travail et organisaient publiquement des clubs de discussion politique. Je ne prétends par là ni justifier leur réclusion ni en dissimuler la dureté, mais le régime carcéral qu'ils subissaient n'était manifestement pas celui du futur Goulag. Tout changera en 1929, année où, selon un autre détenu des Solovki, le monarchiste Oleg Volkov, a été organisée une "Saint-Barthélemy" au camp (3). Attribuer l'idée du Goulag à Trotsky n'est pas seulement une contre-vérité historique, cela permet de masquer ce que Chalamov, que vous citez... mais pas sur ce point, souligne pourtant plusieurs fois : à savoir que le pire, pour un condamné au Goulag, c'était de porter l'étiquette KRTD (et non KRD), *"activité contre-révolutionnaire trotskyste"*. Ceux-là, affirme-t-il, n'avaient à peu près aucune chance d'en sortir vivants. La contre-vérité que je relève ne permettrait-elle pas de suggérer qu'ils ne l'auraient finalement pas volé ? Mais on ne peut utiliser l'autorité de Chalamov à cette fin. Même Soljenitsyne, qui hait Trotsky et les trotskystes, n'ose pas le dire.

4) Notons, enfin, en passant, que l'abandon, d'ailleurs très relatif, du mot "lager" n'a rien à voir avec son origine germanique ; ce mot, russifié depuis longtemps, a toujours été utilisé pour désigner les camps de pionniers et même de vacances. Malgré ce nom, il me paraît bien difficile de considérer ces "camps" comme des annexes du Goulag !

Avec mes salutations distinguées.

---

(2) Ekaterina Olitskaia, *Le Sablier*, Deux Temps Tierce, pp. 159 à 236.

(3) Oleg Volkov, *Les Ténèbres*, Jean-Claude Lattès, p. 92.

Dans l'ex-URSS aujourd'hui

2,5 millions de travailleurs du secteur d'Etat ont participé aux actions syndicales en Russie le 12 octobre 2005

LE mercredi 12 octobre, les syndicats appelaient les travailleurs du secteur public (en particulier enseignants, médecins et travailleurs de la culture, parfois rejoints par des contingents d'ouvriers d'industrie) à des actions de protestation pour l'augmentation des salaires, misérables dans ces secteurs. Plus de 2,5 millions de travailleurs y ont participé sous toutes les formes : grèves, rassemblements, manifestations... Partout, les travailleurs et les syndicalistes ont fait connaître leurs revendications.

Dans la région du Kouban, *"les écoles et les jardins d'enfants sont vides"* : enseignants et éducateurs sont en grève. La revendication centrale : augmentation de 150 % des salaires.

A Barnaoul (Sibérie centrale), plus de 10 000 travailleurs se sont réunis en meeting sur la place des Soviets, pour le plus important des meetings ouvriers de l'année 2005, rassemblant enseignants, médecins, salariés des usines d'armement, représentants des entreprises de transport et étudiants... Sur les pancartes : *"L'enseignant qui réussit à vivre avec son salaire est un héros"*, *"Vous qui êtes au pouvoir : compensez nos dépenses de transport par l'instauration d'un tarif réduit unique dans les transports !"*, *"Président : écoute l'enseignant de l'Altaï !"*. Le secrétaire de l'union des syndicats de la région a conclu son discours en disant : *"Rappelez-vous que seules les actions de protestation des enseignants par la grève illimitée ont pu, dans le passé, obliger nos bureaucrates à trouver les moyens de payer les arriérés de salaires !"*

A Tchita, près de 6 000 travailleurs ont cessé le travail pendant trois heures dans les écoles, organisant des piquets jusque devant les bâtiments de l'administration centrale. Des mobilisations semblables sont enregistrées dans les villes de Sibérie : 1 000 au meeting syndical de Krasnoïarsk, la totalité des travailleurs des secteurs publics de Sakhaline, où *"toutes les écoles et les jardins d'enfants étaient fermés"*. Des milliers de manifestants de cette région extrême-orientale exigeaient *"l'indexation des salaires sur l'inflation"*, brandissant des pancartes disant notamment : *"Arrêtez*

de nous humilier !" ou encore : *"Le chien d'un bureaucrate ne survivrait pas avec la paye d'un éducateur !"*

En Russie d'Europe, dans la province de Vladimir, on explique au comité syndical que *"la revendication est l'augmentation des salaires de 1,5 à deux fois d'ici la fin de l'année et de deux fois en 2006, car malgré l'augmentation récente de quelques centaines de roubles, avec l'augmentation des prix des loyers et l'inflation, une famille d'enseignants n'est pas capable de joindre les deux bouts"*.

A Kirov, 25 000 enseignants ont pris part sous toutes les formes aux actions de protestation : grèves, réunions, meetings... Des protestations suivies également massivement dans la république autonome musulmane du Daghestan, voisine de la Tchétchénie, où des dizaines de milliers de travailleurs étaient en grève totale ou partielle.

(Réalisé à partir des dépêches publiées sur le site du RRP de Perm.)

300 scientifiques russes manifestent contre une "privatisation de la recherche"

SAINT-PÉTERSBOURG (Russie), 25 mai 2005 (AFP). — Quelque 300 scientifiques ont manifesté mercredi à Saint-Pétersbourg (nord-ouest) pour protester contre une réforme de la recherche qui prévoit notamment la privatisation de leurs instituts et signifierait *"la mort de la recherche fondamentale"*, selon eux.

"La privatisation de la science est en contradiction avec les intérêts nationaux et signifie la mort de la recherche fondamentale russe", a affirmé, parmi les manifestants, Alexandre Zinoviev, professeur de l'Institut de physique de Saint-Pétersbourg.

Le projet du ministère russe de l'Education prévoit notamment de ne maintenir à l'horizon 2008 que 100 200 instituts de recherche au sein des structures de l'Académie des sciences, au lieu des près de 2 400 existant actuellement, alors que les autres seraient privatisés ou fermés.

"Non à la destruction de la recherche fondamentale !", clamaient les pancartes des manifestants, qui exigent également une hausse du financement de la science russe et du salaire des scientifiques.

"La science russe a besoin d'une réforme, mais pas d'une telle réforme, qui peut la détruire complètement", a déclaré dans les rangs des scientifiques en colère Viktor Balakine, astronome.

Notes de lecture

Sous le linceul de la légende Ngo Van : *Le Joueur de flûte et l'Oncle Ho*, Vietnam 1945-2005 (1)

NGO VAN, l'un des fondateurs en 1935 de la Ligue des communistes internationalistes pour la construction de la IV[e] Internationale, avait publié plusieurs ouvrages importants sur le Vietnam et la lutte des classes dans ce pays, d'abord *Vietnam 1920-1945,* sous-titré *"Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale"*, puis *Au pays de la cloche fêlée,* sous-titré *"Tribulations d'un Cochinchinois à l'époque coloniale"* (1).

Avant de mourir le 2 janvier 2005, il a eu le temps d'achever cet ouvrage, qui se présente comme une anti-hagiographie d'Ho chi Minh, ou plus exactement comme l'envers réel de l'histoire officielle du Parti communiste vietnamien et du Viet-minh. Les aspects proprement biographiques d'Ho chi Minh s'effacent en effet à partir de 1945 derrière la description de la politique et de l'activité du PC vietnamien, et une histoire de la guerre du Vietnam.

Ngo Van a rompu avec le trotskysme à la fin des années 1940, après avoir dû fuir la double terreur coloniale et stalinienne. On peut en gros définir sa position comme se situant dans le sillage du groupe Socialisme ou Barbarie, constitué à ce moment-là par Chaulieu (Castoriadis) et Lefort : 1) l'URSS est un capitalisme d'Etat ; 2) le parti, se hissant au-dessus de la classe ouvrière, dégénère inéluctablement en organisation bureaucratique. Cela ne retire rien aux mérites de ses écrits, même si l'on peut rejeter telle ou telle de ses conclusions. Mais les faits qu'il énumère et raconte sont des faits. Leur connaissance est indispensable pour analyser la réalité de la politique d'Ho chi Minh et de la bureaucratie vietnamienne hier et aujourd'hui.

Une subordination totale au Kremlin

Une fois adhérent du Parti communiste, Ho chi Minh est longtemps un homme obéissant de l'appareil du Kremlin. Les staliniens et les trotskystes vietnamiens ayant en 1933 constitué un front unique contre l'administration coloniale, matérialisé par l'édition commune du journal *La Lutte,* Ho chi Minh accepte l'ordre de le dissoudre en 1937 sur ordre de Moscou transmis par l'appareil du Parti communiste français. Le PCF, engagé alors dans une politique de Front des Français, veut protéger l'empire co-

(1) Editions Paris-Méditerranée, 2005, 296 pages, 2 euros.

lonial français des appétits de Mussolini et de Hitler. Les colonisés doivent continuer à subir le joug de leurs maîtres démocratiques. Cette rupture mène Ho chi Minh, alors installé en Chine, à écrire le 10 mai 1939 à ses camarades au Vietnam : *"Les trotskystes chinois comme les trotskystes d'autres pays ne sont qu'une bande de malfaiteurs, de chiens de chasse du fascisme japonais et du fascisme international (...). La Sûreté japonaise s'engage à leur verser mensuellement trois cents dollars."* Il sait même qu'en Espagne, où il n'a jamais mis les pieds, ce sont *"les trotskystes qui constituent les nids d'espions à Madrid, Barcelone et en d'autres milieux au service de Franco"*. Si Vychinski le dit...

Cette subordination au Kremlin aboutit en 1945 à ce que le PC vietnamien défende, contre les petits paysans qui veulent prendre la terre, la propriété privée au nom d'une démocratie bourgeoise rénovée. Ainsi, Ho chi Minh fait-il dissoudre les conseils ouvriers constitués par les 30 000 mineurs de Hon-Gai-Cam et arrêter les "meneurs" de ce mouvement. Les troupes d'occupation britanniques organisant la chasse aux nationalistes et aux trotskystes, le PC vietnamien collabore à cette extermination et assassine le dirigeant trotskyste Ta-Tu-Thau.

A partir de 1945, Ngo Van nous raconte l'histoire du Vietnam, du PC vietnamien et du Viet-minh (Front de l'indépendance du Vietnam) mis en place en 1941 par ses soins.

La terreur américaine

En 1954, aux accords de Genève, le Vietnam est divisé en deux : le nord contrôlé par le PC, le sud par la bourgeoisie mafieuse pro-américaine. Ngo Van consacre de longues pages à la dictature sanglante exercée au Sud-Vietnam pendant neuf ans (de 1955 à 1963) par le très catholique Ngo Dinh Diem, l'homme des Américains et du Vatican, que Jean-Paul II a oublié de béatifier, malgré son stakhanovisme dans ce domaine, qui l'a amené à béatifier l'empereur Charles II d'Autriche (renversé en 1918 par ses sujets las de la guerre). Ratissages, exécutions sommaires, camps de concentration se multiplient. Sous le contrôle de conseillers militaires américains, le camp de concentration de Poulo Condor, installé avant la guerre par les civilisateurs français, est enrichi de "cages à tigres", dont, écrit Ngo Van, *"on risque de sortir paralysé à vie lorsqu'on a la chance de survivre (...). Des centres d'interrogatoire créés par l'Office d'assistance américaine (OAS, succursale de la CIA) se multiplient dans tout le pays. Des experts américains participent aux interrogatoires, transformés systématiquement en séances de torture à l'eau, à l'électricité et par le feu de toute personne soupçonnée de relations avec le Vietcong (Viet communiste)."*

Le déchaînement de la barbarie

Les experts américains planifient pour Ngo Dinh Diem le regroupement de la majorité de la population dans des camps de concentration, baptisés "hameaux stratégiques". L'ampleur de leur projet concentrationnaire aurait de quoi rendre Staline jaloux : *"Après le ratissage, les troupes du Sud bouclent la zone déterminée, emmènent les villageois vers les centres de regroupement, puis rasent les villages évacués. L'aviation américaine détruit ensuite les cultures par épandage de liquides corrosifs."* Aujourd'hui encore, les effets de la dioxine répandue, sur ordre de John Kennedy, par les défoliants américains et leur agent orange, sur près de 2 millions d'hectares, continuent à provoquer cancers, avortements, handicaps physiques et mentaux chez les nouveau-nés.

Le Front national de libération (FNL) formé par le PC vietnamien défend à cette époque une politique d'union nationale, qu'il définit dans une déclaration du 1er mai 1962 : *"Pour s'assurer des forces capables de faire triompher la révolution, les salariés sont résolus à s'unir avec le patronat"* qui les surexploite... et ils n'y sont guère résolus, comme le soulignent leurs grèves.

"Nous les ramènerons à l'âge de pierre" (le général Westmoreland)

Oecuméniste un peu sectaire, Ngo Dinh Diem s'attaque aux bouddhistes. Kennedy, furieux, liquide ce serviteur maladroit. La CIA organise un coup d'Etat militaire le 1er décembre 1963. Ngo Dinh Diem et son frère Ngo Dinh Nhu sont démocratiquement abattus, pendant qu'un autre frère, Ngo Dinh Thuc, assiste paisiblement à un concile à Rome. Les Etats-Unis nomment Premier ministre le commandant de l'armée de l'air, Nguyen Cao Ky, *"grand admirateur de Hitler"* (la défense du "monde libre" a de ces détours !), qui fait dresser des poteaux d'exécution en plein Saigon. La dictature policière ne réussit pourtant pas à liquider le mouvement ouvrier, et les années 1964-1965 sont marquées par des grèves dans les textiles, les transports, les rizeries.

Les Américains prennent alors directement les choses en main et mènent une politique de destruction totale, sèchement résumée par le général Westmoreland : *"Nous les ramènerons à l'âge de pierre."* C'est ce qu'ils vont tenter de faire pendant dix ans. Ils échoueront — après avoir infligé au Vietnam des destructions inouïes et décimé son peuple — à cause de l'acharnement des Vietnamiens à défendre leur indépendance nationale et de l'opposition grandissante à la guerre aux Etats-Unis. En 1975, six ans après la mort d'Ho chi Minh, les troupes du FNL entrent dans Saigon, rebaptisée Ho chi Minh Ville.

Du régime policier à la porte ouverte aux multinationales

Ngo Van achève son récit par l'évocation du régime policier instauré au Vietnam par le Parti communiste sous la houlette de ses premiers secrétaires successifs, les sinistres opérations de "rééducation" dans des camps du même nom, accompagnées de purges à répétition, de liquidations et même d'assassinats de concurrents. La nomenklatura qui s'est édifiée sur le système et sur la pénurie régnante, dont Ngo Van évalue le nombre à 50 000 familles (sur une population de 75 millions d'habitants), débouche aujourd'hui sur la surexploitation des travailleurs vietnamiens au bénéfice des multinationales américaines, sud-coréennes, japonaises et autres, toutes engagées, comme l'Union européenne, dans une campagne mondiale de baisse généralisée du "coût du travail". En mars 1992, le gouvernement, pour attirer les investisseurs étrangers, baisse le salaire minimum mensuel de 50 à 30 dollars. 1992 marque aussi le début d'une vague de grèves contre la surexploitation des travailleurs vietnamiens, relayée par l'appareil du Parti communiste, qui prélève ses dividendes en passant.

Ainsi, dans la fabrique coréenne de chaussures Sam Yang Co (sous-traitant de la firme américaine Nike), les conditions de surexploitation sont féroces : *"Les ouvrières n'ont droit de se rendre aux toilettes qu'une fois, de se désaltérer que deux fois seulement (...). Pour empêcher les ouvrières de bavarder pendant le travail, il arrive que le surveillant leur colle des bandes adhésives sur la bouche."* Les coups et les insultes compensent la maigreur du salaire, et les actionnaires de Nike se portent bien.

Et Ho Chi Minh dans tout cela ? Ngo Van n'en parle guère, tant il n'est pas séparable de la politique de son parti. Une année avant de mourir, en 1968, Ho chi Minh rédige son testament ; il demande de ne pas organiser de grandes funérailles après son décès, à être incinéré. Il insiste pour l'on répartisse ses cendres en trois urnes, une pour le nord du pays, une pour le centre, une pour le sud, et pour que, sur chaque tombe, on installe une stèle de pierre ou une statue de bronze. Mais, dès sa mort, la bureaucratie vietnamienne, suivant l'exemple stalinien, le fait embaumer et expose sa momie dans un mausolée Ho chi Minh, à Hanoi.

C'est sur cet incident que s'ouvre le livre. Il s'achève sur l'interpénétration étroite de la mafia et de la nomenklatura régnante. *"La cupidité des nouveaux parvenus*, conclut Ngo Van, *s'étale au grand jour avec l'économie de marché et l'arrivée des investisseurs étrangers dans les années 1990 : accaparements, népotismes, corruption, concussion à tous les échelons du pouvoir, sur un fond de dégradation sociale inconnue jusqu'alors. Les mafias, la prostitution, le trafic de drogue gangrènent la société tout entière."*

Le Vietnam n'est pas, loin de là, l'unique exemple de cette décomposition sociale. C'est apparemment le seul avenir que le capitalisme puisse offrir aux pays dits émergents, ainsi qu'à bien d'autres.

Jean-Jacques Marie

Un pamphlet contre la démocratie Le testament du pape défunt Jean-Paul II : *Mémoire et identité* (1)

IL peut apparaître curieux d'évoquer un livre du pape défunt dans une revue consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier. Mais l'histoire de ce dernier est étroitement liée à celle de la démocratie politique. Or la papauté, dont l'organisation est fondamentalement monarchique, a toujours été l'ennemie déterminée de la démocratie. L'ouvrage que Jean-Paul II a publié deux mois avant de mourir, et que l'on peut considérer à bon droit comme son testament idéologique et politique, c'est-à-dire le condensé de l'héritage et du message qu'il veut transmettre à son successeur, permet de faire le point sur cette question.

Ce bref ouvrage est d'une grande cohérence et d'une grande clarté : il part d'une conception du monde pour aboutir à la définition des grandes lignes d'une politique.

Sinistres "Lumières"...

Pour Jean-Paul II, l'histoire du monde moderne est marquée par une rupture qu'il fait remonter à la période antérieure aux Lumières, « *en particulier,* dit-il, *à la révolution de la pensée philosophique opérée par Descartes. Le "cogito ergo sum" ("Je pense, donc je suis") apporta un bouleversement dans la manière de faire de la philosophie* » (p. 20). Ce bouleversement, selon Jean-Paul II, est fondamental et a des conséquences politiques capitales. Le renversement cartésien remet en question, affirme-t-il, la philosophie de l'*esse*, définie par Thomas d'Aquin, c'est-à-dire une conception du monde fondée sur l'idée d'une nature humaine définie une fois pour toutes par le Dieu souverain. Pour Jean-Paul II, cette philosophie de l'*esse* correspond à une conception de la société où chacun a vu sa nature bénie par la divinité, sa place fixée une fois pour toutes : le serf est serf par nature comme le prince est prince par nature, et ils doivent tous le rester. Le *"cogito ergo sum"* correspond à l'évidence à l'apparition d'une société en mouvement, qui va

(1) Traduction par François Donzy. 218 pages, Flammarion, Paris, 2005 (17 euros).

rendre mobile les conditions sociales, puisqu'il affirme la liberté de penser de l'individu. En ce sens, il est révolutionnaire, car il ébranle un fondement de la foi en affirmant la primauté de la pensée individuelle sur le dogme transmis par l'institution de génération en génération.

« *Dans la logique du "cogito ergo sum"*, explique Jean-Paul II, *Dieu était réduit à un contenu de la conscience humaine ; il ne pouvait plus être considéré comme celui qui explique jusqu'au plus profond le sum humain (...). Seule demeurait l'idée de Dieu comme thème d'une libre élaboration de la pensée humaine* » (pp. 22-23).

Descartes, père du génocide ?

C'est cette *"libre élaboration de la pensée humaine"*, qui, pour Jean-Paul II, est responsable de tout ce qu'il condamne dans le monde actuel. En effet, souligne-t-il, *"si l'homme peut décider par lui-même, sans Dieu, de ce qui est bon et de ce qui est mauvais, il peut aussi disposer qu'un groupe d'hommes soit anéanti"* (p. 23). La liberté de penser déboucherait donc sur le génocide.

Il l'affirme aussitôt après : *"Des décisions de ce genre furent prises par exemple sous le Troisième Reich par des personnes qui, étant arrivés au pouvoir par des voies démocratiques, s'en servirent pour mettre en œuvre les programmes pervers de l'idéologie nationale-socialiste, qui s'inspirait de préjugés racistes (...). C'est dans ce contexte qu'a été perpétrée l'extermination des Juifs"* (pp. 23-24).

Rappelons que l'auteur du premier génocide est Jéhovah, qui anéantit toute la population de Sodome et Gomorrhe... même les enfants, par définition innocents !

Même s'il ne prononce pas le mot, il est donc clair que la liberté de penser est pour Jean-Paul II, comme pour ses prédécesseurs, diabolique.

Laissons de côté pour l'instant le fait que Jean-Paul II assimile les mesures prises en URSS au génocide nazi et ajoute, après l'extermination des Juifs, *"de même que celle d'autres groupes, comme par exemple l'ethnie rom, le clergé orthodoxe et catholique en Russie, en Biélorussie et au-delà de l'Oural"* (p. 24). Cette assimilation est manifestement abusive : s'il y a eu persécution du clergé orthodoxe pendant la guerre civile, qui s'est trouvé massivement du côté des blancs, de la contre-révolution et de leurs massacres d'ouvriers et de Juifs, et s'il y a eu persécution des Juifs, il n'y a jamais eu, même sous Staline, de politique d'extermination du clergé orthodoxe, et moins encore des Juifs !

L'essentiel est ailleurs. Pour Jean-Paul II, la liberté de penser débouche sur le génocide et doit donc évidemment être condamnée. La logique n'est apparemment pas le point fort de Jean-Paul II, car les mesures qu'il condamne ont été prises par des régimes politiques totalitaires, qui ont condamné la liberté de penser en pratique avec la plus grande brutalité.

La condamnation papale frappe de plein fouet la démocratie politique. Mettant le droit à l'avortement sur le même plan que le génocide des Juifs par les nazis, il affirme : *"Après la chute des régimes édifiés sur l'idéologie du mal dans les pays concernés, les formes d'extermination évoquées ci-dessus ont en fait cessé. Demeure toutefois l'extermination légale des êtres humains conçus et non encore nés. Il s'agit encore une fois d'une extermination décidée par des Parlements élus démocratiquement"* (p. 24).

Jean-Paul II souligne lui-même sa mise en cause répétée de la démocratie en prétendant que Hitler avait accédé au pouvoir "démocratiquement" : *"C'est*, écrit-il, *un Parlement régulièrement élu qui accepta d'appeler Hitler au pouvoir"* (p. 162). Le Pape prend là des libertés avec l'histoire. Hitler a été appelé au pouvoir par le chancelier Hindenburg, pour lequel les socialistes et le centre catholique avaient appelé à voter... afin de faire barrage à Hitler, très largement battu lors des élections. Le très chrétien maré-

chal Hindenburg a accepté ces votes... puis nommé Hitler chancelier après les élections législatives de novembre 1932, au cours desquelles les nazis perdirent 2 millions de voix !

Pourquoi cette insistance ? Jean-Paul II explique ensuite que les Parlements qui autorisent l'avortement *"doivent êtres conscients qu'ils outrepassent leurs compétences et qu'ils se mettent en conflit manifeste avec la loi de Dieu et avec la loi naturelle"* (p. 163). Mais s'ils outrepassent ainsi leurs compétences, ils sont donc illégitimes ? Comment les rappeler à l'ordre ? Le plus simple n'est-il donc pas de leur retirer leurs prérogatives législatives ? Est-ce un hasard si le chapitre qui suit ces lignes s'appelle *"Retour à l'Europe"* ? Le Parlement-eunuque européen de la Constitution n'ayant aucun droit de proposer le moindre projet de loi correspond manifestement à l'idéal papal.

Cette condamnation radicale de la démocratie politique est un point central de sa pensée : la démocratie est génocidaire ! Il faut donc combattre la démocratie et la liberté de pensée qui la fonde. Si la démocratie est mauvaise, quel est donc le bon système ?

Vive la Pologne (catholique) !

Jean-Paul II consacre à l'Europe deux chapitres, qui se situent dans la continuité de sa condamnation de la liberté de pensée et de la démocratie comme fondements de *"l'idéologie du mal"*. Il insiste fortement sur *"la contribution que l'Europe centrale et orientale est en mesure d'apporter aujourd'hui à la formation d'une Europe unie"* (p. 172). En quoi ? Il reste assez vague sur ce point, se contentant d'affirmer : *"Là par exemple est encore vivante la conception que Dieu est le Garant suprême de la dignité de l'homme et de ses droits"* (p. 172). Mais dans ces pays, les Codes du travail, qui garantissent les droits des travailleurs plus sûrement que la volonté divine indécise, ont été démantelés ou sont en cours de démantèlement complet, et les travailleurs sont soumis à la plus sauvage exploitation. La Pologne est ainsi le pays européen qui a connu le plus grand nombre de suppressions d'emplois industriels en 2004.

Mais Jean-Paul II voit un risque, qui *"consiste en un fléchissement irrationnel sous l'influence des modèles culturels négatifs répandus en Occident"* (p. 173). Que sont ces modèles culturels négatifs ? Ce qu'il a dénonce plus haut : la liberté de pensée et la démocratie. La Constitution européenne, réduisant la démocratie à son degré zéro, répondait sans aucun doute aux conceptions du pape défunt, qui voit dans la démocratie et la liberté de pensée la source de tous les maux. Hélas pour lui, le peuple français, à une large majorité, a envoyé promener cette construction, certes imparfaite aux yeux du Très Saint-Père, mais qui allait dans le sens souhaité par lui. Décidément, la fille aînée de l'Eglise ne cesse d'être bien ingrate...

Jean-Jacques Marie

Un épisode de la chute du tsarisme : l'assassinat de Raspoutine (1)

DANS son *Histoire de la révolution russe,* Trotsky écrit qu'à la cour du tsar, *« il était habituel de comparer Raspoutine au Christ, et pas du tout par hasard. L'effroi devant les forces grondantes de l'histoire était trop pénétrant pour qu'il suffit au couple impérial d'un Dieu impersonnel et de l'ombre non charnelle d'un Christ d'évangile. Il leur fallait un nouvel avènement du "Fils de l'homme". En Raspoutine, la monarchie condamnée et agonisante trouva un Christ à son image et à sa ressemblance »* (2).

Raspoutine, moine paysan malin, charlatan, guérisseur ivrogne et débauché, fut des années durant le conseiller favori de la tsarine hystérique Alexandra, et, à travers elle, exerça une influence certaine sur les décisions politiques du régime. Le très efféminé prince Youssoupov, qui adorait se déguiser en femme pour flirter avec les officiers de la garde, fut son assassin — assisté de deux autres personnages, dont un grand propriétaire ultra-réactionnaire et antisémite, Pourichkievitch.

Youssoupov a gagné un strapontin dans l'histoire pour cette seule action d'éclat : l'assassinat de Raspoutine, en décembre 1916.

Le récit de l'assassinat, auquel contribuèrent en partie le grand-duc Dimitri et Pourichkievitch, constitue le clou de ses *Mémoires*, aujourd'hui rééditées. Ce récit, trop souvent repris et paraphrasé par nombre de journalistes, de chroniqueurs et d'historiens, laisse pourtant perplexe. Youssoupov offre d'abord à Raspoutine des gâteaux bourrés de cyanure, puis trois verres de vin imbibé de cyanure, sans que Raspoutine manifeste autre chose qu'un léger malaise à l'estomac.

Puis Youssoupov tire ensuite à bout portant sur Raspoutine et l'abat d'une balle dans le cœur. Raspoutine tombe à terre. Youssoupov lui prend le pouls. Rien ! Le mort est bien mort. Le médecin présent constate : la balle *"a traversé la région du cœur"* ! Pourtant, Raspoutine ouvre les yeux et fixe Youssoupov *"avec une expression de haine satanique"*, puis *"bondit sur ses pieds, l'écume à la bouche"*, rugit sauvagement, se précipite sur Youssoupov, tente de l'étrangler, tombe à terre, puis se relève, et, *"rampant sur ses genoux et sur le ventre (...), grimpe rapidement les marches"* vers la sortie (comment peut-on grimper rapidement des marches en rampant sur le ventre ?) et s'enfuit dans le jardin, où Pourichkievitch l'abat de quatre balles de revolver dans le dos.

Trop, c'est un peu trop. Raspoutine a sans doute manifesté une résistance à toute épreuve, mais ne plus avoir de pouls, puis bondir et galoper l'estomac truffé de cyanure, avec une balle en pleine poitrine, cela relève du roman fantastique.

D'ailleurs, Youssoupov délire en évoquant le corps de Raspoutine, *"que les puissances du mal paraissaient avoir ranimé pour se venger de leur déroute"* (!),

(1) Felix Youssoupov : *Mémoires*. Editions du Rocher, 406 pages.

(2) Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Points Seuil, 1967, p. 102.

et ajoute : *"J'avais l'impression d'avoir affaire à Satan lui-même, incarné dans ce paysan, et qui m'avait saisi dans ses griffes pour ne plus me lâcher."* Les nerfs de Youssoupov, eux, l'ont lâché, et son imagination galope sans frein.

La suite, en revanche, relève du réel : la police, alertée par les coups de feu, veut inspecter son palais. Youssoupov rappelle qu'il est l'époux de la nièce de l'empereur et que *"les domiciles des membres de la famille impériale sont inviolables"*, sauf autorisation spéciale de l'empereur. Le préfet de police annule l'ordre de perquisition et le ministre de l'Intérieur garantit à Youssoupov qu'il n'en subira pas. On peut donc tuer impunément dans les palais impériaux ? La famille du tsar, qui étouffe l'affaire, paiera bientôt de sa vie ce type de privilèges.

Olivier Simon

George Orwell tel qu'en lui-même

LES éditions Ivrea, éditions de l'Encyclopédie des nuisances, viennent de publier un recueil d'essais et articles de George Orwell, de 1944 à 1949, regroupés sous le titre *Tels, tels étaient nos plaisirs* (1). La plupart de ces articles portent sur la littérature et l'art. L'un d'entre eux mérite, pour les lecteurs des *Cahiers du mouvement ouvrier*, un intérêt tout particulier : la préface inédite à son génial roman *Animal Farm* ("La Ferme des animaux"), cette parabole où la bureaucratie est représentée sous la forme de cochons, qui finissent par ressembler trait pour trait aux anciens propriétaires de la ferme chassés par la révolte des animaux. Cette préface ne figure que dans l'édition de 1995 du roman. Citons-en deux passages, d'une actualité frappante, qui suffiront à en indiquer tout l'intérêt et toute la portée.

« L'idée de ce livre, ou plutôt de son thème central, m'est venue pour la première fois en 1937, mais c'est seulement vers la fin de l'année 1943 que j'ai entrepris de l'écrire. Lorsqu'il fut terminé, il était évident que sa publication n'irait pas sans difficultés (malgré l'actuelle pénurie de livres, qui fait "vendre" à peu près tout ce qui en présente l'apparence), et, de fait, il fut refusé par quatre éditeurs. Seul l'un d'entre eux avait à cela des motifs idéologiques. Deux autres publiaient depuis des années des ouvrages hostiles à la Russie et le quatrième n'avait aucune orientation politique particulière. L'un de ces éditeurs avait d'ailleurs commencé par accepter le livre, mais il préféra, avant de s'engager formellement, consulter le ministère de l'Information ; lequel s'avère l'avoir mis en garde contre une telle publication, ou, du moins, la lui avoir fortement déconseillée. Voici un extrait de la lettre de cet éditeur : "J'ai mentionné la réaction dont m'a fait part un fonctionnaire haut placé du ministère de l'Information quant à la publication d'*Animal Farm*. Je dois avouer que cet avis m'a fait sérieusement réfléchir (...). Je m'aperçois que la publication de ce livre serait à l'heure actuelle susceptible d'être tenue pour particulièrement mal avisée. Si cette fable avait pour cible les dictateurs en général et les dictatures dans leur ensemble, sa publication ne poserait aucun problème, mais, à ce que

(1) Editions Ivrea, 314 pages, 12 euros.

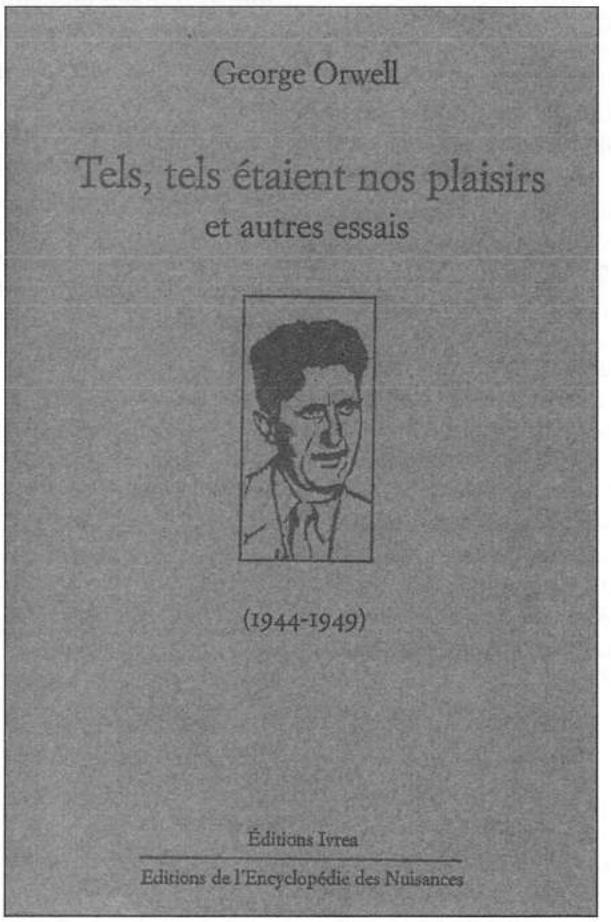
je vois, elle s'inspire si étroitement de l'histoire de la Russie soviétique et de ses deux dictateurs qu'elle ne peut s'appliquer à aucune autre dictature. Autre chose : la fable perdrait de son caractère offensant si la caste dominante n'était pas représentée par les cochons. Je pense que ce choix des cochons pour incarner la caste dirigeante offensera inévitablement beaucoup de gens, et, en particulier, ceux qui sont quelque peu susceptibles, comme le sont manifestement les Russes."

Lors de la guerre d'Espagne, il se produisit des épisodes très semblables : les journaux de gauche anglais n'hésitèrent pas à calomnier les organisations du camp républicain que les Russes étaient décidés à écraser et refusèrent de publier toute mise au point, même dans leur courrier des lecteurs. Et aujourd'hui, non seulement les critiques de l'URSS les plus fondées sont tenues pour blâmables, mais leur existence même est dans certains cas occultée. Il en a été ainsi, par exemple, d'une biographie de Staline que Trotsky avait rédigée peu de temps avant sa mort. On peut supposer qu'il ne s'agissait pas là d'un ouvrage parfaitement objectif, mais du moins son succès en librairie était-il assuré.

Le livre, publié par un éditeur américain, était déjà imprimé — je crois que les exemplaires de presse avaient même été envoyés — quand l'URSS entra dans la guerre.

La sortie du livre fut aussitôt annulée. Et quoique l'existence d'un tel ouvrage et son retrait de la vente fussent à coup sûr des informations méritant qu'on leur consacrât quelques lignes, l'affaire n'eut pas droit à la moindre mention dans la presse anglaise. »

Marc Teulin



Général André Bach : *Les Fusillés pour l'exemple, 1914-1915* (1)

IL n'est pas fréquent qu'une revue comme la nôtre fasse l'éloge d'un ouvrage dû à la plume d'un général ! Mais le livre du général Bach sur les fusillés pour l'exemple durant la Première Guerre mondiale fait avancer réellement notre connaissance de la réalité répressive d'une brutalité inouïe sévissant aux armées et dénonce cette situation sans complaisance aucune vis-à-vis de ceux qui en furent responsables. Il se place d'un point de vue républicain conséquent, pour lequel le pouvoir du commandement militaire doit être rigoureusement subordonné au pouvoir civil, et donc qui aurait dû être, en l'espèce, soumis au contrôle strict du Parlement.

Le général Bach fut longtemps responsable du service historique des armées de terre à Vincennes et il a donc pu avoir accès aux dossiers concernant ces exécutions. A partir d'une étude menée avec méthode, sur la base d'une équipe de recherche comprenant des appelés hautement qualifiés en matière d'investigation historique (2), il en est résulté — pour la seule période de 1914-1915 — un livre de 617 pages (avec la bibliographie). Un chapitre est consacré à étudier la valeur du haut commandement, et le moins qu'on puisse dire, c'est que ce chapitre confirme et étaye de puissants arguments la thèse d'une tragique incompétence des officiers supérieurs. Notons au passage que Joffre est dépeint sans complaisance et que l'auteur s'attache à montrer qu'il cultivait le goût du secret au point que, ayant essuyé de la part de Poincaré un refus d'attaquer l'Allemagne par la Belgique, tout en obtempérant, il dissimula, y compris à son état-major, ledit refus. Comme l'écrit le général Bach : *"Cette attitude visant à dissimuler ses intentions aux politiques et à se réserver le contrôle total de son action va peser lourdement ultérieurement dans la mise en œuvre de la répression dans les armées."*

Du strict point de vue des opérations militaires, la doctrine des "Jeunes Turcs" (3) qui prévalait (l'offensive à tout prix dans une situation qui appelait au contraire la réalisation d'un repli défensif généralisé) va générer une hécatombe (un tiers du total des morts de 14-18 se situe d'août à décembre 1914) et, évidemment, la répression, car une stratégie démentielle ne peut que susciter le désarroi. L'auteur fait l'historique des lois militaires répressives, étudie le Code de justice militaire, la création des cours martiales, les origines du "jugement sans appel", qui va fonctionner à plein régime

(1) Editions Tallandier, 2003. Prix : 26,65 euros.

(2) On pourrait relever le fait que cette équipe, outre sa qualification, présentait l'avantage d'être peu coûteuse, mais, après tout, du temps du service militaire pour tous, il valait mieux, si l'on était étudiant ou déjà enseignant en histoire, "chercher" à Vincennes que crapahuter à Mourmelon ! En tout cas, le résultat est là, sous la forme d'un gros livre signé par le général Bach, qui n'oublie pas de rendre hommage à ses livres de chevet — celui, notamment, de Nicolas Offenstadt sur le même sujet (*Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective - 1914-1999*), ainsi qu'à ses collaborateurs. S'agissant de ce dernier point, et sans vouloir offenser quiconque, il n'est pas sûr que tous les universitaires en auraient fait autant !

(3) "Jeunes Turcs" souvent issus des "jésuitières", où le chauvinisme le plus exacerbé se combinait avec l'exaltation d'une mission "religieuse" dévolue aux "soldats".

durant les mois de guerre de l'année 1914. Il évoque la genèse des "conseils de guerre aux armées" prévus en temps de guerre et en étudie minutieusement les particularités juridiques. Il consacre des pages importantes et sans complaisance à étudier les peines infligées avant même la Première Guerre mondiale : un tableau saisissant d'un système atroce avec des *"situations (...) dantesques"*, dont l'affaire Dreyfus révélera au grand public quelques aspects.

L'auteur conclut ce chapitre en écrivant : *"La justice militaire avait une position d'autant plus forte qu'elle s'insérait dans le catéchisme républicain (...). Le conscrit de 1914 avait été préparé par la nation pour se conduire comme un engagé volontaire. Il était le volontaire de la nation, et au volontaire on applique des règles rigoureuses. La population était conditionnée en ce sens, et la représentation nationale adhérait à cette manière de voir. Plus que l'existence de la justice militaire, c'est ce consensus qui va précipiter la fréquence meurtrière de cette justice à partir des premiers revers des armées en septembre 1914."*

Quant à cette appréciation de l'auteur, il conviendrait sans doute, à mon avis, de la nuancer fortement. Adhésion de la population à cette manière de voir ? Quelles couches de la population ? La classe ouvrière avait une tradition forte d'antimilitarisme, qui s'exprimait à travers les organisations politiques et syndicales qu'elle avait construites. Ce n'est pas elle, mais bien ses "chefs" (dont Gustave Hervé est le représentant caricatural) qui basculèrent dans l'Union sacrée. Ne serait-ce pas un point à mettre en débat ?

Puis, l'auteur, dans le chapitre intitulé *"A la patrie en danger, il faut une justice de terreur"*, décrit le rôle joué par le ministre de la Guerre d'août 1914, Messimy, et les pouvoirs exceptionnels dévolus au commandant en chef, ainsi que la décision ministérielle de suspendre aux armées *"la faculté de former un recours en révision contre les jugements des conseils de guerre"*. Il évoque ensuite le rôle de Millerand — nommé fin août en remplacement de Messimy —, qui donne à Joffre les coudées franches. L'auteur écrit p. 234 : *"Ainsi, en ce 1er septembre, (...) le ministre de la Guerre donne à l'autorité militaire les moyens de contraindre à l'obéissance les militaires en lui accordant la possibilité de passer par les armes ceux qui manqueront à leurs devoirs. Il s'agit de la mise en place d'un système de terrorisation institué par l'autorité légale, qui prévient que la justice sera impitoyable et que le pouvoir représentant la volonté nationale se refusera désormais à intervenir et à vérifier le bien-fondé des décisions prises par la justice militaire."*

Voilà qui, au passage, remet à sa juste place, en l'invalidant, la thèse de certains historiens contemporains, qui caractérisent la principale motivation des "poilus" comme étant celle du "consentement" et minimisent systématiquement le rôle joué par la terreur.

La suite du livre est tout aussi passionnante : on voit Joffre à l'œuvre, on y lira *"Un été meurtrier"*, où la machine infernale des exécutions pour l'exemple se met en marche, frappant notamment ceux qui sont présumés s'être mutilés pour échapper au combat. Le chapitre XI s'intitule *"Octobre 1914 : le mois des exécutions"* : 67 en octobre, 29 en novembre, 30 en décembre (4). Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sont évoquées les affaires devenues tristement célèbres, comme celles de Vingré (5), Leymarie, etc. *"Face à ce qui était perçu comme manque de conscience patriotique et de sens du devoir, on encourageait le recours à la terreur."* On sait que les choses ne vont faire qu'empirer. Le général Bach écrit : *"Fin décembre* (1914), *alors que le conflit, imaginé par la plupart comme un affrontement féroce dont l'issue devait se produire en un trimestre*

(4) 190 fusillés pour l'exemple comptabilisés du début des hostilités à fin décembre 1914.

(5) L'auteur parle des *"quatre caporaux de Vingré"* : or il y eut six fusillés à Vingré, dont un seul caporal. En revanche, en mars 1915, il y eut exécution des quatre caporaux de Souain, dont faisait partie le caporal Maupas. On sait que sa veuve, Blanche, lutta toute sa vie afin d'en obtenir la réhabilitation. Le général Bach l'évoque d'ailleurs plus loin dans son livre.

environ, s'achemine vers une durée dont on peut plus imaginer la fin, la communauté nationale sous les armes, marquée par un piétinement meurtrier sur place, est en proie au doute." L'auteur évoque alors le rôle de l'alcool, puis il enchaîne sur l'année 1915 sous le titre *"La justice d'exception s'installe"*, et il précise : *"En l'état de nos recherches, cette année se caractérise par 500 condamnations à mort, suivies d'un minimum de 300 exécutions."* Différence qui s'explique, outre les 110 grâces présidentielles, par le fait qu'*"il y a eu manifestement réticence, et donc désobéissance aux ordres, en ce qui concerne la mise en pratique de l'exécution et l'incitation ferme de ne pas user du droit de recours en grâce"*. Malgré la bureaucratie des états-majors, qui incitait à la célérité des affaires, une partie de la "base", les officiers de terrain les plus proches de "leurs hommes", a cherché à épargner des soldats traduits en conseils de guerre. Il est assez ahurissant de lire les courriers échangés, dont l'inflation est à la mesure du haut commandement de "faire des exemples". L'auteur note à propos d'un courrier de Joffre : *« Sous le style administratif se glissait une menace envers les cadres de contact, soupçonnés de manquer de fermeté dans le jugement de leurs hommes,* "que peut-être ils n'ont pas su maintenir dans leur devoir". »

A la fin de 1915, dans cette situation ainsi justement nommée par l'auteur : *"1915, la guerre sans fin pour tout horizon"*, le pouvoir civil infléchit son rôle. Probablement sent-il venir les temps difficiles du refus en masse d'obéissance et cherche-t-il à prévenir une situation trop tendue par l'intransigeance du haut commandement. Cela correspond aussi à un certain retour du Parlement dans la conduite de la guerre, qui se manifeste dès le début de 1915. Le contrôle parlementaire n'a pas bonne presse auprès de l'état-major. *"Les députés qui étaient rentrés du front avaient apporté une vision des choses qui différait du tout au tout des communiqués triomphalistes."* Des rumeurs de coup d'Etat militaire circulaient. Le député Abel Ferry n'écrivait-il pas dans ses notes dès décembre 1914 : *"Les généraux mangent du civil. Ils sont, dans toute la France, les maîtres (...). Les parlementaires sont brimés. Il y a beaucoup de maladresse là-dedans ; il y a aussi un peu de mauvaises intentions réactionnaires : le cléricalisme s'habille en militaire pour mieux partir en guerre... contre la République"* ?

L'année 1915 est appelée par le général Bach celle des bavures : affaire Bersot (dite du "pantalon"), affaire des quatre caporaux de Souain, etc. L'auteur conclut son ouvrage par un chapitre de synthèse, qui a pour titre : *"Une justice aléatoire."*

Ce premier livre d'une œuvre qui doit se poursuivre mérite d'être lu. Qu'il soit dû à la plume d'un général soucieux de vérité mérite d'être salué comme fait rarissime, donc d'autant plus méritoire.

Pierre Roy

Une gangrène mondiale (1)

DANS une interview au *Nouvel Observateur,* l'écrivain albanais Ismail Kadaré affirme son inquiétude devant *"la puissance des mafias dans la région"*. Il souligne : *"Les mafias se sont très vite développées après la chute du communisme. Les mafias balkaniques sont dangereusement entremêlées. Les Albanais ont beau ne pas aimer les Serbes, leurs mafias respectives n'en collaborent pas moins. Elles sont unies dans le crime."* Il ajoute enfin : *"En Albanie, la gauche a perdu les élections à cause de la corruption et de la collusion entre dirigeants politiques et mafias"* (2).

L'ouvrage de Jean-François Gayraud permet au lecteur de comprendre le mécanisme de ces mafias, et pas seulement de ces deux-là, dont l'Union européenne, les Etats-Unis et l'OTAN ont favorisé l'émergence en faisant éclater la Yougoslavie, mais des principales mafias du monde.

Un danger mondial

Son ouvrage est à la fois une analyse du phénomène mafieux et un avertissement. Il affirme en effet dès les premières pages : *"Désormais, dans un nombre de pays sans cesse croissant, les mafias ont la capacité de* ***conditionner*** *des secteurs cruciaux de la vie publique."*

L'avertissement prend toute sa valeur lorsque l'auteur précise une page plus loin : *"D'ici peu, des pays d'Europe du Sud-Est (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Serbie-Kosovo, Monténégro), déjà contaminés par la mafia albanophone, sont pressentis pour rejoindre l'Union européenne et l'OTAN. Puis, se profile peut-être la perspective de l'intégration d'un pays d'Asie, la Turquie, qui abrite également une puissante mafia régionale."* Il ajoute : *« Il n'est pas indifférent de relever que le plus fervent partisan de ces "avancées démocratiques" est l'Amérique, dont l'insouciance à l'égard de la "chose mafieuse" est un fait historique. »* Insouciance est un doux euphémisme...

La décentralisation ouvre la porte aux mafias

Inutile, certes, de se demander si l'intégration de ces Etats mafieux dans l'Union européenne et dans l'OTAN pourrait dénaturer ces derniers ; le risque est mince ! L'Union européenne par elle-même offre en effet un terrain de choix à l'intégration des mafias, puisqu'elle impulse systématiquement, en fonction du traité de Maastricht, la déréglementation, la dérégulation, la privatisation, la régionalisation et la décentralisation, dont J.-F Gayraud souligne les bienfaits... pour les mafias : *"Les processus d'autonomie et de décentralisation, qui sont autant de mécanismes de transferts des pouvoirs de l'Etat vers des unités politiques locales, ne peuvent qu'intéresser les mafias (...). Une caricature d'Etat ou un Etat décentralisé se contrôle aujourd'hui encore plus facilement qu'un Etat centralisé."*

(1) Jean-François Gayraud : *Le Monde des mafias*, 444 pages, Paris, Odile Jacob, 2005, 25,50 euros.

(2) *Le Nouvel Observateur*, 22-28 septembre 2005, p. 52.

Kosovo, mafia, Kouchner

J.-F. Gayraud donne au lecteur une deuxième raison de juger de haut l'intégration de ces Etats mafieux dans l'Union européenne et l'OTAN. Ces derniers ont en effet favorisé leur émergence en Europe centrale. J.-F. Gayraud rappelle la phrase d'un autre essayiste (François Thual) : *« L'émiettement de la planète* (c'est à-dire l'éclatement des Etats-nations historiques — NDLR) *peut favoriser le développement du crime organisé."* Il se hâte d'en fournir un exemple : *"Les Serbes sont chassés du Kosovo en 1999 par l'OTAN : le vide politique profite à l'UCK. Qui, pour l'essentiel, sous couvert de lutte de libération nationale et de panalbanisme, n'est qu'un des masques de la mafia albanaise — tout cela sous le regard myope d'une administration internationale riche et complaisante. Depuis cette petite "Colombie balkanique" partent désormais des flux ininterrompus de stupéfiants, d'armes et de prostituées. »*

Un peu plus loin, il évoque avec des guillemets *« la "libération" du Kosovo de la domination serbe »*. Il précise : *"La mafia albanaise est simplement entrée au Kosovo sur les talons de l'OTAN"* et y a instauré sa loi. L'auteur, courtois, omet de signaler que l'installation de la mafia albanaise s'est faite sous la houlette du proconsul du Kosovo nommé sur les instances de l'Union européenne et de l'OTAN : l'humanitaire Bernard Kouchner, qui se distinguera plus tard par un rapport favorable aux tractations entre le groupe pétrolier Total et la dictature militaire birmane, autre type de mafia.

Washington y a ajouté sa coopération démocratique : *« L'UCK et les Etats-Unis (armée, CIA) ont activement collaboré avant et pendant la guerre (...). Que l'UCK ne soit en réalité que le paravent politique et médiatique de la mafia albanaise, l'OTAN aurait ainsi ouvert les portes à une redoutable entité criminelle, installant au cœur de l'Europe une "petite Colombie" »*, qui pourra demain bénéficier de la "concurrence non faussée" organisée par le traité de Maastricht, car, pour l'Union européenne, seules les subventions et les services publics faussent la concurrence !

Elle ne risque guère de se sentir seule. D'après l'auteur, *« la Turquie contemporaine n'a rien à envier à la Sicile ou au Japon en matière de symbiose criminelle (...). La mafia turque est certes appelée* "le monde souterrain", *mais aussi de façon très révélatrice* "l'Etat profond", *expression décrivant bien l'alliance traditionnelle régnant entre les politiciens, le monde des affaires, les organes de sécurité et les couches supérieures du crime organisé du pays. »*

La nouvelle Sainte Trinité : Vatican-démocratie chrétienne-mafia

L'Italie, moteur de la "construction européenne", n'a rien à envier à la Turquie. Avec un conditionnel de précaution, J.-F. Gayraud tire de la carrière du chef démocrate-chrétien Giulio Andreotti et de ses proches, au pouvoir en Italie des décennies durant et très étroitement liés à la mafia, une conclusion difficilement contestable : *"La démocratie chrétienne et l'Italie de l'après-guerre auraient eu pour piliers non seulement l'Eglise catholique et l'OTAN, mais en plus le crime organisé."* C'est la version moderne et juteuse de la Sainte Trinité !

J.-F. Gayraud ne se contente pas de réflexions générales sur l'emprise croissante exercée par les mafias sur la vie économique de nombreux pays. Il décrit minutieusement les neuf grandes mafias du monde, leur origine, leurs mœurs, leur fonctionnement, leurs pratiques (racket, intimidation, corruption, entente avec les milieux politiques et policiers), les deux Cosa Nostra sicilienne et américaine, la Ndrangheta calabraise, la Camorra de Campanie, la Sacra corona unita des Pouilles, la mafia albanaise, qui

couvre l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine, les Yakuza japonaises.

Il circonscrit les secteurs qui intéressent la mafia : le bâtiment, le retraitement des ordures et des déchets, l'industrie du spectacle et du tourisme (cinéma, musique, jeux, casinos, hôtels, restaurants, etc.). A ces secteurs économiques à face légale, il faut ajouter la drogue et la prostitution, qui brassent chacune plus de 500 milliards de dollars de chiffres d'affaires annuels, en expansion régulière, favorisée par les institutions elles-mêmes.

Le cadeau du Kosovo à l'UCK n'est pas un cas isolé. Lorsque, en 2001, l'Union européenne, par décret, qualifie la prostitution de "service" normal, elle élargit encore les vannes devant cette activité juteuse des mafias. Il nous décrit un véritable processus de criminalisation de l'économie mondiale, dont une série de cartes à la fin du volume donnent une représentation visuelle. Il définit les modes d'action de ces mafias, leurs liens souvent étroits avec les milieux politiques et gouvernementaux. Il écorne quelques légendes en passant lorsqu'il montre que la Cosa Nostra américaine a aidé à l'élection de Franklin Delano Roosevelt et de John Kennedy, avant de participer probablement à la liquidation du second.

Selon lui, enfin, la lutte tapageuse des Etats-Unis contre le terrorisme depuis le 11 septembre 2001 sert les intérêts des mafias. Elle détourne l'attention de leur présence, qu'elles souhaitent discrète, de leurs liens avec le monde politique et de leur extension.

L'auteur illustre sa description des neuf grandes mafias, de leurs activités, de leurs liens étroits avec le monde politique par une galerie de portraits, un tableau de leurs mœurs et une batterie de témoignages, dont le pittoresque ne doit pas détourner des leçons à tirer de l'emprise mafieuse croissante sur la vie économique de nombreux pays et de certaines régions de la France (la Côte d'Azur, et surtout le Var). J.-F. Gayraud tire en effet de son étude des conclusions alarmantes : « *Le crime organisé*, écrit-il, *est désormais sorti de la marginalité et s'est installé au cœur de nos systèmes politiques et économiques. Non seulement ces mafias tirent, elles, profit de la privatisation accélérée de l'économie, mais elles tentent de plus d'obtenir une forme de "privatisation des pouvoirs publics".* »

Et la mafia russe ?

Le phénomène est planétaire. Jean-François Gayraud ne consacre malheureusement que sept lignes à la mafia russe. Elle échappe, il est vrai, à la définition qu'il donne des neuf autres, dont l'origine est toujours, dit-il, à la fois familiale et ethnique. Or la mafia russe, elle, découle de la décomposition d'une couche sociale entière (la bureaucratie, ou nomenklatura).

Elle est divisée en clans rivaux, qui se sont partagé, souvent dans le sang, et pillent les richesses d'un pays tout entier avec l'accord de l'Etat. Quoi de plus éclairant que le tout récent rachat par l'Etat russe à Roman Abramovitch de la compagnie pétrolière Sibneft : Abramovitch l'avait payée 100 millions de dollars, Poutine la lui rachète pour 13 milliards de dollars ! Une telle opération peut faire pâlir d'envie les mafias historiques. La fusion mafia et pouvoir politique et policier est ici totale : non seulement l'Etat sanctionne le pillage de Roman Abramovitch... mais Poutine le nomme à nouveau gouverneur de la Tchoukotka (riche en pétrole, en gaz et en or) en décembre 2005, à l'expiration de son mandat actuel.

En conclusion, J.-F. Gayraud se demande si l'on va *"vers un âge criminel ? La présence des mafias engendre déjà une criminalisation avancée de certaines sphères politiques et économiques. Jusqu'au jour où, achevé, ce processus aboutira à une confusion quasi parfaite entre les acteurs politiques et économiques légaux et les mafias."* Pourquoi ? *"Les mafias*, écrit-il, *n'aiment rien tant que les grands marchés*

comme ceux de l'Amérique du Nord (ALENA), de l'Europe (UE) ou de la Chine (réunifications). Les mafias n'ont pas eu de difficultés à s'adapter à la mondialisation de la fin du XX^e siècle", qui, écrit-il, *"laisse souvent le champ libre à deux figures inquiétantes de la criminalité et des affaires : le mafieux entrepreneur et l'entrepreneur mafieux"*.

Mais est-ce la dimension des marchés qui est en cause ou le fait que, dans ces grands marchés, les institutions dirigeantes (FMI, Union européenne, Banque mondiale, OMC) déréglementent systématiquement, cassent les règles et les codes pour faire baisser par tous les moyens le coût (et donc la rémunération) du travail ? Elles soumettent ainsi toute la vie économique et sociale à la loi des intérêts privés dits libres et appliquent la formule de la nouvelle présidente du patronat français : *"La liberté de penser s'arrête là où commence le Code du travail."* C'est dans ces multiples brèches que s'engouffrent les mafias. Supprimer toute entrave aux diktats du capital, c'est supprimer toute entrave à leur expansion et la favoriser.

Marc Teulin

"Révolution et contre-révolution à l'usine de la Faucille et du Marteau" (1)

KEWIN MURPHY a choisi comme objet d'étude une usine métallurgique de Moscou (Goujon), devenue après la révolution d'Octobre l'usine de la Faucille et du Marteau. Il a travaillé sur les riches archives qui concernent de près ou de loin cette usine (Archives centrales du mouvement social de Moscou, Archives municipales centrales de Moscou et Archives d'Etat de la Fédération de Russie) et, s'appuyant sur elles, il raconte son histoire, et surtout celle de ses ouvriers et employés du début du XX^e siècle au premier plan quinquennal proclamé le 1^er janvier 1929 à dater... du 1^er octobre 1928.

La façon dont les travailleurs de cette usine réagissent aux divers événements qui ébranlent la Russie, puis la Russie soviétique (du massacre du "Dimanche rouge" du 9 janvier 1905 au premier plan quinquennal), est une sorte de miroir de l'état d'esprit et de l'activité de la classe ouvrière russe, ou plus exactement de son avant-garde traditionnelle que constituent les métallos, sur un quart de siècle, même si l'on ne peut pas considérer qu'à chaque moment leurs réactions et leur attitude expriment celle de l'ensemble de la classe ouvrière et de ses métallos, et donc donner automatiquement une valeur universelle à chacune d'entre elles. Mais cette histoire particulière d'une section de la classe ouvrière russe a une valeur générale incontestable et l'on peut en déduire de nombreuses réflexions.

L'apport le plus important, sans doute, de cet ouvrage, porte sur les années 1923-1929. Non que les pages qui précèdent manquent d'intérêt. Disons simple-

(1) Kevin Murphy : *Revolution ans Counterrevolution, Class Struggle in a Moscow Metal Factory*, International studies in Social History, Berghanhn Books, New York-Oxford, 2005. Prix non indiqué.

ment qu'elle ne sauraient apporter grand-chose de fondamentalement nouveau par rapport à ce que l'on connaissait déjà : la puissance de la vague révolutionnaire qui soulève le pays en 1917, l'aspiration massive à de profonds bouleversements révolutionnaires, puis les conséquences catastrophiques de la guerre civile et de la famine, qui contraignent les ouvriers à tenter de se débrouiller collectivement ou individuellement pour trouver à manger. Ici, Kevin Murphy précise tel ou tel détail d'un tableau connu.

Même si ce n'est pas une découverte, on lui sera reconnaissant de rappeler que la situation de l'Europe en 1918 et 1919 est profondément révolutionnaire. Il rappelle à ce propos une phrase significative du Premier ministre britannique, Llyod George, qui déclare en 1919 : *"Toute l'Europe est envahie par l'esprit de révolution. Il y a un profond sentiment non seulement de mécontentement, mais de colère et de révolte parmi les travailleurs contre les conditions d'avant la guerre. L'ensemble de l'ordre existant, sous ses aspects politiques, sociaux et économiques, est mis en question par la masse de la population d'un bout de l'Europe à l'autre."*

La partie la plus riche et la plus neuve de l'ouvrage porte sur l'étude des rapports entre les ouvriers de l'usine, la direction et les diverses instances du parti et de l'Etat pendant la NEP, puis à la fin de la NEP, qui agonise en 1928, puis est liquidée en 1929.

Son étude souligne deux aspects, qui se conjuguent plus ou moins : dès le début de la NEP, les ouvriers avancent une série de revendications : *"En 1922 et 1923*, souligne-t-il, *les plaintes sur la nourriture et les retards de paiements constituaient la majorité des griefs des ouvriers."* Une vague de grèves soulève la Russie au cours de l'été 1923, l'usine de la Faucille et du Marteau y occupe sa place. A partir de 1923, les griefs et les revendications porteront plus sur le relèvement des normes de travail et les baisses de salaires qu'il entraîne, et qui mènent plus d'une fois à des mouvements de grève dans des ateliers, voire pour l'ensemble d'une catégorie de travailleurs. En même temps, jusqu'en 1927, les travailleurs s'adressent très souvent à la commission des conflits salariaux, créée par les syndicats, pour obtenir satisfaction, exprimant par là un sentiment d'appartenance au régime. Et ils obtiennent effectivement satisfaction dans près de la moitié des cas, ce qui souligne que l'organisation syndicale, bien que dirigée entièrement à cette époque par des membres du Parti communiste au pouvoir, n'est pas encore réduite au rôle de courroie de transmission du parti.

En mai 1923, puis en juin 1925, la convention collective signée dans l'usine se traduit par une hausse des normes et une baisse consécutive de salaires. Les ouvriers réagissent. Le 1er août 1923, plus de la moitié des 2 352 métallos de l'usine prennent part à un *"meeting tout à fait orageux"*, suivi d'arrêts de travail ici et là. Or, écrit Kevin Murphy, *"le soutien de la classe ouvrière à l'Opposition trotskyste était formidable à l'usine de la Faucille et du Marteau"*. Kalinine, le président du comité exécutif central des Soviets, se déplace dans l'usine pour contrer les opposants, Benjamin Kossior et Preobrajensky. Lors du vote dans la cellule, l'Opposition de gauche reçoit 24 voix sur 60 présents. Si l'on tient compte de la pression déjà énorme de l'appareil, c'est un succès incontestable !

Jusqu'en 1927, des militants du parti prennent part à l'expression et à l'organisation du mécontentement ouvrier. Ainsi, en juin 1925, un orateur du comité du parti de Moscou vient défendre le nouvelle convention collective et la baisse de salaire de 11 % qu'elle induit. Après lui, quatre membres du parti au moins critiquent la décision. Kevin Murphy commente : *"En avril 1925, le désaccord ouvert était encore très vivant dans le parti."* Et il met en cause la vision des *« ouvriers intimidés par un "Etat fort" donnée par l'historiographie de la guerre froide, antérieure à l'ouverture des ar-*

chives, alors qu'une force ouvrière de plus en plus turbulente menaçait les plus ardents partisans loyalistes de l'Etat ». En 1923, le Parti communiste est donc encore un vrai parti. Staline doit donc le domestiquer, puis le détruire, pour ouvrir la voie au pouvoir de la bureaucratie, encore embryonnaire à cette date.

En janvier 1927, une grève éclate dans l'usine contre l'absence de chauffage. Parmi les dirigeants de la grève, deux militants du parti : Jirov et Koptev. Jirov appartient à l'Opposition unifiée dirigée par Trotsky, Zinoviev et Kamenev. Le chapitre 5 étudie les rapports entre la mobilisation ouvrière et les différents groupes d'opposition. L'étude culmine avec la lutte de l'Opposition unifiée. Kevin Murphy souligne le développement du mécontentement ouvrier et des grèves en 1927, et le danger que, dans cette situation, représente pour l'appareil l'activité de l'Opposition unifiée.

Le mécontentement ouvrier est aggravé par le chômage, qui dépasse le chiffre d'un million cinq cent mille travailleurs en 1927. Lors d'un rassemblement de chômeurs en mai 1927, des orateurs s'écrient : *"Le Parti communiste a établi sa dictature sur la classe ouvrière et sur tout le pays"* ; *"Le pouvoir soviétique n'est qu'un système pour tromper et exploiter les travailleurs"*. L'opposant Dogard, dont les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié une interview faite en 1994 par Vadim Rogovine, raconte qu'un jeune chômeur avait déclaré lors d'une réunion des Jeunesses communistes, en septembre 1927 : *"Il ne nous reste de la révolution d'Octobre que les yeux pour pleurer."*

L'appareil doit donc écraser l'Opposition pour interdire toute jonction (même dans les cadres du régime) entre elle et le mécontentement ouvrier. Kevin Murphy décrit les diverses phases de cet affrontement et les méthodes utilisées par l'appareil pour contraindre les militants les plus décidés à capituler, à renier leurs idées, sous peine d'être chassés, puis exilés.

Ce n'est ensuite qu'un jeu d'enfant pour l'appareil dirigeant du parti et de l'Etat de se débarrasser d'un appareil syndical dirigé par l'ami de Boukharine, Tomski, autre dirigeant de la "déviation de droite", qui a le tort de considérer qu'il faut parfois prêter l'oreille aux revendications ouvrières. Dès lors, la voie est ouverte à ce que Kevin Murphy appelle *"la contre-révolution stalinienne"*, momentanément triomphante. L'analyse qu'il en donne, sous-titrée *"La production pour l'amour de la production"*, reprend les thèses de Tony Cliff : avec le premier plan quinquennal, une nouvelle classe dirigeante s'est hissée à la tête d'une économie capitaliste d'Etat, sans liquider les formes de propriété créées par la révolution, mais en les confisquant à son profit.

La place manque ici pour discuter cette analyse, que l'effondrement de l'URSS me semble avoir définitivement balayée : si la bureaucratie russe était une nouvelle classe capitaliste se hissant sur la propriété d'Etat, elle serait le premier, unique et très étrange exemple dans l'histoire d'une classe qui aurait aspiré à changer la nature des rapports de propriété sur laquelle elle s'était constituée, et y serait parvenue en se disloquant, donc en se suicidant comme classe, en se désintégrant en divers groupes et clans mafieux attachés essentiellement au pillage des richesses existantes, et en liquidant par là même des pans entiers d'elle-même ! Mais cela n'enlève rien à l'intérêt de l'ouvrage.

Espérons que cette tranche de vie ouvrière sociale et politique d'un quart de siècle trouvera un éditeur en France

Jean-Jacques Marie

Lettre aux *Cahiers du mouvement ouvrier*

(Pierre Roy)

A propos de l'article de Christophe Bitaud *"Aux sources des espoirs et des ambiguïtés du syndicalisme enseignant"*

L'ARTICLE intitulé *"Aux sources des espoirs et des ambiguïtés du syndicalisme enseignant"*, paru dans le n° 27 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, signé Christophe Bitaud, aborde un problème très important relatif aux difficultés rencontrées par les enseignants pour, d'une part, s'organiser syndicalement, et, d'autre part, définir le cadre de leur engagement syndical.

Le *Manifeste des instituteurs syndicalistes* date de 1905. Nous sommes à l'aube de l'éveil syndical dans le milieu enseignant. Pour ma part, je considère que, pour un début, ce n'est pas mal, et je dirai même que le syndicalisme d'aujourd'hui dans le milieu enseignant a encore des leçons à tirer de ce manifeste. Certes, on voit bien ce qui va, très rapidement d'ailleurs, vieillir. Tel le paragraphe qui déclare :

"Les instituteurs réclament la capacité syndicale pleine et entière. Toutefois, il est profondément injuste d'affirmer que leur préoccupation soit de conquérir le droit de grève. C'est, ils y insistent, dans une pensée d'organisation républicaine qu'ils demandent au pouvoir législatif de leur reconnaître la capacité syndicale."

Quelle est la part de conviction, quelle est la part de formulation diplomatique dans ces lignes ? Difficile à dire. Nous sommes en 1905, et non en 1920, encore moins en 1936, et évidemment pas en 1947 : que les instituteurs, y compris syndicalistes, aient mis du temps (1) pour admettre le principe du recours à la grève, ce n'est pas discutable, mais qu'on leur fasse grief de cette hésitation en qualifiant de quelque peu ambigu leur engagement syndical, je pense que c'est aller un peu vite en besogne.

La période est complexe : d'un côté, le gouvernement procède à la laïcisation complète de la République (le manifeste de 1905 est contemporain de la loi de séparation, dont on célèbre cette année le centenaire), et, de l'autre, il entend maintenir les enseignants dans un état de

(1) Louis Bouët, dans son livre *Trente ans de combat syndicaliste et pacifiste*, L'amitié par le livre s.d., signale, dès avant la Première Guerre mondiale, des grèves dans les écoles normales. Ce sont les jeunes n'ayant de surcroît pas charge de classe, qui, dès cette époque, se libèrent le plus vite des attitudes conformistes. Rien que de très normal.

sujétion administrative quasi absolue. Démocratiser la République, sans doute, mais en contrôler le processus, c'était bien le souci de ceux qui, gouvernant, représentaient à la fois les intérêts généraux de leur classe et aussi, à cet égard, l'intérêt universel de la société. Ce dernier point faisait que le processus tendait à lui échapper. La classe ouvrière ne s'y est pas trompée, qui, dans les villes et les villages, poussait en avant le processus de laïcisation de la République.

Ce processus difficile à contrôler ne débouchait-il pas sur la question sociale, comme on disait alors ? Le processus de laïcisation étant achevée, ladite question sociale ne demandait-elle pas à être réglée ? Quelle classe, au bout du bout, pouvait mener à bien ce règlement ?

Comme on sait, même si la lutte de classe permit d'arracher quelques concessions ici et là, la question sociale resta non résolue. Elle demandait une révolution, et c'est ce que craignaient désormais par-dessus tout les représentants de la classe dominante au pouvoir, qui faisaient alors valoir les intérêts particuliers de ladite classe, à savoir la propriété privée des moyens de production. Le Parti socialiste ne venait-il pas de fusionner dans un congrès historique ? La CGT ne devenait-elle pas une arme de la classe ouvrière, attirant bien au-delà des rangs des producteurs directs ?

Le barrage se fit très vite. C'est dans ce cadre que la question, pour les fonctionnaires, du droit à s'organiser syndicalement fut, on le sait, au cœur de la période 1905-1914. Question démocratique réglée par la loi de 1884 pour les travailleurs face au patronat. Question démocratique que les démocrates bourgeois se refusaient à résoudre positivement dès lors qu'il s'agissait d'agents de l'Etat.

C'est pourquoi le *Manifeste des instituteurs syndicalistes* tient à établir la distinction entre les instituteurs et les *"agents qui détiennent une portion de la puissance publique"*. On peut leur reprocher d'écrire : *"Si l'on admet qu'il soit dans la nature des choses et de l'intérêt supérieur de l'Etat que la capacité syndicale soit refusée"* aux dits agents, cela peut aussi être compris comme une concession tactique, afin de mettre en valeur la suite, à savoir que l'Etat *"ne saurait s'en prévaloir pour dénier aux instituteurs le droit de se constituer en syndicats"*.

Suit alors le fameux passage (*"Notre enseignement n'est pas un enseignement d'autorité"*, etc.) (2), qui se dégage, avec bonheur à mon avis, des concessions de circonstance pour atteindre une dimension universelle, renouant ainsi avec l'idéal de Condorcet (3). (Les instituteurs rédacteurs du manifeste l'avaient-ils lu ? Je n'en sais rien, mais je sais qu'alors, dans les écoles normales, on recevait une vraie formation pédagogique au sens large du terme, c'est-à-dire englobant les doctrines et les projets d'instruction publique, et donc qu'il n'est pas interdit de penser que lors de leur formation les auteurs du manifeste aient pu rencontrer la pensée de l'héritier révolutionnaire des Lumières.)

Ce passage tombe-t-il sous le coup de la critique de Christophe Bitaud quand, après voir écrit : *"Ce manifeste est un document très important, car révélateur des espoirs, des revendications des instituteurs, de leur volonté de prendre place dans lutte des classes"*, il précise *"mais également, ne le cachons pas, des limites et des ambiguïtés qui caractériseront le syndicalisme en milieu enseignant des origines à nos jours"* ?

Pour ma part, je continue à considérer que le manifeste — qui, d'ailleurs, revendique d'*"être dans le sens de l'évolution républicaine"* — est un document, qui, plus que "très important", est un véritable document fondateur du syndicalisme enseignant. A condition, bien évidemment, qu'on prenne le soin de le replacer dans son contexte pour que soient comprises certaines de ses limites. Mais j'estime celles-ci "accessoires" par rapport à l'essentiel du message. Induire de

(2) Voir l'article de Christophe Biatud, qui cite ce passage intégralement (*Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 27, p. 28).

(3) Qui, lui, n'avait pas en quelque sorte "l'outil humain" pour l'atteindre, puisque la classe ouvrière n'existait pas encore comme classe "alternative".

ce manifeste le choix fait de l'autonomie en 1947 est à mon avis excessif, et, pour le dire un peu brutalement, quelque peu "mécaniste". L'examen attentif de l'histoire du syndicalisme pendant la Première Guerre mondiale (Jouhaux en plein dans l'Union sacrée, membre du Secours national aux côtés d'un évêque et de Denys Cochin), l'étude des développements tourmentés du mouvement ouvrier organisé entre les deux guerres ne permettraient-ils pas de fonder un jugement plus nuancé ? Ne faudrait-il pas prendre en compte le poids exercé par le stalinisme durant toute cette période et surtout au sortir de la Seconde Guerre mondiale ? L'illusion "pédagogiste" a joué son rôle, mais elle me semble secondaire par rapport aux facteurs que je viens d'évoquer.

Faut-il lier le ralliement à l'Union sacrée des amicales d'instituteurs à la persistance de l'esprit amicaliste chez les instituteurs ? Comme Christophe Bitaud l'écrit lui-même dans une parenthèse, la direction de la CGT ne fit pas mieux. Et il oublie de signaler que la fédération nationale des syndicats d'instituteurs fut de celles, avec la fédération des métaux, celle des tonneliers, avec quelques unions départementales, qui sauvèrent l'honneur du syndicalisme dans cette période en refusant l'Union sacrée. Je renvoie le lecteur au livre de Louis Bouët que j'ai signalé en note et à l'*Histoire de la Fédération unitaire de l'enseignement*.

Les Bouët, les Loriot, les Alexandre Blanc (député kienthalien qui vota contre les crédits de guerre à partir du 24 juin 1916), les Mayoux, etc., avec des difficultés, avec des limites, avec des contradictions, avec tout ce qu'on voudra, ont brandi le drapeau du syndicalisme indépendant à une époque où ses principaux dirigeants confédéraux salissaient ce même drapeau.

Pourquoi avoir oublié de signaler cette attitude courageuse, "contre le courant", des pionniers du syndicalisme dans l'enseignement dans cette période très, très difficile ?

Je ne dis pas, pour conclure, que Christophe Bitaud ne soulève pas une vraie question, mais je trouve que la réponse qu'il y apporte est unilatérale. Il me semble que les processus à travers lesquels le syndicalisme dans l'enseignement est né et s'est développé en France nécessitent une étude qui prenne en compte la totalité des facteurs et non un seul d'entre eux, exhaussé abusivement à mon sens, au-dessus des autres.

D'ailleurs, ce qui nous manque — en tout cas, en ce qui me concerne, ce qui me manque —, c'est de pouvoir disposer des matériaux permettant de comparer ce qui s'est passé dans d'autres pays du point de vue du développement du syndicalisme dans l'enseignement. Je ne suis pas sûr que le "pédagogisme", pour utiliser cette expression rapide, ne soit pas une caractéristique générale de celui-ci.

Il serait intéressant de savoir si et comment, ailleurs, on s'en est dégagé.

Pierre Roy

Larry Bradshaw et Lorrie Beth Slonsky : *"Le rêve américain"*

Prisonniers des eaux et de la loi martiale

(témoignage)

Larry Bradshaw et Lorrie Beth Slonsky travaillent à l'Emergency Medical Services (EMS) de San Francisco et contribuent à Socialist Worker. Ils participaient à une conférence de l'EMS à La Nouvelle-Orléans lorsque l'ouragan Katrina a frappé la ville. Ils ont passé presque une semaine coincés par les inondations et par le cordon instauré par la loi martiale qui encerclait la ville.

Leur texte a été publié sur Internet, d'où nous le reproduisons vu son grand intérêt.

"Nous avons décidé de nous sauver nous-mêmes"

DEUX jours après que l'ouragan Katrina eut frappé La Nouvelle-Orléans, le magasin de Wallgreen à l'intersection des rues Royal et Iberville restait fermé à clé. Le rayon des produits laitiers était visible à travers les vitrines. Depuis quarante-huit heures, il n'y avait plus ni électricité ni eau courante.

Les propriétaires avaient fui... (1)

Le lait, les yoghourts et les fromages étaient en train de pourrir par une chaleur de quarante degrés Celsius. Les propriétaires et les gérants avaient enfermé la nourriture, l'eau, les couches et les ordonnances, et fui la ville. Devant les vitrines de Wallgreen, la faim et la soif des résidants et des touristes grandissaient.

L'aide promise par les gouvernements fédéral, étatique et local n'était jamais arrivée et les vitrines de Walgreen ont été défoncées par les pillards. Il y avait une alternative. Les flics auraient pu casser une petite vitrine et distribuer les cacahuètes, les jus de fruits et l'eau en bouteille d'une manière organisée et systématique. Mais ils ne l'ont pas fait. Au lieu de cela, ils ont passé des heures à jouer au chat et à la souris avec les pillards, ne les chassant que pour un moment.

Le vrai héros : la classe ouvrière de La Nouvelle-Orléans

Nous supposons que les médias ont été inondés d'images héroïques des gardes nationaux, des soldats et des policiers luttant pour aider les "victimes" de l'ouragan. Ce que vous ne verrez pas, ce dont nous témoignons, c'est que les héros et les héroïnes du véritable effort pour résoudre les problèmes de l'ouragan ont été la classe ouvrière de La Nouvelle-Orléans.

Les ouvriers du bâtiment qui ont utilisé des élévateurs pour transporter des

(1) Les intertitres sont de la rédaction.

malades et des handicapés. Les ingénieurs qui ont mis en route et entretenu des générateurs. Les électriciens qui ont improvisé des cordons d'extension à travers des quartiers pour partager le peu d'énergie disponible et dégager les voitures coincées sur les toits des parkings. Les infirmières qui ont pris en charge des ventilateurs mécaniques et qui ont passé des heures à forcer manuellement de l'air dans les poumons des malades inconscients pour les garder en vie. Les grooms qui ont sauvé des gens coincés dans les ascenseurs. Les ouvriers des raffineries qui sont entrés dans les entrepôts des bateaux, "volant" ceux-ci pour sauver leurs voisins agrippés sur leurs toits inondés. Les mécaniciens qui ont aidé à démarrer toutes les voitures trouvables pour qu'elles acheminent des gens en dehors de la ville. Et les ouvriers de restauration qui ont récupéré tout ce qu'ils pouvaient pour improviser des repas communaux pour des centaines de personnes abandonnées. La majorité de ces ouvriers avaient perdu leurs maisons et n'avaient pas de nouvelles de leur famille, mais ils sont restés et ont fourni la seule infrastructure dont ont disposé les 20 % de la ville non submergés par les eaux.

La propagande officielle

Le deuxième jour, nous étions approximativement 500 à être restés dans les hôtels du quartier français. Il y avait parmi nous des touristes étrangers, des participants aux conférences (comme nous deux) et des habitants de la ville qui avaient cherché refuge dans les hôtels.

Certains d'entre nous avaient un contact par téléphone portable avec leur famille et des amis en dehors de La Nouvelle-Orléans. Ceux-ci ne cessaient de nous répéter que toutes sortes de ressources, la Garde nationale et des dizaines d'autocars affluaient vers la ville. Les autocars et les autres ressources devaient être invisibles, car personne d'entre nous ne les a jamais vues...

"Nous avons décidé de nous sauver nous-mêmes"

Nous avons décidé de nous sauver nous-mêmes. Alors, nous avons mis en commun notre argent et avons réservé 25 000 dollars pour faire venir dix autocars pour nous évacuer. Ceux qui n'avaient pas les 45 dollars nécessaires pour le billet étaient subventionnés par ceux qui avaient plus d'argent.

Nous avons attendu 48 heures pour les autocars, en passant les dernières douze heures dehors, partageant le peu d'eau, de nourriture et de vêtements à notre disposition. Nous avons créé une zone d'embarquement prioritaire pour les malades, les vieux et les nouveaunés. Nous avons attendu jusque tard dans la nuit l'arrivée "imminente" des autocars. Ils ne sont jamais venus. Plus tard, nous avons appris que, dès leur arrivée à l'entrée de la ville, ils avaient été réquisitionnés par l'armée.

Le quatrième jour, nos hôtels n'avaient plus ni fuel ni eau. Les conditions d'hygiène étaient atroces. Avec la montée des frustrations et du désespoir, la criminalité montait comme le niveau de l'eau. Les hôtels nous ont expulsés et ont fermé leurs portes, nous disant que les "autorités" avaient demandé que nous rejoignions le Centre de convention pour y attendre les autocars.

Lorsque nous sommes arrivés au centre ville, nous avons enfin rencontré la Garde nationale. Les gardes nous ont dit que nous ne serions pas autorisés à entrer dans le Superdome parce que l'abri principal de la ville était devenu un enfer humanitaire et sanitaire.

Les gardes nous ont dit aussi que le seul autre abri de la ville, le Centre de convention, était aussi en train de plonger dans le chaos et les immondices, et qu'il était interdit aux policiers d'y laisser entrer qui que ce soit. Naturellement, nous avons demandé : *"Si nous ne pouvons pas aller aux deux seuls abris de la ville, quelle est notre alternative ?"* Les gardes nous ont dit que c'était notre pro-

blème et qu'ils n'avaient pas non plus d'eau à nous donner.

Des "forces de l'ordre" hostiles et sans pitié

C'était la première des nombreuses rencontres que nous avons eues avec des "forces de l'ordre" hostiles et sans pitié.

Nous avons marché jusqu'au commissariat à Harrah, sur Canal Street, et là, nous avons entendu la même chose : que nous devions nous débrouiller par nous-mêmes et qu'ils n'avaient pas d'eau à nous donner. Notre groupe comptait maintenant plusieurs centaines de personnes. Nous avons tenu une assemblée générale pour décider de la suite de l'action. Nous nous sommes mis d'accord pour camper devant le commissariat. Nous serions ainsi exposés à la vue des médias et cela constituerait une humiliation visible pour les autorités de la ville. La police nous a dit que nous ne pouvions pas rester.

Néanmoins, nous avons commencé à nous installer et à constituer un camp. Bientôt, le commissaire a traversé la rue pour s'adresser à notre groupe. Il nous a dit qu'il avait une solution : nous devions marcher vers l'autoroute Pontchartrain et traverser le grand pont de La Nouvelle-Orléans, où les policiers avaient de nombreux autocars qui nous attendaient pour nous faire sortir de la ville. La foule a applaudi et a commencé à se lever. Nous avons rappelé tout le monde et avons expliqué au commissaire qu'il circulait beaucoup de fausses informations. Etait-il certain que des autocars nous attendaient là-bas ? Le commissaire s'est tourné vers la foule et a déclaré solennellement : *"Je vous jure que les autocars sont là."*

"Nous nous sommes organisés"

Nous nous sommes organisés et nous étions 200 à marcher vers le pont, excités et pleins d'espoir. Lorsque nous sommes passés devant le Centre de convention, plusieurs natifs de la ville ont vu notre groupe déterminé et optimiste, et ils ont demandé où on allait. Nous leur avons dit la grande nouvelle. Des familles ont immédiatement pris leurs maigres affaires et nous ont rejoints. Notre groupe a doublé, puis doublé encore. Nous avions avec nous des bébés dans des poussettes, des gens appuyés sur des béquilles, des vieux et d'autres en sièges roulants. Nous avons marché les 4-6 km jusqu'à l'autoroute et nous avons monté la pente raide qui nous menait au pont. Il pleuvait maintenant, mais la pluie ne mouillait pas notre enthousiasme.

"Les policiers armés ont commencé à tirer avec leurs armes au-dessus de nos têtes"

Quand nous sommes arrivés près du pont, les policiers armés se sont mis en ligne au pied du pont. Avant que nous les ayons approchés d'assez près pour leur parler, ils ont commencé à tirer avec leurs armes au-dessus de nos têtes. Cela a fait fuir la foule dans tous les sens. Tandis que la foule s'éparpillait, quelques-uns d'entre nous se sont approchés d'eux pour les engager à discuter. Nous leur avons répété notre conversation avec le commissaire. Les policiers nous ont informés qu'aucun autocar n'attendait. Le commissaire nous avait menti pour nous faire partir.

Nous avons demandé pourquoi nous ne pouvions pas traverser le pont quand même, d'autant qu'il y avait peu de circulation sur l'autoroute à six voies. Ils ont répondu que le West Bank n'allait pas devenir La Nouvelle-Orléans et qu'il n'y aurait pas de Superdome chez eux. Ce langage codé signifiait : si vous êtes pauvres et Noirs, vous ne traverserez pas le Mississippi et vous ne vous échapperez pas de La Nouvelle-Orléans.

Notre petit groupe a reculé jusqu'à l'autoroute 90 pour se protéger de la pluie sous l'autoroute. Après avoir débattu des alternatives, nous avons décidé de construire un campement au centre de l'autoroute Ponchartrain, entre les sorties O'Keefe et Tchoupitoulas. Notre raisonnement était qu'ainsi nous serions visibles de tout le monde, que nous serions en sécurité en étant sur une autoroute surélevée et que nous pourrions attendre et guetter l'arrivée des autocars. Toute la journée, nous avons vu d'autres familles, individus et groupes qui faisaient le même trajet sur la pente pour tenter de traverser le pont et se faisaient toujours repousser. Certains étaient chassés par des tirs de revolver, d'autres repoussés par un simple "non", d'autres encore étaient verbalement agressés et humiliés. Des milliers de gens de La Nouvelle-Orléans ont été empêchés et interdits d'évacuer eux-mêmes de la ville à pied.

Entre-temps, la situation dans les deux seuls abris de la ville ne cessait de se dégrader. Le seul moyen de traverser le pont était d'avoir un moyen de transport. Nous avons vu des ouvriers voler des camions, des autobus, des camions de déménagement et n'importe quelle voiture pouvant être démarrée sans clé. Les véhicules étaient tous remplis de gens qui tentaient d'échapper à l'enfer qu'était devenue La Nouvelle-Orléans.

"Coopération, communauté et créativité ont fleuri"

Notre petit campement a commencé à devenir florissant. Quelqu'un a volé un camion de livraison d'eau et nous l'a amené. Bravo le pillard ! Environ 2 km plus loin sur l'autoroute, un camion de l'armée, en tournant brusquement, a perdu quelques cartons d'approvisionnement. Nous avons amené la nourriture à notre campement dans des caddies de supermarché. Maintenant que le nécessaire, la nourriture et l'eau, était assuré, coopération, communauté et créativité ont fleuri. Nous avons organisé un nettoyage et avons suspendu des sacs poubelles. Nous avons fait des lits avec des palettes en bois et des cartons. Nous avons choisi un caniveau pour en faire des toilettes et les enfants ont construit un enclos avec du plastique, des parapluies cassés et d'autres débris pour les rendre plus intimes. Nous avons même organisé un système d'échange de nourriture, où les personnes pouvaient troquer une partie de leurs rations (de la compote de pomme pour les bébés et des bonbons pour les enfants !). C'est un phénomène que nous avons vu se répéter régulièrement après Katrina. Quand les individus devaient lutter pour trouver de l'eau et de la nourriture, cela signifiait que chacun vivait pour soi. Vous deviez faire n'importe quoi pour trouver de l'eau pour vos enfants ou de la nourriture pour vos parents. Quand ces besoins fondamentaux étaient satisfaits, les gens commençaient à se soucier des autres, à travailler ensemble et à construire une communauté.

Si les organisations de secours avaient ravitaillé la ville avec de l'eau et de la nourriture les premiers deux ou trois jours, le désespoir, la frustration et l'abjection n'auraient pas fait main basse sur la ville. Nos besoins essentiels satisfaits, nous avons offert de l'eau et de la nourriture aux familles et aux individus qui nous croisaient. Beaucoup ont décidé de rester et de se joindre à nous. Notre camp s'est agrandi de 80 ou 90 personnes.

"Les autorités allaient s'occuper de nous"

Une femme avec une radio à piles nous a appris que les médias parlaient de nous. Comme nous étions en plein milieu de l'autoroute, toute organisation de secours et d'information qui entrait dans la ville nous voyait. Et ils demandaient aux autorités ce qu'elles allaient faire avec toutes ces familles qui vivaient là-haut sur l'autoroute. Les autorités ont répondu qu'elles allaient s'occuper de nous. Certains d'entre nous ont commencé à s'inquiéter. "S'occuper de nous" avait un ton de mauvais augure.

Malheureusement, cette crainte était justifiée. Au crépuscule, un policier de Gretna est arrivé, a pointé son flingue au-dessus de nos têtes et a hurlé : *"Descendez de la putain d'autoroute."* Un hélicoptère est descendu, et, avec le vent de ses pales, a dispersé nos frêles abris. Tandis que nous battions en retraite, le policier a chargé sur son camion notre nourriture et notre eau.

"Les pouvoirs nous forçaient à nous atomiser en petits groupes"

Une fois encore, sous la menace du pistolet, nous avons été forcés de quitter l'autoroute. Il semblait que les forces de l'ordre étaient menacées dès que nous formions un groupe d'une vingtaine ou plus. Dès que quelques "victimes" s'assemblaient, ils voyaient une "émeute".

Etre en nombre nous sécurisait. Mais notre désir de "rester tous ensemble" était irréalisable, car les pouvoirs nous forçaient à nous atomiser en petits groupes.

On s'est éparpillé dans le désordre indescriptible de notre campement envahi et détruit. Réduits à un petit groupe de huit, dans le noir, nous avons cherché abri dans un autobus scolaire abandonné, sous l'autoroute sur Cilo Street. Nous nous cachions d'éventuels éléments criminels, mais, également et résolument, nous nous cachions des policiers avec leur loi martiale, leur couvre-feu et leur procédure de "tirer-pour-tuer".

La majorité de leur unité était en Irak

Les jours suivants, notre groupe, réduit à huit personnes, qui marchait pratiquement toute la journée, a pris contact avec les pompiers de La Nouvelle-Orléans et a été sauvé par un hélicoptère d'une équipe de sauvetage urbain. Ils nous ont laissés près de l'aéroport et on a réussi à s'y faire amener par la Garde nationale. Les deux gardes étaient désolés de la conduite bornée des gardes de Louisiane. Ils ont expliqué que la majorité de leur unité était en Irak et qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour faire le travail qu'ils auraient dû faire.

Nous sommes arrivés à l'aéroport le jour où commençait une grosse opération d'évacuation par les airs. L'aéroport était devenu un nouveau Superdome. Nous étions huit, pressés de toute part par la foule, tandis que les vols étaient suspendus pour plusieurs heures, afin que George Bush puisse effectuer un bref atterrissage à l'aéroport, le temps de se faire photographier. Après avoir été évacués par un avion des gardes-côtes, nous sommes arrivés à San Antonio, Texas.

L'humiliation et l'inhumanité des secours officiels ont continué

Là, l'humiliation et l'inhumanité des secours officiels ont continué. On nous a mis dans des cars et on nous a conduits dans un grand champ, où nous avons dû rester assis des heures et des heures...

Certains autocars n'avaient pas de climatisation. Dans le noir, nous étions des centaines, obligés de partager deux toilettes portables qui débordaient. Ceux qui avaient réussi emporter quelque bagage (souvent quelques maigres effets dans les sacs plastiques déchirés) étaient assujettis à deux fouilles différentes avec des chiens renifleurs. La plupart d'entre nous n'avaient pas mangé de toute la journée, nos rations ayant été confisquées à l'aéroport, parce qu'elles déclenchaient les détecteurs de métaux. Pourtant, aucune nourriture n'avait été prévue pour les hommes, femmes, enfants, gens âgés et handicapés, qui restaient assis pendant des heures en attendant qu'un médecin les "examine" pour s'assurer qu'ils n'étaient pas porteurs de maladies contagieuses.

Cette réception officielle contrastait avec l'accueil chaleureux et sincère que les Texans ordinaires nous avaient offert. Nous avons vu une employée d'une compagnie aérienne donner ses chaussures à quelqu'un qui allait pieds nus. Des inconnus, dans la rue, nous offraient de l'argent et des articles de toilette avec des mots de bienvenue. Durant toute la catastrophe, les secours officiels se sont montrés insensibles, incompétents et racistes.

Il y a eu plus de souffrance qu'il n'était nécessaire.

Des vies ont été perdues, qui auraient pu être sauvées...

Larry Bradshaw,
Lorrie Beth Slonsky

la vérité
revue trotskyste
Supplément au n° 529
2 F
Programme
de transition

Les prémisses objectives de la révolution socialiste (*Programme de transition*)

"La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.

La prémisse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre.

La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays où elle s'est déjà trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle marche maintenant les yeux fermés à la catastrophe économique et militaire. Dans les pays historiquement privilégiés, c'est-à-dire ceux où elle peut encore se permettre, pendant quelque temps, le luxe de la démocratie aux dépens de l'accumulation nationale antérieure (Grande-Bretagne, France. Etats-Unis, etc.), tous les partis traditionnels du capital se trouvent dans une situation de désarroi qui frise, par moments, la paralysie de la volonté. Le New Deal, malgré le caractère résolu dont il faisait étalage dans la première période, ne représente qu'une forme particulière de désarroi, possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre. La crise actuelle, qui est encore loin d'avoir dit son dernier mot, a pu déjà montrer que la politique du New Deal aux Etats-Unis, pas plus que la politique du Front populaire en France, n'ouvre aucune issue dans l'impasse économique.

Le tableau des relations internationales n'a pas meilleur aspect. Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Ethiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe centrale...), doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial. Bien entendu. la bourgeoisie se rend compte du danger mortel qu'une nouvelle guerre représente pour sa domination. Mais elle est actuellement infiniment moins capable de prévenir la guerre qu'à la veille de 1914.

Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore mûres pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire."

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 0705 G 78 360